

Vivre au compte goutte, Non ! - Relevé non exhaustif de luttes pour l'environnement dans la région arabe (2015-2017)

mardi 17 avril 2018, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 10 avril 2018).

Sommaire

- [ALGÉRIE](#)
- [ARABIE SAOUDITE](#)
- [ÉGYPTE](#)
- [GAZA](#)
- [IRAK](#)
- [JORDANIE](#)
- [KHOUZESTAN](#)
- [KOWEÏT](#)
- [LIBAN](#)
- [LIBYE](#)
- [MAROC](#)
- [MAURITANIE](#)
- [OMAN](#)
- [SAHARA OCCIDENTAL](#)
- [SOUDAN](#)
- [SYRIE](#)
- [TERRITOIRES OCCUPES](#)
- [TUNISIE](#)
- [YÉMEN](#)

ALGÉRIE

2015

1^{er} mars, des habitants d'Iounoughen (*wilaya* de Boumerdes) prennent d'assaut le siège de la *daïra* des Issers pour dénoncer des promesses non tenues en matière d'eau potable, routes, éclairage et santé publique. Une délégation est reçue par le chef de la *daïra* qui se défait sur le wali.

7 juillet, des citoyens d'El Zouafna et Aïn El Beida (commune de Guerrouma, *wilaya* de Bouira) manifestent et ferment l'APC pour exiger raccordement aux réseaux AEP, gaz et revêtement des routes. Ils cessent le mouvement quand l'édile s'engage à transmettre leurs exigences au chef de la *daïra* de Lakhdaria.

9 juillet, des habitants ferment l'APC et la *daïra* de M'kira (*wilaya* de Tizi Ouzou) en raison de la pénurie d'eau.

25 juillet, actions de protestations organisées régulièrement par les habitants de Levdhahi et Agouni N Taga (commune d'Aït Aïssa Mimoun, *wilaya* de Tizi Ouzou) contre le manque d'eau qui arrive quelques heures par semaine de nuit tandis qu'elle se déverse sur la chaussée en raison de conduites éclatées.

11 août :

- des villageois ferment l'APC de Freha (*wilaya* de Tizi Ouzou) pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants de Beida Bordj, Hamma, Aïn Lahdjar, Bir Haddada, Salah Bey et Boutalelb (commune d'Aïn Azel, *wilaya* de Setif) coupent la RN 78 pour protester contre la soif.
- des habitants de Zghla (*daïra* de Beni Slimane, *wilaya* de Medea) manifestent devant le siège de la daïra pour réclamer de l'eau potable.

12 août, des habitants de Berrahal (*wilaya* d'Annaba) manifestent et coupent la route pour exiger l'eau potable.

2 octobre, descente au domicile d'Hassan Bouras, journaliste et militant d'Al Bayadh. Il est arrêté et accusé d'« outrage envers un corps constitué » et d'« incitation de citoyens à s'armer contre l'autorité de l'État ou s'armer les uns contre les autres » (passible de la peine de mort). 28 novembre 2016, il est condamné à un an de prison pour « complicité d'outrage à un auxiliaire de justice, à des agents de la force publique et à un corps constitué » et incarcéré à Al Bayadh. Il est membre de la LADDH et du front du refus, une coalition se prononçant contre le recours à la fracturation hydraulique pour l'extraction du gaz de schiste. 17 janvier 2017, il est libéré par le juge qui le condamne à 6 mois de prison avec sursis.

7 octobre, le TPI de Tamanrasset condamne à un an de prison et à une amende de 5000 dinars pour manifestation pacifique, Dahmane Zenani, Dahmane Kirami, Abdelali Guellam, Mohamed Boukhari, Ahmed Benzamit et Mbarek Ramadani, déclarés coupables de rébellion, de participation à des attroupements non armés et de provocation à rejoindre des attroupements non armés, lors de manifestations non violentes en 2014 et 2015, soit des manifestations en défense de mineurs licenciés par une mine d'or et des sit-in dénonçant les répercussions sur l'environnement de l'exploitation du gaz de schiste par fracturation hydraulique dans cette zone, au sein du groupe local « Ma Frat ». Ils sont libres en attendant l'issue de leur appel, prochaine audience prévue le 7 décembre. Abdelali Ghellam est condamné à un an d'emprisonnement le 7 mars 2016 et aurait été acquitté le 19 avril par le tribunal de Tamanrasset. Des instances de l'ONU s'adressent aux autorités algériennes le 28 avril. 12 juillet, les six hommes sont libérés à la faveur d'une grâce présidentielle le 5 juillet. Dahmani Kerami, demeure incarcéré.

17 novembre, la CA d'El Oued condamne Tahar Djehiche, dessinateur, à six mois de prison et une amende de 500 000 dinars pour « atteinte au président » dans un dessin (une caricature du président enseveli sous le sable dans un sablier, soit les manifestations contre l'exploitation du gaz de schiste, et « provocation » à une action de protestation contre le gaz de schiste en raison d'un commentaire sur sa page Facebook « Ne laissez pas tomber In Salah le 24 février ». Il avait été acquitté par le TPI six mois avant. Il est libre en attendant l'issue de son recours devant la cour suprême. In Salah, Total s'était retiré de tout projet d'exploration du gaz de schiste en 2015. 6 mai 2016, l'annonce de la reprise des opérations d'extraction du gaz de schiste requiert l'expertise de Gazprom. Le Premier ministre rencontre Dimitri Medvedev. Les habitants se sont reconvertis en producteurs de poissons (aquaculture), développent le projet de *Smart Sahara*. 14 octobre 2017, des militants anti gaz de schiste tiennent une réunion dans différentes villes du pays depuis que le Premier ministre a demandé à la Sonatrach de relancer l'exploitation.

20 novembre, des habitants de la cité Nozha à Bechar exigent une solution au dépotoir de déchets.

2016

26 et 27 janvier, les Ikhelfounène, nom berbère des habitants de Chabet El Ameur (*wilaya* de Boumerdes) ferment le siège de l'APC pour protester contre l'absence d'eau depuis plus de 20 ans, réclamer un réseau d'assainissement et le raccordement au réseau de gaz. Le 9 février, ils manifestent devant le siège de la wilaya pour protester contre le manque d'eau potable. Une délégation est reçue par le directeur de l'hydraulique qui les assure des réalisations en cours.

28 janvier 2016, l'APC d'In Salah porte plainte contre 18 militants anti gaz de schiste.

Février, depuis que des lots ont été octroyés par l'Agence nationale de développement touristique sur les communes d'Aokas et Souk El Tenine (*wilaya* de Bejaia) des rencontres entre citoyens débouchent sur la constitution d'un Comité de sauvegarde de la bande boisée du littoral. 27 août, le comité, la société civile et des partis politiques (FFS, PST, RCD) manifestent à Aokas pour exiger l'annulation d'un projet d'implantation d'infrastructures hôtelières sur le littoral. Slogans : « Non à la destruction de la bande boisée », « Nous ne sommes pas contre le tourisme, mais pour un écotourisme ». 22 avril 2017, des habitants manifestent pour l'annulation du projet. 9 décembre, les habitants d'Aokas et Souk El Tenine marchent pour se rencontrer dans la bande boisée et exiger son maintien. Le 15, le collectif citoyen d'Aokas organise un rassemblement au centre culturel Rahmani, pour la défense de la bande boisée. Le 16, marche à Aokas et Souk El Tenine. Le 17, l'association de wilaya pour la protection et la sauvegarde du littoral est reçue par le wali, Mohammed Hattab. Le 19, manifestation à Bejaïa, organisée par le collectif citoyen d'Aokas pour protester aussi contre la décharge publique d'Aokas dans la bande boisée, depuis le centre d'Aokas vers l'APC et la daïra avec sit-in, en présence du FFS, MPA et PST. Banderoles : « Non à la destruction de la bande boisée ». Le 20, marche à partir de la maison de la culture jusqu'au chef lieu de la wilaya. Le 24, le wali reçoit les membres de l'Association pour la protection et la sauvegarde du littoral et leur promet de répondre favorablement.

23 mars, des habitants d'Aïn Azal (*wilaya* de Setif) coupent le RN 78 Sétif/Batna et brûlent des pneus pour exiger de l'eau potable et le raccordement au réseau de gaz. Les affrontements avec les forces de l'ordre font des blessés.

14 avril, l'association *Tarbut Imaghvane* d'Aït Abdelmoumène (commune de Tizi N Tléta, *wilaya* de Tizi Ouzou) réhabilite la fontaine publique d'eau minérale asséchée, dans un village où l'eau est rationnée.

12 juin, rassemblement d'habitants de Ouled Hadj Henni (communes de Tajina, Zoui, Beni Moussi, Sidi Zian) (Ouled Fares, *wilaya* de Chlef) devant le siège de la commune pour protester contre la pénurie d'eau depuis deux semaines, avec des bouteilles vides.

22 juin, les maraîchers proches du barrage d'Aïn Zaouia interpellent les responsables locaux et ceux de la wilaya de Tizi Ouzou sur la vétusté du système d'irrigation, tuyauterie en amiante rouillée. L'agence nationale des barrages et des transferts a interdit les motos pompes pour retirer l'eau du barrage au prétexte que cela pollue l'eau du barrage.

30 juin, le projet du barrage Zaouia, avec une capacité de 43,6 millions de m³, situé sur l'oued Stita (commune de Makouda, *wilaya* de Tizi Ouzou) est bloqué pour cause d'opposition. Les travaux de reconnaissance et l'étude topographique sont à l'arrêt.

9 octobre, à Ighzar n'Taga (*wilaya* de Batna) marche citoyenne de 15 000 personnes contre l'implantation d'une cimenterie dans cette zone agricole, soutenue par des associations de défense de l'environnement. Des éléments venus de Batna et d'Arris les provoquent avec des banderoles

exigeant l'implantation de l'usine. Le gel du projet est décidé à la demande de notables de la commune pour calmer les esprits et lors d'une conférence de presse, deux d'entre eux disent avoir reçu des propositions pour l'implanter (technologie allemande et équipements chinois) dans sept communes de la *wilaya* de Batna. Le Premier ministre annule le projet.

7 avril, lutte pour la préservation du lac Mezaya (*wilaya* de Bejaia) du bois des Oliviers (classé espace vert, suite au sit-in des habitants) contre le bétonnage à tout-va. Lutte des pêcheurs artisanaux contre des concessions à des fermes d'aquaculture intensive. Intervention d'Ardh, association pour la protection de la nature. Le projet est mis en pause.

8 juillet, des citoyens d'Aïn Farès (*wilaya* de Mascara) manifestent pour réclamer l'abandon immédiat et définitif de l'exploration du gaz de schiste dans la région.

10 juillet, des habitants de Zemmora (*wilaya* de Relizane) bloquent la route devant le siège de la daïra pour exiger l'eau potable et dénoncer la hausse des prix de l'eau qu'ils doivent acheter.

13 juillet, des jeunes de la cité Ali Derbal à Robbah (*wilaya* d'El Oued) manifestent devant le siège de la wilaya pour l'eau, des routes, l'éclairage, des espaces verts et des égouts.

15 juillet :

- manifestation pour l'eau des habitants de Almir à Beni Omrane (*wilaya* de Boumerdes)
- des habitants de Chender (Naciria, *wilaya* de Boumerdes) ferment l'APC pour réclamer de l'eau.
- des habitants de Sidi Daoud et Leghata (*wilaya* de Boumerdes) manifestent contre la pollution de l'eau potable.

18 juillet, des habitants du sud de Demitha (commune de Guemar, *wilaya* d'El Oued) coupent la route allant à Reguiba, pour protester contre le manque d'eau potable.

19 juillet, des habitants de Rzunga (commune Chabet Al Aneur, *wilaya* de Boumerdes) ferment l'APC pour le troisième jour d'affilée pour exiger de l'eau.

23 juillet, multiplication des actions de protestations des habitants d'Ighil Issiouane, Aït Ifrik, Malvane, El Vir, Iakouchen, Takhbrit, Arqouv Azougagh, Aït Aissi Ouziane, Aït Zaim (*daïra* de Maâtkas, *wilaya* de Tizi-Ouzou) où l'eau arrive toutes les trois semaines ou tous les trois mois. Les habitants ont recours aux sourciers et puisatiers, au sud ouest de Maâtkas, d'Aït Ahmed à El Bir.

24 juillet :

- les habitants de Raffour (*daïra* de M'chadallah, *wilaya* de Bouira), manifestent massivement pour dénoncer la marginalisation et la pénurie d'eau, à l'initiative du Collectif des habitants de Raffour en collaboration avec le mouvement associatif régional et remettent une plate forme revendicative aux responsables de Mchadallah.
- les habitants de Tachtouine (*wilaya* de Tizi Ouzou) ferment le siège de l'APC d'Aït Yahia-Moussa, à l'exception de l'état civil, en raison de la pénurie d'eau depuis l'hiver.

1^{er} août :

- des habitants de Tibouamouchine et Seddouk Ouadda ferment l'APC de Seddouk (*wilaya* de Bejaïa) pour réclamer leur part d'eau potable. Ils avaient déboursé de fortes sommes pour ramener l'eau de la source d'Ighzer Netsragoua, - qui doit être réhabilitée, - et réalisé un coûteux forage au lieu dit Mesghat, mais qui a tari. L'eau arrive au robinet une heure tous les quatre jours.
- des habitants du quartier Sonatrach (commune de Besbes, *wilaya* d'El Tarf) manifestent et coupent la route pour réclamer de l'eau potable. Drapeau algérien brandi.

9 août, des habitants d'Ighil Issiouène (commune de Maatkas, *wilaya* de Tizi Ouzou) ferment le CW147 Maatkas/Tizi Ouzou pour dénoncer la pénurie d'eau potable.

9 et 10 août, les éboueurs contractuels de Khemis Miliana (*wilaya* d'Aïn Defla) débrayent pour protester contre le salaire de 5400 dinars perçu tous les 45 jours, et l'absence de tenue de protection, ni gants, ni souliers de sécurité, ni blouse etc., comme les titulaires.

24 août, des habitants de Maamar enjoignent aux conducteurs d'engins d'arrêter les machines destinées à construire le viaduc de la pénétrante qui passera au dessus de leurs logements à Voujgou sur le territoire de Tafoughalt (commune d'Aït Yahia Moussa, *wilaya* de Tizi Ouzou) et exigent une déviation du tracé. Ils poursuivent le sit-in après le départ des engins. Les chauffeurs d'une entreprise sous traitante manifestent depuis la veille car ils n'ont pas été payés depuis six mois.

30 août, les habitants de Tifaou (commune d'Aït Yahia Moussa, *wilaya* de Tizi Ouzou) ferment le siège de l'APC (toujours fermée le 7 septembre), pour réclamer la réfection de la route, l'eau potable, le raccordement au gaz.

6 septembre, les habitants de Besbes (*wilaya* d'El Tarf) bloquent la RN 84 et brûlent des pneus pour protester contre le manque d'eau potable qui arrive une fois par mois, depuis des années.

Banderole : « L'eau ou la mort ».

25 septembre, des villageois d'Azrou et d'Iguefilen (commune d'Illilten, *wilaya* de Tizi Ouzou) manifestent devant le siège de la wilaya, exigeant le règlement du conflit sur l'eau qui gangrène la région depuis l'indépendance. Le *wali* s'était engagé le 19 juin à régler le conflit en présence des représentants des villages de Taghzout, Azrou, Iguefilen et Tifilkout, du chef de la *daïra* d'Iferhounène, du P/APC d'Illilten, des directeurs concernés et du bureau d'étude. Les villageois de Tifilkout se disent privés d'eau par les villageois d'Iguefilen qui auraient saboté leur conduite, depuis le premier jour du mois de ramadan. Ils exigent un quota du répartiteur réalisé par les services de l'hydraulique.

25 octobre, des habitants d'Ath Mansour (*wilaya* de Bouira) manifestent devant la mairie contre la pollution sonore due aux explosions des mines dans les carrières d'agrégats. Les habitations sont aussi endommagées, poussières. Ils demandent des explosifs de moindre intensité car ces carrières sont le gagne pain d'habitants de la localité.

1^{er} décembre, à l'occasion de la visite du wali de Tizi Ouzou à Aït al Kaïd, une banderole est déployée : « L'eau c'est la vie, mais elle ne coule que 20 minutes tous les 15 jours à Aït El Kaïd ».

2017

5 février, des habitants de T'kout (*wilaya* de Batna) manifestent pour exiger l'ouverture de l'hôpital, rappellent au ministre de la Santé ses promesses suite au décès de deux tailleurs de pierre (non déclarés et sans couverture sociale) faisant passer le nombre des victimes de la silicose à 138. Les lycéens y participent et les commerçants baissent leur rideau. Pancartes en arabe, français et tifinagh : « La jeunesse de T'kout meurt de silicose », « Algérien digne et libre ». Le 8 avril, une machine de respiration artificielle, dont l'efficacité n'est pas prouvée, est conçue pour être distribuée aux 925 tailleurs de pierre recensés par le gouvernement.

10 février, les habitants de la cité d'Akbou (chef lieu de Tadmaït, *wilaya* de Tizi Ouzou) ferment la mairie pour protester contre la pénurie d'eau potable et soulèvent le problème de l'éclairage public, des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, l'absence de caniveaux, l'aménagement de trottoirs.

13 février :

- des habitants de Haret El Oued (*wilaya* de Biskra) se rassemblent pour protester contre les immondices non ramassés.
- des habitants du centre de Tebessa manifestent contre les coupures d'eau potable et bloquent la route de Constantine au centre ville en brûlant des pneus.

2 mars, manifestation d'habitants d'Ighil Ali et Aït R'zine (*wilaya* de Bejaia) pour un échangeur de la pénétrante desservant leurs communes lors de l'inauguration du premier tronçon par le ministre des Travaux Publics.

21 mars, des habitants de Helil et Tifaou (daïra de Draa El Mizan, *wilaya* de Tizi Ouzou) bloquent la RN 25, ferment le siège de l'APC pour l'aménagement de la piste du village, le raccordement au réseau électrique et un réseau d'assainissement, toutes revendications transmises au chef de cabinet du wali. Le 13 août, ils ferment l'APC pour les mêmes raisons.

29 mars, les habitants du lotissement 471 d'El Mohgoun (commune d'Arzew, *wilaya* d'Oran) manifestent contre le passage de camions de gros tonnage sur la route des carrières entraînant poussières, nuisances sonores et danger du fait de l'absence de signalisation au niveau de la voie ferrée.

4 avril, la résistance au barrage de Souk N'Tlata, sur l'oued Boughedoura (*wilaya* de Tizi Ouzou) réalisé par des entreprises turques, se poursuit depuis 2012, en raison du montant des indemnités, les habitants n'étant pas rassurés sur le fait qu'ils obtiendront terres et maisons.

9 avril, rassemblement des habitants de M'kira (*wilaya* de Tizi Ouzou) devant le siège de l'APC pour réclamer l'alimentation en eau potable et des égouts, etc.

11 avril, des habitants de Bethlou (commune d'El Kseur, *wilaya* de Bejaïa) ferment la RN Vgayet/Alger, pour protester contre les pénuries d'eau, l'absence d'égouts.

16 avril, des habitants d'Akentas (commune de Feraou, *wilaya* de Bejaia) ferment l'APC et y plaquent des banderoles : « Akentas a soif », « Le maire a trahi, le chef de la Daïra a menti », en allusion à des promesses non tenues. Le 24, ils assiègent le siège de la *wilaya*, une délégation est reçue. En juillet, ils ferment les stations de pompage d'Azrou et de Lota Ouadou pour exiger une distribution équitable entre les villages.

18 avril, des habitants de Naciria (*wilaya* de Boumerdes) bloquent la RN 12 (Alger/Tizi-Ouzou) pour exiger l'électricité, le gaz et de l'eau potable. Ce n'est pas la première fois. Le 4 juillet, des habitants manifestent devant l'ADE pour exiger de l'eau potable, coupée depuis vingt ans. Le 21, nouvelle manifestation devant l'APC.

20 avril, à Berrahal (*wilaya* d'Annaba) le propriétaire de l'usine de fabrication d'engrais agricoles Eurl Agrifed, accusé en juin 2014 par une association de préservation de l'environnement, est blanchi par la justice. Il explique que les riverains qui l'ont attaqué sont des locataires illicites qui souhaitaient se maintenir sur ses terres.

25 avril, des habitants de Halil (Melala, commune d'Oued Ghir, *wilaya* de Bejaïa) ferment la RN 12 Alger/Bejaia et brûlent des pneus, pour dénoncer la coupure de l'eau potable.

11 au 18 mai, à Aïn Beida, Mekhadma, Gharbouz, 400 logements, Bamendil, Sidi Abdelkader (communes de Ouargla) semaine de manifestations nocturnes et pneus brûlés pour exiger de l'eau.

17 mai, des habitants de la cité des Frères Abbad (Chlef) manifestent devant l'ADE pour protester

contre la pénurie d'eau depuis plusieurs semaines

30 mai, des centaines de producteurs de tomates industrielles de Boumehra, Belkheir, Guelma, Bouchegouf et Hammam Debagh manifestent devant le siège de la *wilaya* de Guelma pour protester contre le manque d'eau d'irrigation.

7 juin, la population d'Aït Mebarek (*wilaya* de Bejaia) ferme la RN 9 pour protester contre les décharges sauvages, brûlées ou déversées vers la mer par les services communaux à Iwaoiouren dans les gorges de Kherrata. 3 octobre, des habitants de Sguen (localité d'Ain Mebarek, commune de Taskriout) ferment le siège de l'APC et la station de pompage d'eau potable de Lanser Azezga pour exiger la fermeture définitive de la décharge.

10 juin, les paysans et les éleveurs de bétail des oasis de Ghardaia manifestent devant le collecteur du réseau d'assainissement qui se déverse dans le fleuve Aridan. Slogan : « La pollution de l'environnement est un danger pour les humains, les animaux et les plantes ». La situation dure depuis des mois. Odeurs en raison de la chaleur, insectes.

12 juin, des habitants du quartier Vilghougen (commune d'Aghbalou, *wilaya* de Bouira) manifestent à plusieurs reprises contre le manque d'eau depuis quatre ans. Le 4 juillet, ils ferment l'APC.

18 juin, des habitants d'Aïn Djerboua (commune de Babar, *wilaya* de Khenchela) manifestent pour l'eau potable, l'aménagement urbain et l'assainissement en bloquant la circulation sur la RN 83 avec des barricades et des pneus brûlés.

19 juin, les 150 travailleurs des carrières d'agrégats de la zone du « Piton » (commune d'Akbou, *wilaya* de Bejaia) exigent de reprendre le travail, les carrières ayant cessé d'être exploitées suite aux pressions des habitants des quartiers d'Arafou, cité Sonatrach, Iskounen et Bouzeroual, près de l'exploitation. Ils avaient fermé la RN 26 pour protester contre les fissures dans les logements occasionnées par les explosions et la poussière. Il y a quatre entreprises, une étatique, la Somacob, et trois privées, la SARL Meziane, la SARL Chekri et l'entreprise Encotrab.

20 juin, des habitants du centre ville (Groupement Nord, cité 5 juillet, Istiklal, Ben Chahbra) de Chabet Al Ameur (*wilaya* de Boumerdes) ferment l'APC deux jours pour exiger de l'eau potable.

21 juin :

- des habitants des quartiers de Beira, de la cité des 711 logements et du centre ville d'Oulmène (*wilaya* de Sétif) manifestent devant le siège de l'APC pour réclamer de l'eau potable.

- des citoyens de Sikh-Oumedour (*wilaya* de Tizi Ouzou) ferment la route RN 12 pour protester contre la pénurie d'eau.

27 juin :

- des habitants d'Ighil N'ath Ameur (commune d'Ahnif, *wilaya* de Bouira) bloquent le siège de l'APC pour dénoncer la pénurie d'eau potable.

- des centaines d'habitants de Ras Al Ma (commune de Guedjel, *wilaya* de Sétif) bloquent la RN 113 pour protester contre la pénurie d'eau potable depuis plus de trois mois.

28 juin, des habitants de Bab Ezzouar (Alger) adressent plusieurs requêtes aux services de Sonelgaz et aux autorités locales, pour protester contre les nuisances sonores et les gaz nocifs émis par la centrale électrique de Sorecal, exigent sa délocalisation, et non la leur comme cela a déjà été le cas.

29 juin, le personnel de la polyclinique de Bouzeguene (*wilaya* de Tizi Ouzou) fait grève pour protester contre le manque d'eau pour le nettoyage qui n'est plus fait. L'ADE leur envoie un camion citerne. La grève est interrompue.

Juillet, à Taourirt (commune de Bouzeguene, *wilaya* de Tizi Ouzou) les habitants épaulés par l'association « La colline verte » et le tajmaat (comité de village) procèdent au tri sélectif et au recyclage des déchets. A Igwersafene (*wilaya* de Tizi Ouzou) les habitants aidés par l'argent des émigrés captent les sources dans le massif de l'Akfadou, créent un réseau d'alimentation en eau potable et recyclent les déchets ménagers.

1^{er} juillet, une opération basée sur le volontariat concernant 14 *wilayas* de la côte voit hommes, femmes et enfants nettoyer les plages et la mer en tenue de plongée.

2 juillet, les comités de villages de Begoub, Tinsaouine, Tamliht, Boumensour, Tougana, Tighilt Bouksas, Aouana (commune de Yakouren, *wilaya* de Tizi Ouzou) donnent une semaine à l'ADE pour les approvisionner en eau (promesse de mai dernier, non tenue).

3 juillet, des habitants de Tirmatine (*wilaya* de Tizi-Ouzou) ferment la mairie pour protester contre le manque d'eau potable depuis plusieurs semaines et l'absence d'entretien des routes.

4 juillet, des habitants de Sebaou ferment la RN 27 (Dellys/Tizi Ouzou) pour exiger de l'eau.

9 juillet :

- des habitants de Tadmaït (*wilaya* de Tizi-Ouzou) bloquent la route Tizi Ouzou/Alger et brûlent des pneus pour exiger de l'eau potable. 3 août, ils bloquent la route RN 12 Alger/Bejaia.
- les habitants de Thaniat Al Abed (*wilaya* de Batna) manifestent contre la coupure d'eau potable depuis une semaine.

10 juillet, des habitants d'Aïn Bouykin (Oued Seguen, *wilaya* de Mila) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'eau potable, coupée depuis un an.

12 juillet :

- les habitants d'Ighil Ouqavli (commune d'Aït Yahya Moussa, *wilaya* de Tizi Ouzou) ferment l'APC pour exiger de l'eau.
- des habitants de Tala Amara (commune de Tizi Rached, *wilaya* de Tizi-Ouzou) ferment les sièges de la daïra, de l'APC et de l'ADE pour exiger de l'eau.
- des habitants de Djebla (commune de Ouguenoun, *wilaya* de Tizi-Ouzou) ferment l'ADE et manifestent pour l'eau.
- des habitants de Farfar (*wilaya* de Biskra) coupent la route Farfar/Lichana et brûlent des pneus pour l'eau.

13 juillet 2017 :

- des habitants de Timedkit (commune de Khiran, *wilaya* de Khenchela) manifestent pour obtenir l'autorisation de forage d'un puits artésien.
- des habitants de Boumerdes coupent la route principale de nuit pour exiger de l'eau potable.

16 juillet, des habitants de Bouakkache, Azro Ouroumi et El Madarsa (commune d'El Adjiba, *wilaya* de Bouira) ferment la mairie pour protester contre la pénurie d'eau depuis des mois et exiger le raccordement au réseau de gaz.

17 juillet, annonce de la possibilité de payer la facture d'eau potable par internet.

23 juillet, des habitants de Tamourt Ouzemmour, Ath Yevrahem, Boumedjver, Ahnif et Allouache (*wilaya* de Bouira) ferment la *daïra* de M'cheddallah et l'ADE pour protester contre la pénurie d'eau depuis des mois.

24 juillet, un millier d'habitants de Raffour manifestent en direction de la daïra de Mchadallah pour l'eau potable, remettent une plate forme aux responsables et à la presse, réclament un réservoir

d'eau, un jardin public, l'aménagement des rues et boulevards.

26 juillet, des habitants du quartier La Forêt (commune de Bordj Menaïel, *wilaya* de Boumerdes) bloquent le centre ville, puis la RN 12 et brûlent des pneus, pour exiger l'eau potable.

Juillet, les habitants de Tajdiout (daïra de Maatkas, *wilaya* de Tizi Ouzou) ferment le CW 128 pour protester contre le manque d'eau potable.

31 juillet, des habitants de Haï Zaboudja (commune de Sidi Khaled, *wilaya* de Biskra) manifestent devant le siège de l'APC pour protester contre la pénurie d'eau potable. Ils ferment l'APC et bloquent trois jours le trafic sur la route menant à Oued Djellel.

Août, en Kabylie des campagnes basées sur le volontariat consistent à nettoyer les plages, ramasser les déchets en forêt, dans les villages et les sites touristiques. Des comités de villages participent au recyclage des ordures.

4 août, des habitants de Dellys (*wilaya* de Boumerdes) manifestent pour exiger de l'eau potable.

5 août :

- des dizaines de citoyens d'Oum Tboul et Al Aïoun (*daïra* d'Al Tarf) coupent la RN 44 reliant Annaba à la Tunisie pour protester contre les coupures d'eau et brûlent pneus et branches.
- des habitants de Khzara (*wilaya* de Guelma) font un *sit-in* devant le siège de la *daïra* pour protester contre la pénurie d'eau potable depuis un mois.
- des habitants de la cité Sonatiba à Tiaret manifestent devant l'entrée de la cité pour réclamer de l'eau potable, le bitumage des routes et un transport sécurisé.

6 août 2017 :

- des dizaines d'habitants se rassemblent devant le siège de l'APC d'El Eulma (*wilaya* de Sétif) pour dénoncer le manque d'anticipation des autorités (incendies, eau, électricité).
- Marche de la mairie à la *daïra* des commerçants à Azzefoun (*wilaya* de Tizi Ouzou) et grève générale de trois heures pour dénoncer la pénurie d'eau potable et les coupures d'électricité.
- des habitants du village agricole 8 mai 1945 (commune de Souk El Tenine, *wilaya* de Bejaia) ferment la RN 9 pour réclamer eau potable et raccordement au réseau électrique. Ils mettent fin au blocage suite aux promesses du chef de la *daïra*.
- des citoyens bloquent la RN 24 Tizi Ouzou/Bejaia pour protester contre les coupures d'eau et de courant.
- les habitants de Tala-T'gana, Aït Bouali, Timarzouga, Ajerrar, Tikhourvine et Azrou ferment le siège de l'APC de Freha (*wilaya* de Tizi Ouzou) pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Mletha (commune d'Azzefoun, *wilaya* de Tizi Ouzou) ferment la RN 24 pour protester contre les coupures d'eau et les décharges sauvages dans leur village.
- des habitants d'Ihaddaden Ouadda (*wilaya* de Bejaia) manifestent devant la mairie de Bejaia pour réclamer le drainage des eaux pluviales et le bitumage de leur route.

7 août, des habitants de Chechar (*wilaya* de Khenchela) tentent de bloquer la route où devait passer le wali, pour attirer l'attention sur la pénurie d'eau et les problèmes sociaux.

13 août :

- des citoyens de Chaïba (commune d'Aïn Al Hadjar, *wilaya* de Bouira) bloquent la RN 18 pour protester contre la pénurie d'eau potable depuis juin et exigent alimentation en gaz, éclairage public et routes correctes.
- des habitants de Ifoughalen, Tignithine, Barkat, Lahyout, Tagma, Tala Melouk (commune de

Boukhelifa, wilaya de Bejaia) ferment l'APC pour protester contre la pénurie d'eau depuis 2009.

14 août :

- des habitants d'Akbou (wilaya de Bejaia) manifestent devant le siège de la daïra contre les dépôts d'ordures sauvages depuis un mois. Le 22, la coordination locale du MAK et d'Aknavad (gouvernement provisoire kabyle) appelle la population à s'organiser contre l'accumulation des déchets, après l'incendie le 29 juillet de la nouvelle municipalité due à l'extension d'un feu de poubelles mis à dessein par la population pour se débarrasser des détritiques. Le 28, marche initiée par la coordination intercommunale de la daïra (notables d'Akbou, Chellata et Ighram) pour l'ouverture d'une décharge publique à Biziou (commune d'Amalou), d'une déchetterie à Akbou et la restitution du foncier de la même décharge intercommunale. Présence du FFS et du RCD.
- des habitants ferment la daïra de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) et remettent une plate forme de revendications exigeant le raccordement au barrage de Taksebt. Le 19, la coordination des comités des 24 villages de Bouzeguene sursoient à la grève générale et la marche vers la wilaya prévue pour le 21 pour réclamer de l'eau suite aux promesses du wali et de l'ex-directeur des ressources en eau de Tizi-Ouzou, selon lesquels le raccordement en eau sera effectif en juin 2018.

17 août, des citoyens de quartiers de Ras Al Ayoun (wilaya de Batna) manifestent devant l'ADE car ils sont privés d'eau depuis trois mois.

27 août, des habitants d'El Bouni (wilaya d'Annaba) manifestent pour exiger de l'eau potable.

28 août, manifestation de jeunes à Annaba avec barricades pour protester contre le manque d'eau depuis plusieurs jours. Le 30, des habitants des quartiers de Sidi Aïssa, Oued Forcha, Les Caroubiers, Beni Mhaffeur, Belvédère et des communes de Sidi Amar, El Bouni, el Hadjar (Boukhadra, Chabia, 1^{er} mai, Oued Nil manifestent contre les coupures et la pollution de l'eau potable. Le 1^{er} septembre, des habitants des quartiers de Pont Blanc, Oued Kouba, Elysa, Mhaffeur, Rizzi Amor, Patrice Lumumba, et des communes de Sidi Amar, Seraïdi, Chetaïbi manifestent de nuit et ferment les voies de circulation pour protester contre le manque d'eau. Ceux de Seraïdi érigent un mur de briques.

29 août, les habitants de Tala Mellal (daïra d'Akbou, wilaya de Bejaia) ferment la mairie de Chellata pour réclamer l'alimentation de la commune en eau potable à partir du nouveau barrage.

16 septembre, des habitants des villages de Tizi Gheniff à Mkira (wilaya de Tizi Ouzou) ferment l'entrée de la carrière de tuf de Bouaïta, de la SARL Tufeal, en raison de la poussière qui affecte la santé et l'agriculture. 16 octobre, la population de M'kira est en grève générale et manifeste de l'APC jusqu'à la carrière de tuf dont ils exigent la fermeture. Banderolles : « Rendez à M'kira ce qui lui appartient », « Non à l'enrichissement au détriment de la santé de nos enfants ». Ils protestent contre la pollution de la faune et de la flore. Le 25, des citoyens d'Imkiren manifestent. Le P/APC s'est opposé en mai au renouvellement du contrat d'exploitation de la carrière sur un terrain du domaine privé de l'État. Le tuf est transporté vers d'autres wilayas et alimente une quarantaine d'unités de transformation et de fabrication de matériaux.

11 octobre :

- des habitants de Chetma (wilaya de Biskra) bloquent la RN 31 et brûlent des pneus pour protester contre l'absence d'eau potable depuis deux mois.
- des habitants de Fraksa (wilaya de Bouira) bloquent la route pour empêcher les camions liés à la carrière d'agrégats. Le 17, ils ferment les chemins de la wilaya et celui menant à la carrière qui empoisonne les terres, menace les ruches, entraîne asthme, allergies et nuisances sonores et a tué deux écolières (passage de camions) pour réclamer sa délocalisation.

23 novembre, manifestation à Taibet (*wilaya* de Ouargla) contre le manque d'eau des quartiers de Bakkar Est et Ouest, Al Munaseria et Bousbsi.

28 novembre, des habitants d'Iberkanene (commune de Timirtine, *wilaya* de Tizi Ouzou) protestent contre l'absence d'évacuation des eaux pluviales et des caniveaux, et refusent de payer les factures d'eau potable pour protester contre la pénurie d'eau depuis des années.

ARABIE SAOUDITE

2015

14 octobre, la population de Thuluth Almondher (gouvernorat de Bareq, région d'Asir) se plaint de la négligence du centre et du manque de services, demande à la municipalité d'Asir l'accès à l'eau et la création d'espaces verts. Elle doit acheter l'eau dans des citernes.

21 octobre, Bareq, des populations fuient la pollution due aux déversements d'huile dans la rivière Wadi Al Shaab par l'usine de ciment Al Tahama, la troisième en importance, au sud de la Mecque. Quatre unités de diesel lourd sont à Al Aradhia al Janoubia et polluent le Wadi Bih avant qu'il ne se jette dans la mer Rouge à l'ouest et la nappe phréatique ; ils craignent l'empoisonnement des humains et du bétail par l'eau et exigent des solutions.

Les habitants des village du district de Hamid Al Alaya (gouvernorat de Muhayl) se plaignent que les ordures de Bareq soient jetées par les employés depuis des années à l'est du village, odeurs pestilentielles, fumées dues au brûlage des ordures qui entrent dans les logements asthme chez les enfants et les personnes âgées. Les habitants font des demandes à la municipalité de Bareq, en vain.

2017

27 avril, les autorités de Qunfudha (région de Tihama) reconnaissent que l'empoisonnement de 150 étudiantes est due à la pollution de l'eau.

Octobre, les plans de la ville du futur, Neom, 100 % écolo » sont dévoilés, une ville « durable » à 500 milliards de dollars.

ÉGYPTE

2015

Depuis 2014, la population de la ville de Srou (gouvernorat de Damiette) organise des manifestations suite à des cas de décès dus à des problèmes rénaux. Ils ont obtenu des promesses jamais tenues et n'ont pas d'eau propre depuis 1987.

25 février, la population de Beni Khaled (centre de Samalut, gouvernorat de Minieh) participe à un rapport, après des plaintes demeurées vaines, sur la pollution due aux déchets déversés par l'usine de ciment blanc de Minieh (Helwan Cement Italcementi Groups), qui entraîne des maladies. L'administration de l'usine répond en disant respecter les critères environnementaux et s'être équipée d'un système de filtrage moderne diminuant les émanations de gaz. 11 mai 2016, la population accuse l'usine de ciment blanc de polluer l'air (maladies respiratoires, asthme) par ses fumées, le sol et l'eau par le déversement de ses déchets dans la terre et l'eau. L'usine nie en bloc.

23 mars, des agriculteurs de Baltim (gouvernorat de Kafr El Sheikh) manifestent devant le conseil de

la ville pour protester contre la pollution de l'eau d'irrigation qui a empoisonné leurs récoltes, impropres à la consommation.

2 avril, manifestation des agriculteurs d'Al Burullus (gouvernorat de Kafr El Sheikh) devant le conseil de la ville de Baltim pour protester contre la pollution de l'eau d'irrigation et sa rareté

14 avril, les habitants du bidonville de Kabout (gouvernorat de Port Saïd) vivent dans les ordures et exigent depuis longtemps leur relogement.

23 juin, manifestation des bouchers et travailleurs de la boucherie de Suez devant le siège du gouvernorat pour protester contre les coupures d'eau et la pollution qui les empêche de travailler.

5 août, manifestation des habitants des villages d'Al Khamsin (centre de Damanhur, gouvernorat d'Al Buhaira) pour exiger l'eau qui n'arrive plus à leurs logements depuis plusieurs mois.

8 août :

- manifestation des habitants de Bakhanis (district d'Abu Tesht, gouvernorat de Qena) contre la pollution de l'eau.
- des dizaines d'habitants de Wadi Al Qamar (Alexandrie) écrivent à Sissi pour s'opposer à la mise en marche d'une cimenterie fonctionnant au charbon en raison des émissions nocives pouvant intoxiquer 5000 riverains.

Août, des habitants de Nafra (centre de Damanhur, gouvernorat d'Al Buhaira) se rendent chez le responsable de l'administration de l'eau potable qui appelle la police, puis envoie un camion d'eau tous les jours.

Des centaines d'habitants des villages du centre de Mahmoudia (gouvernorat d'Al Buhaira) coupent la route pour protester contre la coupure de l'eau potable.

30 août :

- La campagne Égyptiens Anti Charbon condamne par communiqué une décision du ministère de l'Environnement d'accorder des licences aux ports pour importer du charbon.
- des habitants de Kafraoui (centre de Damanhur) manifestent devant le gouvernorat d'Al Buhaira pour l'eau potable, coupée depuis quatre mois.

21 septembre, Le Caire, des habitants de Giza bloquent avec des pneus le trafic de la Cairo Ring Road pour protester contre les coupures d'eau. Plaintes antérieures vaines.

1^{er} octobre, la population du gouvernorat de Damanhur se plaint des ordures et des coupures d'eau. Les villages de Damanhur et Kafr Duwar ont soif et vivent au milieu des déchets. Elle demande que le gouverneur soit démis. Le gouverneur dit avoir reçu 13 000 plaintes au sujet des coupures d'eau et qu'il va régler le problème dans un délai de 5 mois. Manque d'infrastructures à Damanhur, ordures dues à l'huilerie (olives) relevant la Société des huiles raffinées et la société des eaux et des égouts et le tronçon du chemin de fer Dessouk-Damanhur une bombe à retardement avec la chaleur qui entraîne des incidents, et peut occasionner des explosions dans l'huilerie. A Kafr Douar, montagnes d'ordures dans une zone chimique, ainsi qu'à Azbet Taha, Al Sanahara, Kouam Dafchou.

1^{er} octobre, des habitants de Kafr Douar exigent que les ordures soient évacuées dans des zones non habitées. Les ordures attirent les animaux et engendrent des maladies chroniques. Les jeunes décident d'un sit-in permanent devant le conseil de la ville, mais le maire prend le décret 6421 de l'année 2015, qui accuse les jeunes d'incitation à enfreindre la loi sur les manifestations. Le maire demande à Sissi d'intervenir pour régler le problème. Le problème des ordures s'est étendu aux villages de Al Shouka Al Balad, Karakus, Ghorbal, Azbat Salam et Azbet Al Kom encerclées de déchets et inondées par les égouts ; maladies de peau. Les habitants de Karakus, dont les enfants

jouent dans les égouts et sont atteints de maladies chroniques exhortent le gouverneur à prendre des mesures, demandent à Sissi d'évincer le gouverneur d'Al Bouhaïra et de sanctionner tous les responsables incompetents, en premier lieu les fonctionnaires de l'unité locale du conseil du village de Charnoub, dont relève Karakus, jusqu'au gouverneur du district. A Abou al Matamir, on exige l'éviction du gouverneur d'Al Bouhaïra, qui se targue d'avoir visité l'hôpital et l'a trouvé excellent alors que les déchets s'accumulent dans le service de dialyse rénale. Absence d'égouts mélange de l'eau potable avec les eaux des rivières.

A Rachid, au bord du Nil et de la Méditerranée qui renferme beaucoup de monuments archéologiques de l'empire ottomane ou mamelouk, la zone est encerclée de déchets. On demande des poursuites contre les responsables du gouvernorat à tous les degrés, du maire jusqu'au gouverneur. Le maire n'ayant pas su gérer la question des eaux de pluie.

A Nadiba et Hafs (centre de Damanhur) on s'adresse au gouverneur pour avoir accès à l'eau. Des habitants de Zarkoun (centre de Damanhur), sans eau depuis un mois, coupent la route Damanhur/Mahmoudia. Les appareils sécuritaires interviennent pour contrôler la situation et rouvrir le trafic routier. L'eau est rétablie pendant huit heures puis coupée à nouveau. La crise demeure.

Les villages de Kafr Al Douar, face aux coupures d'eau depuis plus d'un an et demi, la population organise plusieurs rassemblements devant le siège du gouvernorat pour protester contre les coupures et la pollution du réseau d'eau entre Abou Homs et Kafr Al Douar.

Les populations de Koum Al Nass, Albaïda, Abu Al Yazid et Al Buhaira exigent l'intervention de Sissi, d'autres la démission de tous les responsables de la société de l'eau potable. Le gouverneur d'Al Bouhaïra dit avoir donné l'ordre de transporter tous les déchets directement à l'usine de recyclage des ordures à Houch Aïssa. Il dit que les égouts de Karakus sont spontanés et que le projet d'égout est prévu dans le plan local de 2015-2016, et en ce qui concerne les jeunes de Kafr Douar, qu'ils ont fait acte d'insoumission et un sit-in dans le conseil et que les appareils sécuritaires avaient eu recours à une mesure conservatoire.

24 octobre, des centaines d'habitants d'Izbat Al Shrafouah (Damanhur, gouvernorat d'Al Bouhaïra) multiplient les manifestations contre les tas d'ordures, coupent l'axe Damanhur-Abou Matamir, pour exiger la fin des décharges qui entraînent moustiques et maladies depuis deux années.

17 novembre, manifestation de la population de Kafr Al Gadid devant le gouvernorat de Kafr Al Sheikh pour réclamer des égouts.

29 novembre, la population des villages de Shinu et Rizqat Asshenawi (gouvernorat de Kafr Al Sheikh) bloque la route Kafr Al Sheikh/Qalin pour protester contre l'engloutissement de la rue principale par les égouts et l'eau de pluie depuis plus d'un mois. Jets de pierres, arbres coupés, embouteillages. Exigent du gouverneur la résolution du problème.

19 décembre, manifestation des habitants de Kassassin Al Azhar (gouvernorat de Charkia) devant le gouvernorat de Zagazig contre la pollution de l'eau d'irrigation due à l'absence d'égouts.

23 décembre, des habitants d'Awlad Salem (district de Dar Salem, gouvernorat de Sohag) se plaignent du manque d'eau potable et de sa pollution.

25 décembre, mobilisation des habitants de Bahtiem (Mustorad, gouvernorat de Qaloubia) contre la mise en marche d'une raffinerie de pétrole en essence, Agrium Qaloubia, détenue par une société canadienne, décrite lors d'une assemblée générale comme l'usine de la mort. Dangers de cancers de maladies rénales, en raison des déchets de l'usine. Le projet d'usine avait été stoppé au Canada pour la même raison et implanté en Egypte. Stoppé à Damiette par des mobilisations, il revient à

Mustorad après avoir été refusé par des pays africains. En février 2016, une campagne de pétitions est lancée. Le nom de la société a été changé en société égyptienne. Les travaux de la société d'engrais ont commencé. La terre a été achetée à la société Masr de pétrole après la révolution du 25 janvier. Protestations des habitants de Mataria, Almusalla, Arab Al Touwaila, Arab Al Hasan, Chubra Al Khaima à Tholuth devant le terrain. Des voitures sillonnent des quartiers avec des mégaphones pour informer la population du danger. Mobilisation à Shimura El Kheima, Mostorod, Arab Al Tawaila, Arab Al Hisn, El Mataria, Al Masala et Almalaka et Maadat al Bina.

2016

17 janvier, à Al Dlengat (gouvernorat d'Al Bouhaïra) l'eau potable arrive au robinet boueuse et avec une odeur pestilentielle. La société prétexte une rupture de canalisation. Des dizaines de personnes du village de Refla manifestent de façon permanente au centre de Kafr Al Douar, coupant la route Abou Matamir/Kafr Al Douar, pour exiger des égouts. Il n'y aurait pas les budgets.

16 février, la population de Taftich Abou Sakin manifeste au centre d'Al Hamoul (gouvernorat de Kafr Al Cheikh) contre la pollution de l'eau potable. Ils envoient des plaintes aux responsables, en vain et sont contraints d'acheter de l'eau, plus chère.

2 mai, plainte envoyée à Sahafat Al Mowatin, par un habitant de Yusef Al Seddik et Ksar Algabali (gouvernorat de Fayoum) à propos de la pollution de l'eau due à la rupture d'une canalisation.

22 mai, les habitants de Al Sanania (gouvernorat de Damiette) ont lutté avant et après janvier 2011 contre l'implantation du complexe pétrochimique d'engrais MOPCO (En 2008, constitution d'un comité de défense de l'environnement à Damiette contre l'implantation d'un complexe pétrochimique par une société canadienne pour des motivations diverses : les entrepreneurs du tourisme étaient contre. Les propriétaires fonciers et les populations qui craignaient pour leur santé, ont reçu le soutien des syndicats. Le gouvernement a procédé à des modifications concernant les parts de la société canadienne. Après la révolution, routes coupées, affrontements en 2011. Fermeture de MOPCO. La société porte l'affaire au TA. La réouverture est décidée par le gouvernement. En juillet 2013, des centaines d'ouvriers de l'usine manifestent pour la réouverture, veulent bloquer la route, mais en sont empêchés par la police. En 2016, les opposants sont divisés. L'usine a versé de l'argent aux associations opposantes, ainsi que des voitures pour les enfants. Le blocus sécuritaire empêche toute protestation. Ouverture de l'expansion de MOPCO 1 et 2 et mise en vigueur de la troisième usine d'engrais en présence de Sissi.

1^{er} mars, la population d'Al Buhaira (gouvernorat de Al Mahmudia), face à la pollution, s'adresse au au gouvernorat, à la société des eaux potables de Damanhour, en vain. Une plainte est déposée au TA d'Alexandrie. Insuffisance rénale, et foie contaminé. Eau polluée et poissons atteints. Pêcheurs lésés.

21 mars, le mois dernier des Nubiens ont manifesté à Abu Simbel (Haute Égypte) pour s'opposer à une décision du parlement les empêchant de retourner dans leurs villages ancestraux sur les rives du Nil après la construction du barrage d'Assouan. Ils se mobilisent depuis 2014, quand la Constitution a mentionné explicitement Nubia pour la première fois. Mais un décret de Sissi désigne des zones de long de la frontière sud de l'Égypte comme des zones militaires ne pouvant être habitées. Manifestations depuis le début du mois. 5 novembre, les Nubiens organisent la caravane du retour d'Assouan à Toshka et s'appuient sur l'article 236 de la constitution pour organiser un sit-in. Le 19, un groupe de Nubiens bloquent l'autoroute Abu-Sinbel (gouvernorat d'Assouan) pour protester contre la décision du gouvernement. Le projet de la nouvelle vallée (ou projet de Toshka) vise à construire un système de canaux destinés à irriguer les désert de l'ouest égyptien. Le mouvement est suspendu le 23 suite à des négociations. Les activistes exigent un amendement au

décret présidentiel pour autoriser le retour de Nubiens dans leurs villages ancestraux. 1^{er} décembre, des militants annoncent suspendre la « caravane du retour » après que le Premier ministre et le porte parole du Parlement aient promis d'étudier leurs revendications. Le 3, les Nubiens transmettent un mémoire au président du parlement. Ils ne veulent pas la sécession mais en appellent aux pays avec lesquels l'Égypte a ratifié la convention contre toutes les formes de discrimination. Certains envisagent d'aller à la Cour internationale de justice, « gardant en tête que nous sommes un peuple indigène ». 60 village et 135 000 Nubiens déplacés.

6 mai, la population de Farchout (gouvernorat de Qena) manifeste contre les coupures d'eau.

14 mai, des habitants de Ksasen Al Azhar (centre de Awled Sakr) bloquent la route pour protester contre le manque d'eau d'irrigation depuis quatorze jours.

17 mai, manifestation d'agriculteurs de Taher (Kafr Al Sheikh) à cause du manque d'eau d'irrigation.

21 mai, des agriculteurs de Sandala (centre de Kafr Al Sheikh) manifestent pour l'eau d'irrigation.

25 mai, la population d'Aryamoun (Kafr Al Sheikh) coupe la route Sidi Salem/Kafr Al Sheikh et brûle des pneus, pour protester contre le manque d'eau. La police intervient.

26 mai :

- des habitants d'Ar Rawdah (centre de Matay, gouvernorat d'Al Minya) manifeste à cause du manque d'eau d'irrigation.
- des agriculteurs d'Al Khliidiya (centre d'Ibsheaway, gouvernorat d'Al Fayoum) manifestent contre le manque d'eau d'irrigation.

28 mai :

- des agriculteurs de villages de Sidi Salem (gouvernorat de Kafr Al Sheikh), manifestent devant le bureau du conseil de la ville contre l'absence d'eau d'irrigation depuis une semaine.
- la population de Naharin (village de Bassatin, centre de Kafr Al Battikh, gouvernorat de Damiette) exige du gouverneur des égouts.

29 mai, des agriculteurs du centre de Al Burlos manifestent devant le bureau de l'irrigation du centre d'Al Batim, pour protester contre le manque d'eau.

30 mai, manifestation d'habitants de Al Balassi et Al Abd contre le manque d'eau, devant le conseil de la ville de Dessouk.

31 mai :

- des habitants d'Alforostok et de Mahallat Al Laban (centre de Basioun, gouvernorat de Gharbia) manifestent devant la station d'eau potable pour protester contre la pollution et l'obstruction de l'entrée de la station par des amas d'ordures. La station d'assainissement est en panne. Les responsables se défaussent sur ceux qui garent leurs voitures et les lavent là.
- la population de Kafr Omar Mustafa (centre de Minya Al Qamh, gouvernorat d'Al Sharkia) manifeste contre le dépôt d'ordures à 100 m du village qui engendre des maladies.

7 juin :

- femmes et enfants manifestent avec des bidons vides à Katama (gouvernorat de Daqheliyya).
- des habitants d'Al Ghazzal à Sidi Moussa (centre de Damanhur) coupent la route Damanhur/Dassouk pour le troisième jour d'affilée pour exiger de l'eau potable.

9 juin, la population du quartier Al Mujahidin à Al Kharga (district des Oasis, gouvernorat de la Nouvelle Vallée) manifestent pour protester contre la coupure d'eau depuis trois jours et la pollution de l'eau. Le ministère de l'Intérieur envoie des forces pour encercler les manifestants.

10 juin :

- des milliers de citoyens du centre d'Ouled Sakr et d'Al Husseinia, Fakous, Ghosn Al Zeitoun, Alsalha Al Qadima (centre de Fakous, gouvernorat d'Al Sharkia) font une grève de la faim et manifestent contre la coupure d'eau depuis plus de trois mois et les commerçants d'eau qui en profitent pour augmenter les prix
 - les populations de Daysat (centre de Talkha, gouvernorat de Daqhleya) manifestent pour exiger l'eau, coupée depuis le premier jour du mois de ramadan. Ils doivent acheter l'eau dans les villages voisins mais continuent de payer des factures d'eau.
 - des habitants de Raoudha et Ketama (centre de Talkha) poursuivent leurs manifestations en raison de la coupure d'eau depuis 18 jours. Ils ont recours aux jerricans et aux d'âne et aux charrettes.
 - des habitants d'Ashmoun, Barkat Al Saba', Arab Al Raml (centre de Kewisna) et d'El May (centre de Shibin El Kom, gouvernorat d'Al Menoufia) se plaignent via la presse de la pollution de l'eau potable et des coupures. Ils ont recours à l'achat d'eau minérale
 - des dizaines d'habitants d'Alrub' (centre de Tamay Alemdid) coupent la route allant au village pour le second jour d'affilée et brûlent des pneus pour protester contre le manque d'eau depuis le début du mois de ramadan.
 - Des habitants des villages d'Al Raoudha et Ktama (Talkha) coupent la route Mansoura/Damiette qui passe dans leurs villages hier pour protester contre la coupure d'eau depuis 16 jours.
 - la population de 10 villages de Dahir Al Sahraoui ouest à Mina, ceux d'Alkhamissa, présente des plaintes en vain, ceux d'Alsabi'a et Althamina à l'ouest de Sallamout passent la nuit à chercher l'eau qu'ils consomment la journée, se plaignent que l'eau n'arrive plus au robinet et recourent aux jerricans. Cas d'insuffisance rénale. Le président de la société d'eau potable et des égouts d'Al Manoufia nie que l'eau soit polluée.
 - la population de Bassioun (gouvernorat d'Al Gharbia) manifeste contre la désuétude du réseau d'eau, d'égouts et de l'électricité. Ils sont privés d'eau la majeure partie de la journée, les odeurs nauséabondes et une couleur jaune, impropre à la consommation, demande que soit nettoyée l'entrée de Kafr Hamam des ordures qui obstruent l'arrivée de l'eau. Salmonelle.
- 11 juin, les habitants de Arab Mahjoub, Al Halou, Othman Ramzi, Alaouili, Malika Alkobra, Malika Al Soghra, Yuliu, et Abou Hussein (gouvernorat de Deqheliya) manifestent devant le gouvernorat pour protester contre le manque d'eau potable depuis quinze jours. Le 15, les responsables attribuent le manque d'eau au barrage de la renaissance en Éthiopie. 4 juin 2017, des habitants de onze villages de Sanbalaween manifestent à Al Mansoura contre la coupure d'eau depuis trois mois.

14 juin :

- les habitants du quartier Fatma Al Zahra à Port Saïd coupent la route pour protester contre le manque d'infrastructures, les ordures et les égouts, après avoir déposé des plaintes au gouverneur de Port Saïd et aux exécutifs, au président du quartier de Dhaouhi.
- la population de Kubra Zaïr (Keft, gouvernorat de Qena) bloque la route Qena/Louxor pour réclamer de l'eau.
- la population des villages de Hussein Amr et Al Mohamda (gouvernorat de Bouhaïra) coupe la route Dassouk/Damanhur pour protester contre les coupures d'eau et brûle des pneus, après des plaintes déposées en vain.
- Les habitants des villages du district de Talkha (gouvernorat d'Al Daqahliya) manifestent à plusieurs reprises depuis le début du mois de ramadan, contre des coupures d'eau 16 heures par jour. Ils coupent la route Mansourah/Damiette.
- Des habitants de Marioutia (gouvernorat de Gizeh) la route à cause des coupures d'eau pendant cinq jours.
- Des habitants d'Al Rob' paralysent la circulation contre une coupure d'eau depuis une semaine.
- Des habitants de Mit Yazid (district d'Al Santa) font un sit-in sur la voie de chemin de fer à cause des coupures d'eau préjudiciables aux agriculteurs.
- Des habitants d'Ezbet Alhaouiss (Al Mansoura, gouvernorat de Daquehliya) manifestent avec des

jerricans vides sur la route principale pour protester contre la coupure d'eau depuis une semaine.

- Des habitants d'Al Malaab (centre de Belkas, gouvernorat de Daquehliya) manifestent avec des jerricans devant le siège du gouvernorat et exigent l'intervention du gouverneur contre la coupure d'eau depuis deux semaines.

15 juin, projection du film de Shirine Talaat, « le charbon... l'Égypte » dénonçant l'usage du charbon dans les cimenteries d'Hélouan ou de Wadi Al Kamar, d'après des témoignages de victimes vivantes.

22 mai, des paysans de Mit Salsil manifestent devant le gouvernorat de Daqhaliya pour protester contre l'absence d'eau d'irrigation qui empêche la culture du riz.

23 juin, des habitants d'Al Kamal (centre de Temay Alamded, gouvernorat de Daqahliya) coupent la route pour réclamer de l'eau.

25 juin :

- des habitants de El Bakawat, Mahalat Dawoud, El Hawariya, El Mahamda, Mahalah Thabit et Al Khazzan (gouvernorat d'Al Buhaira) coupent la route Damanhur/Dassouq pour protester contre la coupure d'eau potable depuis deux mois.

- des habitants de Zawiyet Ghazzal manifestent devant le siège du gouvernorat d'Al Buhaira pour l'eau potable.

30 juin, vingt personnes sont arrêtées à Marsah (gouvernorat de Daqahlia) après avoir attaqué des techniciens pour empêcher l'installation d'une nouvelle ligne qui réorienterait l'eau de leur réseau vers un village voisin. Selon le journal Al-Masry Al-Youm, les résidents détenaient un officier de police en otage. Ils ont finalement été dispersés lorsque la police a tiré des gaz lacrymogènes.

4 juillet, des habitants de Mit Asam (centre de Dikirnis) manifestent devant le gouvernorat de Daqahliya car l'eau est coupée depuis deux semaines.

13 juillet, des habitants d'Arfat Mahjoub (centre de Sanbalaween, gouvernorat de Daqahliya) manifestent devant le gouvernorat.

21 juillet, les résidents du district de Minyeh manifestent contre la pollution qu'ils attribuent à une décharge à proximité.

28 juillet, la population de Sakiat Abou Shaara (centre d'Ashmoun, gouvernorat d'Al Manoufia) exige du président Sissi et de Chérif Ismaïl, Premier ministre, de les sauver de la mort lente due à la pollution de l'eau potable. Cas d'insuffisance rénale. Ont déjà fait une manifestation en février dernier.

30 juillet, la population de Rawdah (gouvernorat de Kafr Al Cheikh) se plaint du manque et de la pollution de l'eau qui entraînent des maladies et manifeste dans le village.

11 août, les populations riveraines du fleuve Alnazla (gouvernorat du Fayoum) s'attendent à une catastrophe. Les eaux qui alimentent le village d'Alnazla ont été utilisées par des entreprises, des maisons et des ateliers. Les paysans sont lésés. L'eau se fait rare et la direction de l'assainissement ne parvient pas à faire son travail. Ils craignent un accident sanitaire, car les cultures sont polluées à leur tour, les animaux peuvent être affectés aussi pour s'être alimentés de plantes infectées. Des dizaines de plaintes ont été adressées au centre et à la ville de Youssef Al Saddik, au gouvernorat et à la direction de l'irrigation.

12 août, la population de l'avenue Abou Khalaf, la Route blanche à Liwa (gouvernorat de Gizeh) se plaint de la pollution de l'air due à la pollution de l'eau potable et s'adressent aux responsables de la société des eaux, en vain.

16 septembre, la population de Eldarisa (gouvernorat d'Alexandrie) s'adresse aux députés, via WhatsApp « barlamany » sous le slogan : « Sauvez nos enfants de la pollution et des ateliers de marbre. Cela engendre des problèmes thoraciques et difficultés respiratoires ».

17 septembre :

- les travailleurs de la société de l'eau potable et Suez font un sit-in à la station d'Al Salam le jour de la fête du sacrifice, menaçant d'arrêter le travail et de faire grève ce qui entraînerait des coupures d'eau pour des milliers de consommateurs. Entre autres problèmes, se plaignent du manque d'eau qui les met en porte à faux avec les consommateurs qui entrent en conflit avec eux. Le responsable a d'ailleurs dit qu'il faudrait 300 000 mètres cubes alors qu'il n'y en a que 9000 par jour.
- un résident du gouvernorat d'Al Buhaira demande que soit appliquée l'interdiction de brûler le bois et le riz par les agriculteurs de Kom Hamada qui pollue l'air.

12 octobre, l'Égypte se dotera d'une nouvelle capitale financée par la Chine, comme solution à la surpopulation, la pollution et la hausse des prix de l'immobilier. 17 décembre 2017, Sissi annonce la création d'une nouvelle capitale administrative à l'est du Caire d'ici 18 mois par une joint-venture entre l'armée et des sociétés privées.

13 octobre, les populations de Kfour Alramel (gouvernorat de Menoufia) exigent la fin du déversement des eaux de la zone industrielle dans les eaux d'irrigation. Plus de 250 cas d'insuffisance rénale et problèmes hépatiques. Ils exigent une usine de recyclage des déchets, la fermeture de la teinturerie qui pollue les eaux souterraines.

14 octobre, la population du centre d'Ashmoun (gouvernorat de Menoufia) fait campagne sur Facebook pour que soient poursuivis les responsables de la pollution des eaux qui se déversent dans les logements et s'adressent au gouvernement pour avoir de l'eau propre.

1^{er} novembre :

- les habitants d'Al Aqwaz (gouvernorat de Gizeh) se plaignent de la coupure d'eau due à la pollution de l'eau du Nil. Ils demandent la distribution d'eau dans tous les villages affectés.
- la population d'Assamata (gouvernorat de Qena) proteste contre la coupure d'eau depuis des jours en raison de la pollution de l'eau du Nil.

24 novembre, la population d'Al Mansouria (district de Deraw, gouvernorat d'Assouan) se plaint de la pollution de l'eau potable, mélangée de sable et de boue, venant du Nil, car des privés pompent l'eau et le peu qui reste est sale. Les enfants sont malades, insuffisances rénales chez les plus âgés. Demande d'intervention des responsables. 8 janvier, des habitants empêchent les travailleurs de la station de travailler et la ferment car la station déverse des eaux polluées dans le village. Le chef du centre de police de Deraw et les directions de la sûreté tentent de maîtriser la situation et de convaincre les habitants de laisser fonctionner la station.

28 novembre, le ministre de l'Environnement accuse sept grosses entreprises de polluer. Il veut protéger le tourisme et la pêche (la production du lac Qaroun est passée de 57 000 à 1000 tonnes de poisson).

24 décembre, un habitant d'Al Mansouria (gouvernorat d'Assouan) envoie une photo de l'eau polluée du Nil à Sahafat Al Muwaten et explique que l'eau n'est plus potable.

2017

16 janvier, la population de Kfar Meshala (centre de Kfar Ezayat, gouvernorat d'Al Gharbia) se plaignent à Sahafat Al Muwaten de la recrudescence des immondices dans le canal d'irrigation, qui a des conséquences sur la santé des habitants.

18 janvier, des habitants d'Al Baradaa (district d'Alqanater Alkhaîriya, gouvernorat de Qalioubia) se plaignent de la pollution due à l'égout qui se répand dans le village, les amoncellements d'ordures sur les routes. Cela pollue l'eau, favorise les insectes en été, pollue les terres cultivées.

19 janvier, la population de Sandioun (centre de Qalioub, gouvernorat de Qalioubia) se plaint dans Sahafat al Muwaten de la pollution du canal d'irrigation du village qui a des répercussions sur les terres agricoles et la santé des citoyens.

20 janvier :

- des agriculteurs et des pêcheurs de Izbat 6 (Damiette la Nouvelle, centre de Kafr Al Batikh) se plaignent à la presse du déversement des déchets industriels non traités dans les terres agricoles de Damiette. Les légumes sont contaminés, cancers, insuffisances rénales, maladies cutanées, poissons contaminés. Multiplication des plaintes.

- des habitants de Najaa Khalfallah Abdaljabbar (Abar Al Malak, centre d'Akhmim, gouvernorat de Sohag) exigent des municipalités de procéder au ramassage des ordures qui s'accumulent au bord du Nil et se plaignent de l'absence de services de santé. Moustiques et maladies chez les enfants.

23 janvier :

- la population d'Al Karama (centre d'Aga, gouvernorat d'Al Daqahliyya) se plaint via Sahafat Al Muwaten du déversement des égouts dans les rues entraînant des épidémies.

- les habitants de l'avenue Al Abadi (quartier d'Al Matria, gouvernorat du Caire) se plaignent via Sahafat Al Muwaten du déversement des égouts dans l'avenue et des épidémies.

25 janvier, les habitants d'Al Fima (centre d'Al Fath, gouvernorat d'Assiout) se plaignent via Sahafat Al Muwaten de la pollution du canal d'irrigation, due aux égouts et aux immondices. Absence d'égouts à Al Fima et Awlad Badr. Baisse de l'agriculture, maladies du bétail.

27 janvier, la population de Bahnbay (Zagazig) manifeste contre la fermeture de la station d'eau potable en raison de son coût et demande l'intervention du gouverneur.

30 janvier et 1^{er} février, des habitants d'Altun (Ezab Bentsenteway, centre d'Al Mahmoudia, gouvernorat d'Al Buhaira) manifestent devant le siège du gouvernorat pour avoir accès à l'eau dont ils sont privés depuis cinq ans. Ils coupent la route de Damanhour/Al Mahmoudia. La police rétablit le trafic et arrête quatre manifestants.

10 février, des habitants d'Al Gazirah Al Khadra et Borg Megheizel (centre de Motobas, gouvernorat de Kafr Al Sheikh) coupent les routes, contre la pollution de l'eau potable.

11 février, la députée Hala Abou Saad envoie un message urgent au ministre des Ressources hydrauliques au sujet de la pollution en aluminium des stations d'eau potable des centres de Fowa et Motobas (gouvernorat de Kafr Al Cheikh) due des déversements des déchets d'usines dans le Nil. Les habitants doivent acheter de l'eau et perte de poissons. Hépatite C.

12 février, des habitants d'Alsakhaoui (district de Sidi Salem, gouvernorat de Kafr Al Sheikh) manifestent devant le centre de Sidi Salem contre l'arrêt des travaux du nouveau réseau d'eau et d'égouts qui a entraîné une détérioration de la qualité de l'eau potable.

21 février, des habitants exigent l'intervention du gouverneur de Al Sharkia pour résoudre la question du dépôt d'ordures devant l'hôpital de Zagazig, qui pollue le canal de Mu'izz.

25 février, des centaines de paysans de Manoufia se plaignent de l'amoncellement d'ordures au bord du Nil, placent leurs espoirs dans la justice pour trouver des solutions. Le président des agriculteurs de Barkat Alseeb' dit que les villages de Mashour et Al Roudha n'ont plus d'eau pour irriguer les terres et qu'il doivent pomper les eaux souterraines salées. Il demande depuis des années que la

justice se prononce, en vain.

3 mars :

- la population du district de Shubra Khit (gouvernorat d'Al Bouhaïra) se plaint de la pollution de l'eau potable, envoie des plaintes aux plus hauts responsables, en vain.
- la population d'Al Smaha (centre d'Edfou, gouvernorat d'Assouan) manifeste contre l'arrivée de l'eau polluée dans leurs logements, maladies, odeurs, insectes, la destruction des récoltes. Les eaux usées, plus en altitude que le village, ont une haute teneur en sel et attaquent murs et sols.

6 mars :

- les habitants de Gasfa (centre de Mit Ghamr, gouvernorat de Daqhaliya) se plaignent de la pollution de l'eau potable via Sahafa Al Mowaten.
- festival de l'ordure, organisé par l'association Adam pour le développement humain pour la seconde année dans le camp de scouts Adam, sur la route Le Caire/Alexandrie, désertique, pour trente jours de festivités.

20 mars, colère des habitants du village d'Al Madmar (centre de Tama, gouvernorat de Sohag) contre la pollution de l'eau potable, plaintes présentées aux responsables en vain. Recours aux jerricans pour aller chercher l'eau loin. Maladies.

21 mars, des douzaines de personnes manifestent à Noga' Al Sawma (gouvernorat de Sohag) contre la formation d'un égout sur une terre étatique qui va polluer le village. Ils coupent la route et brûlent des pneus. 17 arrestations (hommes).

23 mars, solution du gouverneur du Caire : achat des ordures aux citoyens. Projet limité aux matières dures, pas aux déchets alimentaires. Il y a 63 usines de recyclage dans le pays, mais elles travaillent à 50 % de leurs capacités.

25 mars, la population de Gharb Al Mouhoub (district de Dakhla, gouvernorat de la Nouvelle Vallée) appelle le ministre et les responsables des Waqfs du gouvernorat à sauver la mosquée qui menace de s'effondrer à cause des égouts qui atteignent ses murs et se répandent dans les terres.

16 avril, des habitants des villages de Shabab Elkharegen (Al Raïd, gouvernorat de Suez) manifestent devant la mosquée après la prière pour protester contre les coupures d'eau depuis six jours et l'indifférence des autorités à leurs plaintes. L'eau n'arrive que la nuit depuis sept ans.

19 avril, les habitants du quartier des Émirats et les quartiers voisins de Al Kabouti se plaignent de la pollution émise par l'usine Sanmar TCI à Port Saïd. La distance entre l'usine et les zones habitées n'est pas conforme à la loi sur l'environnement n°4 de l'année 94 amendée par la loi n°9 de 2009 qui prévoit 20 km de distance d'avec les zones habitées et l'article 73 qui prévoit 200 m de distance de la mer. Juin, au terme d'une série d'actions intentées par les représentants syndicaux de l'usine, auprès de la direction, du gouvernement, des autorités concernées, après avoir multiplié alertes et rapports, et à la suite de 14 accidents d'affilée (fuite de gaz ou de chlore, de gaz cancérogènes, explosions à répétition) ayant occasionné décès et blessures chez les travailleurs, l'administration licencie trois de leurs représentants : Ramadhane Mohammad Ameer, Ayman Midhat Mohammad Amar Hicham Sayyed Mohammad Taha.

3 mai, des habitants d'El Tor (Sinaï) manifestent devant le siège de la compagnie des eaux contre le montant des factures d'eau.

6 mai, des habitants de Mahmoudia (gouvernorat d'Al Buhaira) manifestent devant la société d'eau potable pour réclamer des emplois pour les locaux alors que des extérieurs ont été recrutés.

9 mai, des habitants de Bahr Bakr (Port Saïd) protestent contre la coupure pérenne de l'eau potable

et le recours imposé aux vendeurs d'eau en voiture qui vendent l'eau à un prix exorbitant.

14 mai, la chambre pénale d'Al Mahmoudia (gouvernorat d'Al Buhaira) condamne à une peine de prison d'un mois et à une amende de 5000 guinia les directeurs des stations d'eau potable de Fichta, Al Atef et Mounia Al Saïd pour leur responsabilité dans la pollution de l'eau potable.

29 mai, des habitants de Kafr Alachkam (Al Faqous, gouvernorat d'Al Sharkia) manifestent contre l'eau coupée depuis deux mois et pour des égouts, après avoir déposé des plaintes en vain.

19 juin, Kafr Wahb (centre de Quwisna, gouvernorat de Minoufia) est nommée par ses habitants le petit Paris : village modèle, où chaque habitant a planté un arbre devant sa maison. Pas d'aide des responsables. Propreté, présentée par le gouvernorat pour avoir un diplôme de l'UNESCO.

20 juin, la population de Alswamaa (centre d'Akhmim, gouvernorat de Sohag) bloque le transit contre la création d'une station d'assainissement et brûle des pneus. Puis une émeute s'en suit, les véhicules des forces de l'ordre sont visés par des pierres. intervention de trois blindés et de dix unités de combat, quinze arrestations. L'incident est exploité par les trafiquants de drogue qui s'affrontent avec des armes avec les forces de l'ordre.

2 juillet, des habitants du village d'Almuqattam (Heset Alghonaimy, gouvernorat de Kafr Al Sheikh) manifestent devant le siège du gouvernorat en raison des coupures d'eau.

12 juillet, les habitants de 11 villages du centre de Sanbalaween manifestent devant le siège du gouvernorat d'Al Daqahliya pour protester contre les coupures d'eau depuis 8 ans.

23 juillet, les habitants d'Izbat Assafih (Al Mansoura) manifestent avec des jerricans pour protester contre les coupures d'eau.

25 juillet,

- les habitants d'Al Gaafrah (centre de Deraw, gouvernorat d'Assouan) manifestent et bloquent la route pour protester contre la pollution de l'eau potable due au déversement des égouts dans le Nil à proximité de la station d'eau potable. Les forces de l'ordre rouvrent la route et le gouverneur constitue un comité avec des habitants qui le rencontrera le jeudi suivant.
- manifestation d'habitants de diverses régions devant le centre de Bellana (gouvernorat d'Assouan) pour protester contre la décision de dévier les égouts dans le Nil.

29 juillet, en réponse aux plaintes des habitants de Rose El Youssef (Kafr Tuhumus, district de Faisal, gouvernorat de Gizeh) concernant les coupures d'eau de 16h par jour, le président de la société de l'eau potable et de l'assainissement de Gizeh dit « Je n'ai pas de solution ».

18 août, des habitants d'Al Hagayza (centre d'Al Sanbalaween, gouvernorat de Daqahleya) manifestent contre les coupures d'eau. Ils empêchent les techniciens de raccorder en eau les villages voisins pour ne pas réduire l'eau. Les manifestants sont interpellés pour être déférés en justice.

23 août, multiplication des plaintes des habitants de Kufur Bilchay (centre de Kafr Elzayat, gouvernorat d'Al Gharbia) en raison de la pénurie d'eau potable.

23 septembre, manifestation de la population d'Al Koum Al Ahmar (centre de Farchout, gouvernorat de Qena) pour le raccordement à l'eau potable propre de leurs domiciles.

30 septembre, à la suite d'une épidémie de dengue dans le gouvernorat de la Mer Rouge, les habitants de El Quseir publient un communiqué en arabe, anglais, français et allemand, titré « El

Quseir est malade ». Plus tard, le porte-parole du ministère de la Santé déclare que la dengue s'est propagée uniquement dans ce gouvernorat en raison de l'étain utilisé pour stocker l'eau potable. 80% des réservoirs sont couverts de couvercles en fer-blanc qui s'érodent et entraînent la croissance de porteurs de la dengue tels que les larves de moustiques.

3 novembre, le parlement devrait débattre d'un projet de loi renforçant les sanctions contre la pollution du Nil, soit une amende de 200 000 livres et une peine d'emprisonnement d'un an pour les contrevenants. Le gouvernement dit avoir intensifier la répression contre les délinquants.

15 novembre, la chanteuse Sherine Abdelwahab est déférée en justice pour avoir dénigré la qualité de l'eau du Nil lors d'un concert au EAU. Son procès s'ouvre le 23 décembre. Le syndicat des musiciens lui interdit de se produire sur scène en Égypte.

26 novembre, les parents de 1432 élèves de 10 écoles d'Al Karama, Albaraim, Alamal, Al Manar (Wadi Nakra, centre de Nasr Al Nuba, gouvernorat d'Assouan) empêchent leurs enfants d'aller à l'école pour le quatrième jour d'affilée, pour protester contre le transfert des égouts dans le canal de Al Naqrah, qui irrigue leurs terres et va polluer l'eau potable et les sols. Rassemblement de la population de Wadi Al Naqra devant le siège du gouvernorat d'Assouan pour protester.

GAZA

2016

5 août, lutte des habitants de Khuza'a. En lien avec des internationaux solidaires, ils regagnent mètre par mètre les terres défoncées par les bombardements de 2014, refusent les friches et l'assistanat. Khuza'a a une nappe phréatique. Le manque d'électricité empêche le pompage. Une campagne de solidarité internationale est lancée pour récolter des fonds pour le château d'eau.

14 octobre, le député Jamal Al Khadri, président du comité populaire anti blocus fait appel lors d'une conférence de presse à des fonds arabes et internationaux, pour créer des emplois, des équipements et de l'eau.

2017

11 mars, production d'électricité à partir des déchets solides, d'après l'idée du citoyen Walid Al Qadoua, docteur en psychologie. Son idée a été acceptée par une société allemande. Peut produire de l'électricité pour toute la bande. Le problème reste celui de l'émission de gaz toxiques produits par la combustion des déchets.

25 février, projet de la municipalité de Khan Younes en coopération avec les communes de la côte, de séparer les plans d'égouts illégaux et privés des citoyens des plans d'égouts des eaux de pluie. Le projet concerne les zones d'Al Hajer, Al Mutawi'a, Al Amel, derrière la mosquée Kotaïba, l'avenue Jamel Abdelnasser, Alsikka, l'avenue des Martyrs et Al Khomsa.

21 mars, protestation de la population d'Al Mawasi à Khan Younes à l'occasion de la journée mondiale de l'eau contre les lacs formés par les eaux des égouts qui s'infiltrant dans la terre, menacent les terres agricoles, les arbres disparaissent et les puits artésiens contaminés à 60 %.

IRAK

2015

21 janvier, des dizaines de personnes manifestent dans la zone pétrolière d'Al Bahla (zone des marais asséchée par industrialisation) pour réclamer des emplois pour les locaux dans les sociétés pétrolières étrangères, stopper les dégâts causés aux terres rendues impropres à l'agriculture et pouvoir reprendre la pêche dans une eau correcte. Ils coupent la route qui va aux puits de pétrole et empêchent les sociétés de travailler dans les terres d'Al Bahla. Les travailleurs étrangers quittent la société pendant les manifestations et les sit-in avec tentes.

3 août, les manifestants à Bassora et Kerbala pour une eau potable exigent la démission du gouverneur et du conseil de la province. Le lendemain c'est le tour des villes de Nassiriyah et Najaf pour l'électricité. Puis c'est le tour de Bagdad pour l'électricité.

9 octobre, des centaines de manifestants près du gouvernorat de Bassora, exigent que Bassora bénéficie des retours de l'activité économique de la région et bénéficie de services et d'équipements. Ils veulent la résolution des problèmes de pollution des eaux et de la teneur en sel. Il y a eu sept manifestations depuis le 7 août 2015 des habitants de Zoubeir, Abou Al Khassib, Al Faw, Qarna, Safwan et Al Haritha.

2016

29 janvier, des manifestants près du gouvernorat de Bassora, exigent l'éviction du directeur de la station d'Al Najibia Al Jadida de production d'électricité qui se débarrasse du pétrole brut et lourd dans les eaux du Chott El Arab, qui a maintenant ses eaux polluées (mort de poissons) et la création d'une station d'épuration du pétrole brut ; la première manifestation a eu lieu le 7 août 2015.

28 décembre, manifestation à Maysan au sud de l'Irak, pour exiger la fin du massacre des flamants roses et demander au gouverneur de Maysan de sanctionner les braconniers. Situation déjà dénoncée en 2014 par l'organisation « La nature de l'Irak » sur le massacre des oiseaux migrateurs.

2017

17 mars, le gouverneur de Baghdad Al Jadid, Atouan Al Atouani, élabore un plan stratégique de formation de commissions pour limiter la pollution due aux entreprises, l'enfouissement des déchets et mettre un terme aux problèmes, avec la ministre de la Santé et de l'Environnement, le président du conseil du gouvernorat et les structures environnementales du ministère

5 mars, des habitants d'Al Hamidiyya et Al Sadr (ouest de Bagdad) manifestent, dont certains avec des masques contre le dépôt d'ordures à Kasra et Atch, dont les fumées nocturnes provoquent des maladies, dont des cancers ayant entraîné des dizaines de morts. Pancarte : « Sauvez al Sadr ». Ils demandent une intervention de l'État et mettent en cause la corruption.

11 janvier, des centaines de manifestants à Bani Saad (gouvernorat de Diyala) pour exiger l'éviction du gouverneur du fait du manque d'équipements.

22 janvier, la population d'Abou Karma (gouvernorat de Diyala) manifeste contre l'absence d'équipements, notamment d'adduction d'eau, d'où des maladies.

21 avril, Mossul, la population creuse des puits après le départ de Daech pour avoir accès à l'eau potable, mais l'eau est polluée et les maladies se multiplient.

20 juin,

- des habitants d'As Samawa (gouvernorat d'Al Muthanna) coupent la route As Samawa/Arrumitha pour protester contre la coupure d'eau depuis deux mois et exiger l'accès à l'électricité.

- des habitants et paysans du quartier de Boub Al Cham (Bagdad) bloquent la route pour protester contre la coupure d'eau depuis plus de deux semaines.

3 juillet, des militants manifestent à Kirkouk, contre le détournement par l'Iran des eaux du petit Zab qui se déversent dans le gouvernorat de Suleimanieh, région du Kurdistan. Talabani dit avoir fait part de sa préoccupation aux Iraniens.

10 juillet, des habitants de Musayyib (gouvernorat de Babel) manifestent contre la détérioration des services, en particulier de l'eau, et contre l'extension des déchets et coupent la route entre les gouvernorats de Babel et Kerbala.

19 juillet, des habitants de la zone du Nil à Babylone coupent la route Babylone/Bagdad, montent des tentes pour protester contre les coupures d'eau depuis quatre ans et en appellent au 1^{er} ministre.

20 juillet, un homme est tué et cinq autres blessés lors des manifestations à Najaf qui ont duré trois jours pour réclamer eau et électricité.

27 août, des enfants et des agriculteurs de Al Badir (gouvernorat d'Al Diwania) manifestent pour l'eau potable et d'irrigation, s'adresse par banderoles au Premier ministre et aux députés.

JORDANIE

2015

Ghor Al Safi, les puits artésiens qui alimentent la région de Ghor Al Safi sont asséchés. 22 000 personnes sont concernées. Les eaux du fleuve Al Hasa produisent 150 mètres cubes par heure d'eau potable pour compenser le manque d'eau, mais c'est une eau destinée à l'irrigation des terres agricoles. Les habitants exigent l'ouverture de la station de Ghour Fifa. Ils doivent acheter de l'eau à un prix élevé. Manque d'eau depuis deux semaines ; certains boivent l'eau destinée à l'irrigation. Risque de pollution des puits annoncée par la direction des eaux.

2016

24 mars, la municipalité de Zaatari demande un projet d'égouts pour le camp, se plaint des forages mis à la disposition du camp, veut une police de l'environnement. Zaatari : 13 000 personnes, le camp : 10 000 personnes. Danger des forages de résorption (odeurs, moustiques). 28 février 2017, les citoyens mettent en garde contre la pollution de l'eau souterraine dans le fleuve Zaatari. Les enfants du camp jouent et nagent dans les mares d'eau de pluie dans le fleuve (gouvernorat de Al Mafraq). S'y mélangent les eaux de pluie et des égouts. En 2014, trois enfants s'y sont noyés. Les autres tombent malades. L'eau du fleuve Zaatari alimente les puits et les puits artésiens de la région. Des propriétaires de bétail et des agriculteurs de la localité de Zaatari, de Fouaira et Mincha Al Sulta protestent contre le fait que l'épuration des eaux du camp se déverse dans le fleuve dont l'eau était utilisée pour irriguer les terres agricoles, et pour le bétail.

26 avril, la population de l'est d'Amman manifeste contre la pollution due aux entreprises gouvernementales (dioxine, rejets, nappe phréatiques polluée, bruits, poussière, plastiques, odeurs pestilentielles. Maladies cutanées, cardiologiques et cancers.

24 mars, la population du gouvernorat de Madaba prétend que des eaux polluées et malodorantes arrivent au robinet à cause du barrage d'Al Wala. Les responsables ne nient pas la pollution mais ne mettent pas en cause le barrage. Avant le barrage, les habitants pouvaient boire l'eau du puits de Mahidan et à la fin des années 80, il a été décidé de retirer l'eau pour Amman et Madaba. Puis il a été créé une station d'épuration près du barrage, le ministre des Eaux est venu et la population a

manifesté lors de sa visite dans le gouvernorat contre la pollution et pour exiger la délocalisation de la station et une réunion publique sur le bien fondé de placer une station en amont d'un barrage.

2 avril, manifestation des habitants de Fuheis (près d'Amman) contre un projet de nouvelle ville annoncé par Lafarge au sein d'un centre d'investissements « respectueux de l'environnement » qui comprendrait centres commerciaux, propriétés résidentielles et commerciales, installations médicales et restaurants. Fondée en 1951, Lafarge Jordanie a causé à Fuheis, pollution, maladies et mort des habitants et a cessé sa production de ciment en 2013 suite à la mobilisation des habitants. 2 mai, Lafarge Jordanie déclare que ses actionnaires ont approuvé à l'unanimité les plans de développement incluant de transformer le site pour la production de ciment en un centre urbain vert. Le 11 juin, manifestation des habitants contre le projet. Ils disent que la terre appartient au peuple, d'autres que le projet aura un impact environnemental négatif. Elle a été décidée après que la municipalité de Fuheis a approuvé en avril le plan d'investissement projeté. 23 juillet, des résidents manifestent pour demander que le terrain soit réhabilité et dénoncent l'impact environnemental du projet et rappellent que la cimenterie qui a travaillé 65 ans n'a causé que pollution. 4 décembre, des résidents expriment leur rejet du projet de ville nouvelle, après que la compagnie ait tenu une conférence de presse disant que celle ci utiliserait de l'énergie propre. 94% du terrain est la propriété de Lafarge. Ils refusent que Lafarge se dédouane ainsi sur le dos des habitants et exigent des projets agricoles. 9 mars 2017, six membres du conseil municipal démissionnent, affirmant qu'ils ont subi des pressions individuelles et collectives au plus haut niveau pour approuver le projet. Ils déclarent avoir demandé à plusieurs reprises des études de l'impact environnemental du projet sur la géologie de la zone et les problèmes de trafic, entre autres. Le projet prévu a été proposé et jusqu'à maintenant, aucune étude n'a été proposée. Le ministère des Affaires municipales déclare qu'il n'a pas été impliqué dans les démissions des membres du conseil. La société a signé un mémorandum d'accord avec la municipalité, mais elle attend encore l'approbation par le conseil municipal de son plan visant à transformer son site en centre urbain. L'exécutif a déclaré précédemment que s'il n'y avait pas d'approbation, l'entreprise espère « réutiliser l'usine en utilisant des solutions d'énergie renouvelable ». Le Comité populaire Fuheis déclare dans un communiqué envoyé à The Jordan Times que Lafarge n'a pas fourni aux résidents des plans futurs pour résoudre l'impact environnemental de la cimenterie. 7 juin, des habitants portent plainte pour soupçon de corruption dans la façon dont a été acquis le terrain de la cimenterie dans les années 90.

23 juin, des militants écologistes récoltent des signatures contre la construction d'une centrale alimentée au charbon à Qatraneh (gouvernorat de Karak) par la compagnie Al Manasir, qui va polluer l'air et émanations de dioxyde sulfurique et de métaux lourds.

7 août, la population de Qatraneh (gouvernorat de Karak sud) coupe l'accès au dépôt d'ordures du gouvernorat, dangereux pour la santé.

25 septembre, les habitants de Baddhan, Barrada, Alsaliha, Sil Al Karak, Mumia, Saka, Al Baki'a, Al Abdalliya (gouvernorat de Karak) se plaignent de la pollution des terres agricoles. Il n'y a plus d'eau à Aïn Sara pour irriguer. Émigration vers d'autres zones. De plus, les eaux usagées de la ville de Karak et de ses banlieues se déversent dans cette région. Les habitants demandent des équipements de santé, des aides pour les agriculteurs, la préservation de la pollution, demandent l'élargissement et la rénovation de la route Karak/Alaghoular sud. Dans la zone montagneuse, coulées de boue et de pierre quand il pleut, extraction sauvage et polluante dans les carrières. Demandent la réouverture du parc d'Aïn Sarra, pollué par les ordures.

30 octobre, des habitants de Wadi Al Ghadir Al Abyad (Mafraq) se plaignent du brûlage de boues qui émettent des gaz. Quatre ans après qu'un entrepreneur local ait enterré illégalement des tonnes de boues dans une carrière abandonnée dans le gouvernorat de Mafraq, la terre émet des gaz toxiques

qui s'échappent des fissures, polluant l'air et compromettant la santé des habitants. Le site est situé en aval du barrage Wadi Al Ghadeer Al Abyad, à seulement un km de la ville. En plus de contaminer les ressources naturelles et l'air, l'inhumation incorrecte des déchets organiques dans la carrière crée des poches de gaz qui peuvent exploser à tout moment. Le ministère de l'Environnement inspecte la zone, découvre que les boues ont été jetées et recouvertes d'une couche de terre de quatre mètres et promet qu'elles seront enlevées et transportées vers l'enfouissement d'Ikeider car elles émettent du méthane et du sulfure d'hydrogène. Une équipe du ministère supervisera le processus, qui n'a pas précisé si le contrevenant sera confronté à des pénalités.

2017

25 février, des habitants de Maan exigent la délocalisation des dépôts de bouteilles de gaz dans les zones habitées, d'autant que l'un d'eux jouxte un dépôt d'essence. Ils exigent que soit mis fin aux mégaphones des chauffeurs de transport de gaz dans les zones habitées.

10 mars, extraction du phosphate pour produire de l'acide phosphorique dans le gouvernorat de Maan, les camions avec du phosphorite traversent les zones habitées de Maan, en déversant de l'huile sur leur passage, et le bruit en plus. Les habitants redoutent l'acide phosphorique émis, matière inflammable, et les poussières produites par les camions. Société jordano-indienne (JIFCO). Le maire de Maan dit que des garages ont été mis à disposition des chauffeurs pour des sommes modiques, mais que les chauffeurs veulent stationner devant chez eux.

2 juillet, des habitants de Mumia (sur la route Al Karak Al Al Aghouar sud) à Ouadi Karak à l'ouest du gouvernorat manifestent pour l'eau potable, coupent la route et brûlent des pneus.

19 août, les habitants de Samad (district de Mazar nord) manifestent et bloquent la route avec des pierres pour protester contre le passage en zone résidentielle de convois de sable, pierres, à une vitesse folle et exigent une route alternative.

15 septembre, la population du district de Mazar Janoubi (gouvernorat de Karak) manifeste devant la mosquée Ibn Jaafar contre les impôts, la hausse des prix et la pollution due à une entreprise de potasse.

28 octobre, rassemblement des habitants et des militants écologistes de plusieurs associations de Al Kitta (gouvernorat de Jerash) pour protester contre l'implantation d'une déchetterie et de recyclage d'ordures (*Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*, Allemagne, Ambassade du Canada, JICA (Japon), UNDP (ONU) sur une terre plantée de 12 chênes velani, exigent son transfert dans une autre zone. Ils décident de planter 200 chênes sur le site. Ils refusent aussi l'implantation d'une station d'épuration à 700 m de l'entrée de la ville de Jerash.

5 novembre, des habitants d'Al Hallabat (Gouvernorat de Zarqa) se mobilisent contre les émanations poussiéreuses de la cimenterie voisine.

KHOUZESTAN

2015

12 février, manifestation avenue Nadiri à Ahwaz contre la pollution de l'air, affrontements avec les forces de l'ordre, dispersion. Plaintes déposées par les manifestants au tribunal contre les forces de l'ordre. Les manifestants se rassemblent devant le siège du gouvernorat du Khouzeistan, manifestation hostile au régime. Malgré la répression ils restent jusqu'à la nuit, contre Mohat,

Rouhani et Khamene'i : « Notre malédiction est que Khamene'i est notre dirigeant » (slogan).
Pancartes : « Vous avez pris le pétrole et l'eau et vous avez laissé la terre ». A cause de la poussière, on ne voit qu'à 100 m à Ahwaz. Cela a des conséquences sur les administrations ou les écoles qui ne peuvent fonctionner à Hindijan, Mahshour, Rastir et le port de Bandar Chabour, Bawi, Hawize, Hamidiya, Docht Azadegan.

15 février, 15 députés arborent des masques noirs au Parlement pour protester contre le taux de pollution de l'air dans la région, accentués avec les tempêtes de sable depuis deux semaines. Les autorités attribuent la sécheresse au vent qui secoue tous les pays voisins.

2016

24 février, manifestation devant le siège du gouvernorat pour protester contre la politique iranienne qui a conduit à la crise environnementale, suite à la mort de deux enfants de 7 ans (fillette le 20 février) et 11 ans (Fou'ad Al Halfi, de la cité Al Mellachia le 23 février à l'hôpital d'Ahwaz), d'insuffisance respiratoire, après une tempête de sable et de poussière.

18 mai, la militante écologiste Zakia Neysi (ou Harnisi), 26 ans, ingénieur agronome, est arrêtée sans mandat au domicile de sa famille dans la cité de Kian le 17 mai ; ses livres et son ordinateur sont saisis et elle est conduite aux services des renseignements d'Ahwaz. Elle avait fait campagne pour sauver la rivière Karoun. Elle est relâchée après que son père ait signé une lettre s'engageant à ne pas autoriser sa fille à manifester.

2 juin, chaîne humaine devant le parc Choubi dans la zone de Kianpars à Ahwaz contre la déviation du fleuve Karoun. Pancartes : « Un fleuve Karoun sans vie = la mort du Khuzistan », « Karoun est notre vie », « Déviation de l'eau=la mort du Khuzistan », « Non au détournement de l'eau du fleuve Karoun », « Ne faites pas du Khuzistan un enfer en déviant son eau ».

31 juillet, des dizaines de citoyens arabes d'Ahwaz se rassemblent devant l'hôpital Sina dans le comté de Karoun pour protester contre le décès de six malades en deux jours, d'insuffisance rénale ou d'inflammation de l'appareil osseux, en raison de négligence médicale. Ils demandent une enquête et la poursuite des responsables. Le directeur de l'hôpital parle d'une inflammation du colon, et nie toute négligence médicale. Le député d'Ahwaz au Mejless Choura, Jawad al Baji, exige la fermeture de l'hôpital Sina lors de la visite qu'il effectue dans cet hôpital sans moyens. La négligence médicale est à l'origine de dizaines de décès par mois de citoyens arabes atteints de maladies dues aux effets de la pollution et des déchets pétrochimiques, la région concentrant 90 % des exportations pétrolières iraniennes.

31 août, Massoud Kanani, militant écologiste, plante sa tente devant la Iranian Drilling Company (pétrole) à l'occasion de la visite du ministre du Pétrole à Ahwaz pour alerter sur la disparition des palmiers dattiers qui ne poussent plus en raison de l'expansion de l'industrie pétrolière. Pancartes : « Cher ministre, écoutez nos appels pour le pain et la santé », « Stop à la coupe des palmiers dattiers ».

8 décembre, manifestation à Mohammerah (Khorramshahr) contre les projets de déviation du fleuve Karoun vers Yazd, Isfahan, Kerman et Rafsanjan. Pancartes : « Karoun fait appel à nous », « La mort de Karoun est la mort du Khouzistan », « Karoun est notre ligne rouge ». Les manifestants appellent à l'ONU pour stopper la catastrophe environnementale et la violation des droits de l'homme. Le même jour, manifestation dans la partie sud d'Ahvaz contre la décision de détourner le fleuve Karoun à Ispahan. Deux femmes, qui ont participé à la manifestation sont arrêtées : Rahil Mousavi, 22 ans, photographe et journaliste, et Roghayeh Jafary, 28 ans, militante écologiste, et transférées à Mohammerah. Dans la manifestation, les forces de sécurité prennent de force la

caméra de R. Moussavi, ce qui blesse sa main droite et l'emmènent dans leur voiture. Elle est relâchée le même jour. Masoud Kanani, est aussi convoqué pour un interrogatoire et accusé d'obéir à des agendas étrangers.

15 décembre, à la suite de révélations d'un nouveau projet du régime iranien de dévier d'avantage d'eau d'Ahwaz vers le centre de l'Iran, les Arabes d'Ahwaz manifestent sur la rive ouest du fleuve Karoun. Pancartes en arabe, anglais et persan. « Nous sauverons le Karoun », « Nous mourrons pour le bien de Karoun, la communauté internationale devrait accorder une attention particulière à ce qui se passe à Ahwaz ». « Nous verserons notre sang, mais nous ne donnerons pas notre cher Karoun ». « Je suis agriculteur et Karoun ». Un député Ahwazi s'en est fait l'écho au conseil.

2017

8 février, arrestation d'Ali Kab-Aomair, un militant de 17 ans, on lui a cassé un bras à son domicile. Il est interrogé sur ses activités et sa tenue traditionnelle arabe lors des manifestations pour le Karoun. Il avait manifesté pour l'environnement, contre le soutien de l'Iran au régime syrien. Les officiels lui disent que ses amis ont porté une banderole condamnant le soutien iranien au régime syrien lors d'un match de foot stade Al Ghadir à Ahwaz.

16 février, des agents de renseignements et d'agents en civil attaquent des centaines de personnes en soutien au Khouzistan place Vanak à Téhéran, essentiellement des femmes. Quatre d'entre elles sont arrêtées.

18 février, cinq jours de manifestations dans le Khouzestan dans onze villes : slogans : « Mort à la tyrannie », « Nous le peuple d'Ahwaz, nous n'accepterons pas l'oppression », « Nettoyez notre air, Ahwaz est notre ville », « Ahwaz n'a pas d'air », « Non à l'humiliation », « Si nos problèmes ne sont pas résolus, Ahwaz verra un soulèvement », « La rivière Karoun est asséchée, Ahwaz est agité », « Le Khouzistan a du pétrole, mais son peuple est dans la misère », « Le gouvernement de la gestion et de l'espoir, Où est la gestion ? Où est l'espoir ? », « Pas d'air, pas d'électricité, jusqu'à quand ? », « Par mon âme, par mon sang, je me sacrifierai pour toi, Karoun », « Honte à Hassan Rouhani », « Mort à la tyrannie », « L'air pur est notre droit », « Les promesses creuses n'ont pas d'effet », « Nous avons honte de nos médias ». Pancartes : « Ahwaz=Alep », « Pas d'eau, pas d'électricité, pas d'infrastructures », « Pas d'eau, du chômage et des maladies », « Le Khouzestan se meurt mais l'ignominie n'est pas tuée », « Nous ne faisons pas de politique, mais nous sommes venus revendiquer nos droits », « Chômage, pas d'eau, pas d'emplois, Meshahr n'est-elle pas un enfant de l'Iran ? », « Quelqu'un répondra-t-il à notre plaidoyer ? » Dans d'autres villes, d'autres pancartes : « Nous, peuple d'Ahwaz, nous n'accepterons pas l'oppression », « Mort à la tyrannie », « Honte aux forces de sécurité d'état », « Un air pur est notre droit, Ahwaz est notre ville », « Injustice », « Chômage, chômage », « Compatriotes d'Iran, aidez-nous ». Les autorités ont ralenti le débit d'Internet pour empêcher la mise en ligne de vidéos couvrant l'événement. 50 % de chômage dans certaines zones d'Ahwaz. Les manifestants exigent l'éviction de l'actuel gouverneur, puis avec l'intensification du mouvement demandent que les dirigeants de Téhéran viennent à Ahwaz. Les médias officiels ne couvrent pas les mouvements. Un journaliste du NYT est empêché de couvrir l'événement. Police anti émeutes dans les rues. Les films sont envoyés au médias sociaux. 24 février 2017, arrestation de Sepideh Ghoulian, étudiante, détenue au secret pour ses propos sur instagram pour l'environnement et contre le travail des enfants, remise en liberté sous caution quelques jours plus tard sans charges.

KOWEÏT

29 avril 2017, les législateurs appellent les autorités gouvernementales concernées, l'EPA en particulier, à révéler la raison de la mortalité des poissons et à cesser de blâmer les pêcheurs. Le député Riyadh Al-Adsani appelle à des efforts accrus l'EPA, l'Institut Koweït pour la recherche scientifique et l'Autorité publique pour les affaires agricoles et les ressources halieutiques. Il ajoute que les ministères du Commerce, de la Santé et des affaires de la municipalité doivent travailler à une inspection continue et assurer le respect de la réglementation pour protéger la santé publique, que le ministère de l'Intérieur doit effectuer des inspections aériennes pour déterminer l'étendue de la catastrophe, que la préservation du stock naturel de poissons et la sécurité du milieu marin devraient être les priorités des autorités exécutives et législatives. Plus tôt, l'Union des pêcheurs koweïtiens a nié l'accusation selon laquelle les pêcheurs ont causé la mort du poisson. Dans sa déclaration officielle, le syndicat a affirmé : « Avec des cœurs brisés, nous avons suivi de près la question des poissons, y compris les accusations de l'EPA contre les pêcheurs. Nous lui demandons de révéler la vérité et d'arrêter d'accuser sans preuve. Les poissons sont en train de mourir en raison du niveau élevé de pollution de la mer et l'autorité concernée lance des accusations sans mener des enquêtes. Nous, pêcheurs, sommes désireux de maintenir la sécurité du milieu marin plus que d'autres parce que c'est notre seule source de revenus.

Novembre 2017, plusieurs rassemblements silencieux et manifestations d'habitants pour sauver le parc Jamal Abdelnasser, dans le quartier d'Al Rawdha, contre la construction d'un centre d'affaires agricoles et de ressources halieutiques. Des députés se joignent aux manifestants.

LIBAN

2015

4 mai, des habitants de Deria, Abdelali, Sghar, Jrabta (Batroun) font un sit-in devant le nouveau puits du monastère St Joseph de Jrabta pour protester contre la fermeture du puits et la crise de l'eau depuis des décennies. Banderoles : « Le puits est prêt, nos espoirs sont à sec », « Nous assoiffer est un crime, le passer sous silence en est un plus grave ».

18 juillet, sit-in permanent sur la route menant au site d'enfouissement de Naamé/Aïn Dravil pour la seconde journée d'affilée, des populations de Habbalin, Amchit, Kadha Jabil, à l'entrée sud d'Amchit contre la décision du ministre de transférer les déchets du site d'enfouissement de Naamé à Habbalin. Ils empêchent les camions d'ordures de passer. Présence des maires, des associations environnementales, des populations. Envoi d'une lettre à Mohammed Machnouk, ministre de l'Environnement. Banderole : « Pour la protection des enfants du cancer, et de la pollution du dépôt de Habbalin ». 22 et 23 août, des manifestations de 20 000 personnes à Beyrouth pour contester l'incompétence du gouvernement du Premier ministre Tammam Salam : l'entassement prolongé des ordures cristallise le mécontentement face à la corruption et à l'incurie générale du pouvoir, à l'origine des pénuries d'eau, des coupures d'électricité, et même du blocage des institutions écartelées entre deux coalitions, à l'appel de la campagne « Vous puez ! ». Installation de tentes sur la place Riadh Al Solh. 16 blessés dans les rangs des manifestants. Le 26, la population de Chaïtiyeh et des villages voisins bloque la circulation sur la route Sour Mazen Haider/Chakoura pour protester contre la décharge de Ras Al Aïn. Des jeunes brûlent des pneus à Ras Al Aïn où sont déversés quotidiennement plus de 100 tonnes d'ordures.

1^{er} septembre, la police évacue *manu militari* des dizaines de militants pacifiques qui occupaient le ministère de l'Environnement pour réclamer la démission de Mohammad Machnouk. Certains

reçoivent des coups. Les militants réclament de nouvelles élections législatives, accusant les députés d'avoir prolongé à deux reprises leur propre mandat depuis les élections en 2009, en mettant en avant les divisions politiques, tout en montrant leur incapacité à élire un nouveau président alors que le poste est vacant depuis mai 2014. Début septembre 2015, de jeunes militants du collectif « Vous puez » commencent une grève de la faim pour protester contre l'impuissance du gouvernement à résoudre la crise des ordures, et pour réclamer leurs droits basiques. Le 10, le gouvernement annonce la mise en place d'un plan de gestion de crise qui comprend l'ouverture de deux nouvelles décharges et la réouverture temporaire de la décharge de Naamé. Le 11, près de Sidon des manifestants font un sit-in pour refuser un projet considéré polluant pour résoudre les problèmes liés aux ordures ménagères. Des habitants de Majdal Anjar (Bekaa) protestent à Zahlé contre la proposition d'enterrer les déchets de la région de Beyrouth à proximité de Masnaa et bloquent la route dans un sens pendant une heure. Des manifestants protestent à Borj Hammoud, contre le projet qui propose de détoxifier la montagne existante et d'étendre la décharge vers la mer. Chehayeb, ministre de l'Agriculture, explique que les arrangements à Sidon, Borj Hammoud et Masna, ainsi que Akkar et Naameh seraient temporaires. Mais les manifestants en doutent. Des douzaines de manifestants manifestent à Abdeh contre la décharge à Srar. Ils manifestent régulièrement à Beyrouth sous la bannière : « Akkar n'est pas une décharge », « Jusqu'à présent nous avons été pacifiques » ou encore : « N'essayez pas les méthodes non pacifiques contre nous ». 15 septembre, le collectif « Vous puez » déverse des sacs poubelles devant le ministère de l'Environnement au terme d'une grève de la faim de deux semaines pour obtenir la démission du ministre. Le 18, des résidents de Borj Hammoud protestent devant la mairie après l'annonce du plan de réouverture d'une ancienne décharge dans un quartier pauvre de la banlieue de Beyrouth.

Octobre, Nadine Moussa, avocate, dépose une plainte auprès du procureur général, contre les cas criminels d'incendies de déchets. Le procureur du mont Liban charge la police d'identifier les incendiaires. Le 1^{er}, des habitants de Srar (Akkar) expriment des doutes sur le plan du gouvernement réaménageant le dépotoir de la localité dans le cadre du plan de gestion des déchets présenté par le ministre de l'agriculture, pour accueillir les déchets de Beyrouth.

3 octobre, des citoyens manifestent devant la centrale de Jiyeh au sud de Beyrouth à l'appel du mouvement « Nous voulons des comptes » avec le slogan « Une seule facture, pas deux », en allusion aux factures des générateurs privés que paient les Libanais afin d'assurer le complément de courant électrique. Ils qualifient la centrale de polluante et source d'émissions cancérogènes. Ils accrochent la banderole aux grilles de la centrale « Usine d'électricité ou usine du cancer ». 29 juillet 2016, à l'appel des municipalités de Barja, Jiyeh, Baasir (Al Khoroub), de la société civile et des partis, manifestations devant la centrale thermique, pour protester contre la pollution et le poison qu'émet l'usine depuis des dizaines d'années et demander l'augmentation en distribution électrique, 24 h sur 24. « Le peuple veut la révolution », « Nous dégagerons l'usine de la mort » « La parole au peuple ». L'usine existe depuis 15 ans, fumée des cheminées et maladies, apparition récente de cancers chez les citoyens, asthme et allergies. Déchets déversés dans la mer par bateaux, mais la région est hors du plan « déchets » du gouvernement ; le rassemblement se transforme en rassemblement illimité. Des tentes sont montées. L'usine est fermée. Slogans « Ou bien de l'électricité 24/24, ou bien de l'électricité pour personne », « La santé est une ligne rouge », « Le peuple turc a fait échec au coup d'État, nous ferons tomber l'usine de la mort », « La parole est au peuple », « Le peuple veut la chute de l'usine de la mort ». Intervention des politiques. Intervention des forces de l'ordre : 14 blessés. Le rassemblement est levé suite à des promesses. Rendez vous donné pour le mardi si les revendications ne sont pas mises en œuvre.

2016

17 janvier, la population de Baalbeck et des représentants de la société civile manifestent à Baalbek, pour protester contre l'assèchement des eaux du lac Bayada dans la zone de Ras Al Ain, pour le

respect des intérêts des agriculteurs et du tourisme.

23 janvier, sit-in à l'appel de « Nous réclamons des comptes » à Beyrouth pour dénoncer la façon dont le gouvernement a géré le dossier de l'exploitation des déchets, le Premier ministre ayant pris la défense de l'entreprise britannique Chinook qui devait exporter les déchets en Russie, cette dernière ayant démenti.

9 juin, les habitants de Zighrine (district de Metn) se plaignent de la société Alfa dont le projet menace la santé des habitants. Le maire a été élu pour lutter contre ce projet de pylône qui n'est pas assez éloigné des habitations.

12 juin, route coupée à Houch Al Rafika pour protester contre la pollution du Litani. 18 juillet, rassemblement : « Nous ne laisserons pas Israël réaliser son rêve, avec l'aide des corrompus ». Village de Tayr Falsay. Le bassin de Qaroun est le problème en aval et en amont (déchets solides, eaux usées, déchets industriels et résidus chimiques de pesticides). L'eau, la terre et l'air sont pollués, ainsi que leur nourriture. Ils arborent le drapeau libanais sur le pont du 6 février. Un comité est constitué. Lieu de promenade qui accueille des milliers de promeneurs. Les propriétaires de restaurants et hôtels réclament des dédommagements pour les pertes subies. Le 17, Machnouk annonce un prêt de 55 millions de la BM pour lutter contre la pollution du Litani et faire des réseaux d'égouts à Zahlé et dans les environs (Bekaa). 16 mai 2017, le ministre de l'Environnement se déplace pour rencontrer la population de Bar Elias qui proteste contre la pollution du fleuve. Les écoles de la ville ont manifesté le samedi précédent pour dénoncer les cas de cancer. Le 21, des habitants de Bar Elias déchargent de la terre dans le Litani pour le bloquer et dénoncer sa pollution.. Le 30, l'association du fleuve Litani de la ville de Zouitqar Ouest rédige un cahier de conditions pour l'implantation et le fonctionnement des entreprises (industrielles ou touristiques) et le remet aux autorités pour que ces dernières fassent appliquer la loi. 7 juin, le ministre de l'Industrie dit avoir lancé des avertissements à 283 usines sur le Litani afin qu'elles régularisent leur situation. 8 septembre, manifestation « Jour de la colère » pour protester contre les promesses non tenues de station d'épuration à Zahlé, alternative au déversement des déchets dans le Litani. Une manifestation part de l'entrée de Bar Elias après la prière du vendredi. Une tente est plantée jusqu'au lundi sur l'autoroute Bar Elias-Chtaura dans le cadre de la campagne « Je ne veux pas que le Litani me tue ». Le 13, le général Mohammed Khair promet que la station d'épuration de Zahlé serait opérationnelle le 10 octobre.

13 juillet, réunion des propriétaires de parcs à Tayr Falsay et Tyr Ouest contre la pollution due aux sablières.

17 juillet, des habitants de Rihaniyyeh (Akkar) manifestent contre un dépotoir sauvage.

18 juillet, une délégation d'Aïn Dara expose à l'évêque maronite de Beyrouth les risques du projet de cimenterie. Antoine Badr, le mokhtar, a rappelé que le projet de cimenterie devait se situer à Zahlé, mais qu'il avait fait l'objet d'un rejet dans la capitale. 20 août, sit-in contre la construction de la cimenterie au sud ouest de la ville. « Nous ne boirons pas de l'eau polluée », « Nous faisons une grande confiance dans la justice », en présence du ministre de l'Agriculture, de députés, de maires des communes voisines d'hommes de religion, de représentants de partis « L'usine de la mort ne passera pas », « Nous sommes sous le toit de la justice qui nous protège », « Ministre de l'Industrie, annule le ciment », « Ministre de l'environnement, reconsidère le sujet des conséquences environnementales de l'autorisation de l'usine », « La nappe phréatique infestée par un plan des ministres de l'Environnement et de l'Énergie », « Un plan d'exode des populations d'Aïn Dara et des environs » ; ils exigent que le conseil de la choura privilégie les intérêts stratégiques du Liban sur les intérêts privés des profiteurs. Le ministre dit qu'il s'exprime en tant que « citoyen » et non comme député ou ministre. Le 21 février 2017, la population du cada de Koura assiste à une

conférence environnementale « La réalité environnementale de Koura » organisée par le PNS contre les cimenteries de Koura. 13 mai, des militants de Biladi Khadra organisent un rassemblement de protestation avec les habitants de Koura contre la pollution due à la cimenterie de Chekka et ses carrières. Les protestataires viennent de diverses zones, exigent leur fermeture immédiate, bloquent la route entre Kfar Hazir et Chekka, dénoncent l'attaque de la nature, les cancers et les maladies thoraciques, l'assèchement de la source d'Aïn Ifach. Le 30, la population de Kfar Hazir signent une pétition aux ministères pour l'arrêt des carrières des deux sociétés de Chaka, punir les responsables. Le 6 juin, des habitants de Kfar Hazir font un sit-in devant la cimenterie et exigent son arrêt. 21 août, la population de Koura manifeste devant la cimenterie et appelle le président de la République à mettre fin au désastre écologique et sanitaire. Y participent Mahouria Al Imad, la société civile et des partis politiques. Des pancartes exigeant des poursuites. 22 septembre, nouveau rassemblement.

17 juillet, à Rihaniyyeh (Akkar) sit-in contre un dépotoir sauvage appartenant à un particulier qui a l'accord de la municipalité de Bebnine. Les manifestants demandent sa délocalisation et appellent le maire de Bebnine, le gouverneur du Akkar à résoudre la situation.

20 juillet, sit-in symbolique sur la rive du fleuve Ain Alqamar à Fenaïdek contre la pollution de l'eau. Le maire tire la sonnette d'alarme et alerte les responsables pour sauver les municipalités de Akkar de la pollution et les municipalités de Mechmoch, Qurna, Beit Ayoub, barrage sur le fleuve Bared jusqu'à la mer. Il alerte sur les cas de maladies de peau, des cancers et le nombre de décès depuis deux mois touchant des personnes habitants sur les rives du fleuve, des odeurs pestilentielles.

7 août :

- des pêcheurs protestent contre les usines de lavage du sable qui menacent leurs source de revenus à Saint Simon et Ouzaï. Ils ont été contraints à l'exode lors de la guerre du Liban et vivent dans des abris de fortune, près de l'aéroport, des égouts et des résidus des déchets des usines versés dans la mer. Ils coupent la route de la mer à Al Janah, brûlent des filets de pêche et menacent de s'immoler par le feu. Le problème dure depuis cinq ans, mais a empiré lors de la crise des déchets. La mer est de couleur rouge. Un bateau fait vivre 50 familles. Les usines sont dans la banlieue sud de Beyrouth. Les propriétaires des usines disent travailler avec autorisation mais cela n'autorise pas à rejeter les déchets dans les égouts. Le 12, les pêcheurs d'Ouzaï manifestent contre la pollution qui menace leurs revenus. Ils bloquent la route de la mer Al Janah/Smarland dans les deux sens en mettant un bateau de pêche en travers de la route, plein d'eau polluée. Les enfants des pêcheurs ont de la couleur rouge sur le visage, comme la couleur de la mer. Un enfant raconte qu'un autre est tombé à l'eau, a avalé de l'eau, et a dû être hospitalisé pour empoisonnement. Certains pêcheurs ne participent pas au rassemblement en raison des menaces reçues par les propriétaires des usines.
- la population de Karaoun proteste contre la pollution du canal d'irrigation, bloque la route du canal 900, pour protester contre la pollution. Le 19, sit-in illimité des habitants, jour et nuit, à Karaoun (Bekaa). Tentes et éclairage sur le canal d'irrigation. Ils ferment le canal qui va à Kamed Allaouz et dont les agriculteurs se servent pour irriguer leurs terres. La pollution menace la plaine. Cancers qui atteignent 30 % de la population dans la région du Litani.

24 août, la population d'Arabsalim proteste contre la pollution des eau de Nabaa Al Tassa (région d'Al Touffah).

6 septembre, les agriculteurs et la population des rives d'Akkar manifestent contre la pollution des eaux d'irrigation, venant du canal d'irrigation. Ils coupent le rond point au niveau d'Al Abda disant que depuis six mois ils interpellent le service des eaux du Nord Liban et des municipalités pour qu'elles envoient des travailleurs nettoyer les eaux du canal des ordures et des saletés. En vain.

8 septembre, la population d'Hermel et des militants écologistes manifestent devant la mairie sous le slogan « Al Assi ne doit pas être un autre Litani », contre l'installation d'une station d'épuration à Al

Ayoun, zone riche en sources et proche de la source du fleuve. Ce projet est financé par l'UE. Il s'est tenu une réunion à la mairie avec les représentants du Hezbollah, du mouvement Amal, du Baath syrien et du parti national social. Le PNS a dit retirer le projet, Amel va étudier le projet.

Début septembre, manifestation à Kfarabida contre la pollution de la mer sous le slogan « Sauvez nos plages » ; le projet de centre balnéaire est finalement annulé.

10 octobre, rassemblement à Kfour (Nabatiyeh) pour protester contre un centre de tri devenu un dépotoir.

23 novembre, manifestation devant la municipalité de Beyrouth contre la construction d'un complexe balnéaire sur la plage de Ramlet El Beida, à l'appel du collectif « Nous réclamons des comptes ». La plage ne sera pas privatisée.

2017

4 février, les populations riveraines du fleuve Rachine et l'association « Zgharta demain » manifestent dans la cour d'un moulin historique au bord de la rivière en scandant « Notre fleuve est fait pour la vie, pas pour la mort », en allusion à la pollution due au déversement des égouts et qui menace la nappe phréatique ; menace pour les poissons, le bétail et le tourisme. 17 mars, manifestation à Zgharta.

6 février, des pêcheurs de Borj Hammoud manifestent contre la décharge dans la mer, bloquent le trafic de la route de Dbayeh et bloquent les bulldozers de Khoury Contracting, l'entreprise chargée de réaliser la décharge.

19 février, la population de Barja (Khoroub) manifeste en face de la carrière pour refuser les incendies et les dépotoirs non contrôlés. Ce n'est pas la première fois. Ils viennent de toute la région de Khoroub et aussi du Chouf pour protester contre l'usine de Seblin, les ordures Normandy et les carrières, et aussi devant l'usine de Jiyeh, d'autant que le ministre de l'environnement a dit hier que l'usine de Seblin était la première cause des maladies cancéreuses dans la région de Khoroub. Le but est de faire pression sur les responsables.

Janvier 2017, des environnementalistes protestent contre les massacres de mouettes dont les cadavres s'accumulent près du site d'enfouissement de Beyrouth, dans le cadre d'un plan gouvernemental provisoire pour traiter la crise des déchets. Des civils armés tuent entre l'aéroport et le site d'enfouissement de Costa Brava. Les autorités ont interdit de couvrir (médiatiquement) le mouvement de protestation contre le dépotoir de Costa Brava. A l'aéroport, distribution de tracts « Vous puez » et « Non au site d'enfouissement ». Dégagés de l'aéroport par les forces de l'ordre, se rendent à la place de la Cola près de l'aéroport pour continuer la distribution. Ils protestent contre les dépotoirs qui polluent la mer et menacent les oiseaux.

19 février, la population de Bziza (district d'Al Koura) fait un sit-in pacifique devant l'entrée principale de la ville pour exiger la fermeture de l'usine d'extraction de l'huile à l'hexane à cause de la pollution (émanations nocives, poussières, odeurs). Y participent des maires de la zone, des entités environnementales et agricoles et sociales des villages de Dar Baachtar, Amioun, Chenata, Almadjal, Kfar Akka, Bachmazzin, Bahbouch. Le sit-in est organisé par le Comité de suivi populaire pour la fermeture de l'usine de la mort à Bziza. Slogans : « La fabrication d'huile à l'hexane est interdite au niveau mondial depuis la fin du siècle dernier parce qu'elle a causé des décès par cancers ». Sont cités les noms des morts de la commune dus à la pollution de cette huile. L'usine a été fermée à deux reprises dans le passé. Le ministre de l'Industrie décide de fermer l'usine, mais autorise son propriétaire à extraire l'huile des déchets d'olives par d'autres procédés non toxiques, comme l'eau.

10 mars, protestation d'habitants d'Anfeh contre les eaux polluées de sang qui se déversent parfois dans le fleuve Arjoun sec jusqu'à la mer, du fait de la société Hawa Tchikin qui abat 100 000 oiseaux par jour. La mer est pleine de sang et de plumes. Odeurs pestilentielles dues au brûlage des résidus de poules pour en extraire des produits industriels, la nuit et tôt le matin. La pollution s'étend aux eaux souterraines. Le directeur de l'usine dit que cela vient d'autres industriels. Les plaintes durent depuis deux ans. Le maire pense que les eaux rouges sont dues à un autre abattoir, Wilko, de poulets situé dans la commune de Shaka, qui déverse dans le fleuve du sang et des plumes, lequel se jette dans la mer. L'usine Hawa Tchikin a reçu le prix de l'environnement en 2016, du temps du ministre de l'Environnement Mohammad Machnouk.

16 mars, *sit-in* de jeunes de Jbeil et des maires de communes au centre ville pour exiger que le ministère de l'Intérieur et l'État ferment des sablières dans le district, pour préserver l'environnement et empêcher la désertification, en vertu de l'article 6 et 6 bis. Banderole « Pour qu'on ne dise pas : si j'avais su ! »

22 avril, marche à l'appel de l'ONG Terre-Liban contre la construction du barrage de Bisri (Sud Liban).

1^{er} juin, des jeunes de Barja manifestent contre le brûlage des ordures à Jiyeh pour les communes de Jiyeh et Jadra ; présence du conseil municipal de Barja qui dénonce les fumées qui envahissent les maisons.

3 juin, manifestation pour le parc Horsh à Beyrouth. Des fondations pour un hôpital public ont déjà été posées, mais les manifestants disent que le projet de 5 millions de dollars financé par l'Égypte va détruire la région. « Il faut faire plus d'hôpitaux dans la ville et le nouveau service servirait les réfugiés palestiniens et syriens. Pourquoi sont-ils en train de protester contre un projet qui aidera les pauvres ? Tout l'hôpital de Beyrouth refuse d'accueillir ceux qui en ont besoin et les Égyptiens nous aident en donnant cet hôpital au gouvernement de Beyrouth. Il s'agit d'un projet de bienfaisance », déclare Adnan Istambuli, un dirigeant syndical. Les autorités disent qu'il existe une stratégie permettant d'étendre les espaces verts, mais peu de protestataires le croient.

10 juillet, manifestation au bord de la rivière Estwan (Akkar) pour dénoncer sa pollution et exiger des stations d'épuration au niveau de chaque municipalité traversée.

13 juillet :

- des femmes manifestent avec leurs enfants devant le ministère de l'Environnement pour réclamer des mesures écologiques à l'appel du collectif « La santé de nos enfants est une ligne rouge », né au moment de la crise des poubelles.

- manifestation de militants devant le ministère de l'Environnement au centre de Beyrouth contre le dépotoir d'Al Ghadir ; présence de pêcheurs.

7 août, les habitants des villages d'Al Chouf et Alia manifestent contre la crise des ordures

16 août, manifestation des pêcheurs et de leurs familles contre la décharge de Borj Hammoud.

18 août, les habitants de la zone du port de Jia et du port de pêche appellent par communiqué, les ministères de l'Environnement, de l'Intérieur et de la Santé à "mettre fin à la pollution et aux dommages causés par la pompe des eaux usées, provoquant de mauvaises odeurs et la fuite des eaux usées dans le port et la zone environnante transformée en marécages, depuis sept jours.

22 août, des habitants montent des tentes devant la municipalité de Hana (Hermel) pour exiger de l'eau ; pancarte portée par une fillette : « Je dors sous la tente car c'est comme à la maison : ni eau, ni électricité ». La municipalité renvoie le problème à la compagnie des eaux Mana.

Octobre, mobilisation de la population d'Akkar contre l'abattage des pins.

4 novembre 2017, manifestation à Tripoli contre la décharge polluante.

26 novembre, initiative à Tabarja pour nettoyer la mer, par des plongeurs volontaires (organisée par Live Love Beirut). Huit plages et 100 plongeurs environ.

8 décembre, le ministère de l'Industrie fait fermer provisoirement 23 entreprises polluant les fleuves Litani et Al Ghadir, dans l'attente d'une réunion avec leur direction le 20 décembre.

21 décembre, réunion du syndicat des travailleurs du port de Tripoli à propos du danger que fait courir la décharge sur eux-mêmes et la population.

22 décembre, l'Association des Verts du Sud appelle par communiqué « les services judiciaires et de sécurité à intervenir pour empêcher l'empiètement en cours sur la plage de Tyr dans le voisinage camp de Rashidiya au sud de la ville depuis le début de novembre, le mois dernier, qui est un de vol public des biens publics et les biens protégés de l'une des plus importants réserves côtières au Liban sur le bassin méditerranéen ». L'Association appelle les ministères, les forces de sécurité et le pouvoir judiciaire à agir pour mettre fin aux violations et à lever celles qui avaient été établies au cours des semaines.

23 décembre, manifestation à Sidon contre le dépôt d'ordures.

LIBYE

16 juillet 2017, à Tobrouk, des habitants du quartier Al Andalus ferment l'accès au dépôt d'ordures. Le 27 septembre, des habitants du quartier d'Al Aouda manifestent au même endroit. Le 9 et le 15 octobre, ils jettent les ordures devant le conseil de la ville, ferment la chambre des députés et font un *sit-in*, pour protester contre la crise des ordures amoncelées dans la ville.

MAROC

2015

1^{er} juillet, la résistance des habitants de Tizinou (région de Midelt) contre le barrage de Tamalout, financé par le Fond koweïtien pour le développement économique arabe, se poursuit, notamment sur la question des expropriations, car cela ne résout pas la question des terres collectives destinées au pâturage, ni celle de l'avenir de ces agriculteurs. Le village sera inondé. Ils sont soutenus par l'AMDH. Depuis la destruction de l'école, les enfants font huit km pour se rendre à l'école. 160 familles refusent de partir et organisent régulièrement des manifestations, soit quinze depuis 2009. résultat : retard dans le barrage. Le barrage suscite les critiques de l'Union Internationale pour la nature et de l'Agence du bassin de la rivière Moulouya, à cause de son impact environnemental.

8 juillet, des habitants de Tafensa font une marche de 5 km vers la mairie d'Izemmouren (province d'Al Hoceima) pour réclamer de l'eau potable.

13 juillet, les habitants de Douar Lashab à Mohammedia manifestent contre la pollution émise par une usine d'engrais qui utilise des os d'animaux comme matière première.

4 août, des habitants de Mohammedia manifestent à l'appel de la page Facebook « Unissons-nous contre les corrompus de Mohammedia » contre la pollution (poussière noire occasionnant entre autres asthme et allergies) due à la centrale thermique. Banderole : « Les habitants de Mohammedia défendent leur droit et celui de leurs enfants à la vie. Non à tous les pollueurs de la ville ». 2 décembre 2017, manifestation des habitants, dont des groupes d'enfants portant des masques,

contre les gaz toxiques et la pollution. Pancartes : « Vous nous étouffez ».

Septembre, plusieurs semaines de manifestations à Tanger contre Véolia et sa filiale Amendis et la hausse des prix de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité, connues comme la « révolte des bougies » (bougies allumées en protestation contre le prix de l'électricité). Slogans : « Amendis rentre chez toi, Tanger n'es pas à toi ».

10 octobre, des habitants de Sidi Mokhfi et El Bibane (Taounate) manifestent pour l'eau potable.

5 décembre, suite à l'effondrement d'une digue le 25 novembre dans la mine d'or de Tiouite (province de Tinghir) qui a provoqué une fuite de cyanure dans la rivière, la colère des villageois de Tighassa (commune de Takniouine) explose : « L'eau est empoisonnée », celle de la rivière et des puits, et les femmes et fillettes doivent aller à 2000 m d'altitude pour trouver de l'eau. La société Co-Company poursuit ses activités et entreprend des actions de curage en utilisant chaux, eau de javel et sulfate de fer. L'association Akenso et une vingtaine d'autres associations écrivent au chef du gouvernement. Le député PJD de la localité défend les populations. 7 janvier 2016, les populations riveraines de la mine, de la commune d'Iknioun, manifestent contre Co-Company (capitaux marocains et canadiens. Sanam Invest (Maroc) famille Al Alj détient 78 % du capital, SST : 12 %, Actipar de Nadia Benkirane : 2 %, Mohamed Amine Filali : 5%.) Des cas de maladie sont apparus chez des enfants de Taghassa, lieu de la catastrophe et il y a contamination des puits.

7 décembre, des habitants des quartiers voisins (Kamilia, El Mansour, Al Fadhila) de l'unité industrielle SEFITA à Meknes (filature, tissage, teinture et apprêts), manifestent contre la pollution due à ce complexe (émanations toxiques dans l'air et rejets toxiques dans l'eau. 17 janvier 2016, des habitants des quartiers Kamilia, Al Nasr et Al Naïm manifestent devant l'usine contre la pollution.

2016

17 février, l'Association des amis de l'environnement de Zagora déplore qu'aucune décision interdisant la culture de la pastèque ne soit prise en raison du danger pour les ressources hydrauliques.

9 mai, le conseiller Mustapha Achelwaw (Mouvement Populaire) présente sa démission au district d'Alnif (province de Tinghir) pour protester contre le non raccordement des douars d'Ayet Lahbib, Takelkoulet, Tanout Lamerdoul au réseau de l'eau.

18 mai, campagne de signatures des jeunes du comité de suivi local, contre la pollution de l'eau, place Moulay Mehdi à Tetouan. 5000 signatures.

21 mai, l'association Sud est pour le développement et l'environnement organise à Bouarfa (Figuig) avec l'espace de solidarité et de coopération de l'Oriental une journée de sensibilisation sur les dangers de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste. Ils exigent l'arrêt immédiat de toutes les opérations d'exploration et l'interdiction de délivrer de nouveaux permis et une loi interdisant la fracturation hydraulique.

26 mai :

- les habitants de cités de Tétouan ne peuvent plus boire l'eau du robinet, coupée ou polluée et doivent la payer en bouteille à 1 euro les trois litres. Oussama Al Amrani porte plainte contre la compagnie et exige réparation pour les préjudices subis (maladies, soins).
- des habitants de la cité Afak, de l'ensemble Saada (banlieue de Marrakech) manifestent contre la catastrophe environnementale qui remonte à longtemps en raison du débordement des égouts. Les enfants ont des maladies de peau et des allergies, des problèmes de sommeil dus aux moustiques.

Pancartes avec portraits de Mohammed 6.

27 juin, Al Jadida, arrivée d'un bateau au port de Jorf Lasfar, en provenance d'Italie, chargé de 2500 tonnes de déchets importés par Lafarge Maroc, en route pour Casablanca et Setat pour être brûlés dans une usine de ciment. Communiqué des associations environnementales. Une pétition initiée par le FMDH regroupe 20 000 signatures en moins d'une semaine. Le Hashtag « Nous ne sommes pas une poubelle » circule. 10 juillet, des centaines d'habitants femmes, jeunes et enfants, manifestent, certains avec des masques, sous le slogan « Safi n'est pas une poubelle ». Banderoles : « Safi ne doit pas se transformer en poubelle de l'Italie », « Safi se soulève contre l'exclusion » ; banderole de la coordination anti corruption : « Stop aux crimes environnementaux contre Safi ». Pancarte de l'association des techniciens en pharmacie du Maroc/section de Safi : « Notre environnement et notre santé valent plus que leurs profit ». Personnes interviewées, enfants : « non à un avenir malade », un adulte fait le lien entre la mafia marocaine et ses liens avec la mafia italienne ; présence avec banderole du FMDH. Le 15, le Maroc déclare la suspension des déchets en provenance d'Europe.

28 juin, des habitants de Tazourt (Aït Seghrouchen) organisent une marche pour protester contre le retard pris dans le projet d'approvisionnement en eau potable du FIDA. 11 juillet, plus de 300 habitants marchent vers Fès à pied pour exiger de l'eau potable des services et des infrastructures avec banderoles et pancartes. La marche est soutenue par l'AMDH.

18 juillet, des habitants des villages de Tazouta (région de Sefrou) marchent jusqu'à Sefrou pour exiger de l'eau potable et le développement.

22 juillet, des activistes lancent sur Facebook une pétition et appellent à une manifestation à Ouarzazate contre la dégradation de l'eau potable, prévue le 25 juillet.

24 juillet, les habitants de Sidi Bou Saber manifestent pour l'eau potable.

26 juillet, la population de Saiss (Fès) manifeste contre la pollution de l'eau potable devant l'ONEE de Narjiss. Y participent beaucoup d'habitants de Sidi Brahim et Narjiss. Banderole : « Appel au cher roi Sa Majesté Mohammed 6 à sauver le quartier populaire Lirak Sidi Brahim, Fes Saiss du danger de l'eau polluée impropre à la consommation ». Les enfants toussent et ont des allergies.

6 août, l'association pour le bien de la solidarité, du développement, et de la préservation de l'environnement, l'association Al Badil et l'association de l'environnement d'Al Mansouria manifestent contre le déversement des égouts des nouveaux quartiers directement dans la mer.

10 août, manifestation à dos d'âne des habitants de Qaria Ba Mohamed (région de Taounate) depuis plus de deux semaines pour exiger l'accès à l'eau potable. Les puits sont asséchés et l'eau du robinet, qui vient de l'oued Sebou, est polluée. La distribution par camions organisée par le gouvernement ne répond pas aux besoins. 26 mai 2017, des milliers d'habitants de Taounate manifestent contre l'exclusion et la marginalisation qui se traduit notamment par la pénurie d'eau potable.

25 août, manifestation des habitants de Tantan pour protester contre l'absence d'eau potable depuis plus de cinq jours.

Octobre, des militants associatif de Tetouan manifestent pour l'eau potable.

4 novembre, les habitants du quartier de Wahdana manifestent devant le siège de la commune de Beni Ansar pour exiger le raccordement aux égouts.

20 novembre, des centaines d'habitants de la zone d'Imider manifestent à nouveau contre leurs

conditions de vie et revendiquent de profiter des revenus de la mine à l'appel du MSV 96, de l'association Imider à l'occasion de la COP 22. De façon inhabituelle les forces de sécurité ont empêché la manifestation de s'approcher de la mine. 23 avril 2017, une délégation participe à la marche amazigh à Rabat, organisée par le mouvement Tawada. Banderoles : « Les mines doivent servir le peuple, non se servir », « Population of Imider calls on the International community and especially UNO for a real urgent intervention ! », « MSV 96 imider, Mines le pillage de nos richesses ça suffit ! La pollution de notre environnement ça suffit ! Imider appelle au secours ». 13 octobre, les habitants de Douar Ikiss (commune d'Imider) manifestent pour le droit au ramassage scolaire et aux routes, délabrées par les transporteurs liés à la mine d'Imider. 26 et 27 décembre 2017, libération des trois derniers prisonniers politiques (parmi les 33 arrêtés entre 2011 et 2017) accueillis par les villageois d'Imider : Hamid Oubrka et Ichou Hamdane, arrêtés le 28 décembre 2013, et Mustapha Faska arrêté le 27 décembre 2014.

29 octobre, la mort de Mohsen Fikri à Al Hoceima (Rif) broyé par une benne à ordures, suscite une vague d'indignation et de manifestations au Maroc, où les autorités affichent leur volonté de « punir » les responsables de ce drame. Or il vendait un poisson dont la pêche est prohibée par la loi sur l'environnement au Maroc.

30 décembre, des habitants de Sidi Abdellah Ghat (région d'Al Haouz) manifestent à Marrakech devant l'ONEE pour réclamer de l'eau potable. Banderoles : « Les habitants d'Aïn Jadid à Sidi Abdellah Ghat demandent la mise en œuvre du discours du roi de les sauver de la mort par la soif ».

2017

Février, Beni Oukil, projet d'exploitation de carrière de concassage gravier depuis trois ans, les villageois d'Isly se mobilisent contre cette menace pour leurs terres agricoles et leur bétail et les ressources en eau. L'usage de la dynamite aurait été autorisé. Le projet est contesté par l'Association de solidarité et de coopération de l'Oriental dont est membre Mohammad Akkad, qui a perdu son œil gauche après avoir subi des violences de la gendarmerie royale lors de son arrestation le 15 février et qui n'a pas été soigné. 16 personnes sont poursuivies en justice. Le CADTM et l'AMDH soutiennent les habitants et exigent l'arrêt des poursuites et la libération de Mohammad Akkad. Le projet de carrière est contesté, mais aussi les agissements et actes frauduleux concernant le terrain en question qui a été cédé à un particulier alors qu'il serait propriété privée de l'État. A ce jour 13 personnes ont été innocentées. Ils faisaient un sit-in pacifique mais ont été accusés d'entrave à la liberté du commerce, menace, et blocage de route. La justice leur a donné raison. Lien avec question ethnique : lettre envoyée au secrétaire général de la Convention internationale relative aux peuples indigènes et tribaux pour l'alerter sur la situation de la tribu Beni Oukil.

23 février, création d'une police environnementale, de 45 inspecteurs, fonctionnaires du ministère de l'Environnement, qui travailleront en collaboration avec la police nationale et la gendarmerie royale.

23 février, des dizaines d'habitants de Douar Kandar Rouda (Sidi Khia) manifestent à Sefrou pour avoir accès à l'eau potable.

8 avril, les habitants de la cité Saada du quartier Al Hasni (Casablanca) manifestent contre la transformation d'un jardin en bâtiment destiné à un jardin d'enfants, afin de sauver le seul espace vert qui les protège de la pollution et portent une pétition au responsable de l'arrondissement.

23 avril, rassemblement de protestation des habitants d'Ouled Salah contre l'extension anarchique de carrières de sable et de pierres exploitées par des cimenteries, occasionnant maladies et problèmes dans les habitations dus aux dynamitages. Ils exigent l'intervention des responsables du

district de Nouasseur (grand Casablanca) après avoir pris acte de la non intervention des autorités locales.

24 avril, plaintes d'habitants d'Aïn Alaouda (région de Rabat Salé) contre la multiplication des tas d'ordures, menaçant l'environnement et la santé.

28 avril, manifestation de la population d'Akachich et Menata (région de Ouezzane) à Ouezzane pour protester contre le manque d'eau potable en raison des puits sauvages creusés par les plangeurs de kif. Un comité se rend à Menata et fait fermer les puits dans l'attente de leur destruction. 2 juin, des femmes et hommes des villages de Akachich et Menata manifestent devant la région de Ouezzane pour la seconde fois contre les puits anarchiques forés qui les privent d'eau. Ils exigent leur destruction prévue par jugement. 18 et 19 juillet, manifestation à Ouezzane des habitants d'Akhachiche et Menata pour l'accès à l'eau. Elle est violemment dispersée. 21, nouvelle manifestation. 25, les habitants viennent en estafettes pour protester contre le manque d'eau devant le siège du gouvernorat, sont dispersés par les forces de l'ordre. Banderoles : « Les habitants réclament la destruction immédiate des puits sauvages forés au dessus des sources ».

1^{er} mai, des jeunes de Boujniba, à 15 km de Khorigba, barrent la route aux autocars transportant les travailleurs de l'OCP, pour réclamer du travail, contre la marginalisation et la pollution due aux mines.

3 mai, des habitants de Aït Abderrahman (commune de Beni Hassan, Azilal) manifestent pour l'eau potable devant la mairie.

4 mai, hommes femmes enfants d'Aïn Chekf (Fes) manifestent avec des jerricans devant la Jemaa pour l'eau potable.

11 mai, à l'initiative d'associations et de politiques, rassemblement de protestation des habitants de Ben Guerir (région de Marrakech) pour protester contre le changement de couleur et d'odeur de l'eau potable, pancartes en carton.

20 mai, rassemblement de protestation de la société civile dont « Environnement sain » contre la pollution de l'eau de mer et de l'air.

24 mai, des habitants de Khouribka scandent des slogans anti OCP lors d'une manifestation place des Mujahiddeen dans la « capitale du phosphate », à l'appel du front local contre la hogra, exigent la participation de l'OCP au développement de la région, l'emploi de jeunes qui sont au chômage du fait de la pollution due aux phosphates. Participation de retraités, de veuves et d'orphelins qui exigent l'application de l'article 6 du code minier qui donne la priorité à l'emploi à leurs enfants et aux chômeurs de Khouribka, Boujniba, Boulawar, Ouadi Zem. Slogan : « Ni parlement ni gouvernement, insoumission ».

3 juin, manifestation des habitants d'Al Mediouna (Casablanca) pour l'eau potable.

7 juin, marche nocturne des habitants du quartier Tihit à Tinghir vers la mairie contre les égouts à ciel ouvert devant leurs maisons ; ils exigent un réseau d'assainissement.

12 juin, le gouverneur d'Al Hoceima fait la promesse qu'il n'y aura plus de crise de l'eau à Al Hoceima jusqu'en 2035.

16 juin, la population d'Imintanoute manifeste depuis trois semaines contre un réseau d'assainissement insuffisant et les factures d'eau exorbitantes.

28 juin, des habitants de Taghbalt (région de Zagora) manifestent pour l'eau potable et contre l'exclusion et la marginalisation.

29 juin, les habitants des villages d'Ait Al Khalf, Igheram Nilmechan, Mikki, Taghra n'Tanafaout, Outaoui (province de Tinghir) manifestent contre la pénurie d'eau devant le siège du district d'Ikniouen.

29 juin, manifestation des habitants de Ouanana (Ouezzane) pour l'eau potable.

30 juin, la section de Safi du CMDH organise une manifestation devant le siège de l'ONEE pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité. Hymne tunisien chanté.

30 juin, des habitants de Zmar manifestent devant le commune de Rahala (région de Chichawa) pour réclamer de l'eau. Le 11 septembre, ils marchent à pied, aller et retour, jusqu'à la mairie de Chichawa pour exiger de l'eau potable.

1^{er} juillet, à l'appel de la société civile de Ouezzane, manifestation contre la pénurie d'eau potable, dans le cadre du mouvement du Rif. « Des barrages et des rivières, mais la province a soif ». Présence du Front contre le mépris et la marginalisation.

4 juillet, des habitants des villages d'Al Maghrawa Lmuhamda, relevant de Meknassa Al Charquia (Boukelal, région de Taza) manifestent pour avoir de l'eau potable devant la direction du centre de l'eau potable et bloquent la circulation sur la route Taza /Hoceima.

5 juillet, des habitants de Zaouia et Al Fath (Tahla) marchent en direction de Taza pour protester contre la pollution de l'eau.

11 juillet, les habitants d'Al Majal Alhadri (province de Tinghir) manifestent en raison du déversement des égouts dans les rues et les oasis.

12 juillet, femmes et hommes du bassin de Ganntour (région d'Al Youssefia) font une marche de 10 km avec des bidons vers la société d'eau pour exiger de l'eau potable ; ils tiennent pour responsable l'OCP qui utilise l'eau pour laver le phosphate.

13 juillet, marche des habitants de Soukh Lakhmis Dades (province de Tinghir) coupent la RN 10 pour exiger de l'eau potable.

14 juillet, manifestation des habitants des villages d'Al Hamadana (commune de Sahrij, région de Kelaa Al Sraghna) pour exiger le raccordement à l'eau potable. Banderole : « Ni capitulation, ni trêve, les fils de Bouhbous ont soif et vivent un calvaire ». Les autorités locales interviennent et promettent un dialogue.

15 juillet, les agriculteurs des villages de Fechtala (province de Taounate) manifestent devant la daïra de Karia Ba Mohammad pour protester contre la pénurie d'eau, notamment à Guitar.

16 juillet, 400 personnes signent contre un projet de terminal chimiquier à Mohammedia.

17 juillet, début de quinze jours de manifestation des habitants de Zeralda, Taridalt (région de Taza) présence massive des femmes, pour exiger l'eau potable et l'électricité. Drapeau national et portraits du roi.

18 juillet, les habitants de Rouajee (province de Taounate) manifestent à dos d'âne pour l'eau.

18 juillet, des habitants d'Aït Sbaa Al Jarouf marchent à pied 30 km jusqu'à la mairie de Souab (province de Sefrou) pour réclamer de l'eau et dénoncer la marginalisation.

19 juillet, des habitants des villages de Taounate manifestent pour l'eau.

Du 19 au 21 juillet, manifestations à Aït Sbaa (province de Sefrou) pour l'accès à l'eau potable, coupée depuis le mois de Ramadan.

20 juillet, *sit-in* d'habitants d'Aït Oukabli (province d'Azilal) pour l'eau potable et des équipements.

22 juillet, des habitants de Kandar Rouda (commune de Kandar Sidi Khiair) marchent 26 km pour manifester devant la mairie de Sefrou et exiger de l'eau potable.

24 juillet, manifestation des habitants de Khenifra (moyen Atlas central) pour avoir accès à l'eau potable, l'eau distribuée étant salée et amère et les factures élevées.

25 juillet, des habitants (hommes, femmes, enfants, drapeau marocain) d'Aghbala Naït Smakhen (Beni Mellal) opposés aux montants des factures d'eau, coupent la route de Khenifra. Propositions : payer en plusieurs fois. Refus, les forces de l'ordre tirent pierres puis armes. Blessés des deux côtés. Interpellation de 4 personnes. Les habitants ont appelé à une grève générale.

25 juillet, des habitants de Ribat Al Kheyr (province de Sefrou) manifestent devant le siège de la commune et du pachalik de Ribat Al Kheyr pour l'eau et contre la marginalisation.

28 juillet, la population manifeste devant le siège des autorités à Karia Ba Mohamed pour exiger de l'eau.

3 août, des habitants de Jbabra Al Alia (province de Taounate) manifestent pour exiger de l'eau. (drapeau amazigh). Cas de leishmaniose.

4 août, des citoyens d'Aulad et Mazara Awlad Bou Salah manifestent avec des bidons en plastique à Aïn Chkef (district de Moulay Yaacoub, Fes) pour protester contre le manque d'eau potable (Majorité de femmes et d'enfants) devant le siège de la municipalité présidée par le PJD.

11 août, les habitants de Ribat Al Kheir/Ahermoumou, Kandar Sidi Khiair et autres villages de la région de Sefrou font des marches de plusieurs kilomètres contre la pénurie d'eau.

24 août, des composantes de la société civile de Sidi Bouatman (région de Rhamna) manifestent à Jbilet pour protester contre le manque d'eau potable dans les villages.

20 août, la gendarmerie encercle les populations venues de Tinghir à Marrakech pour exiger de l'eau potable et les obligent à rebrousser chemin.

28 août, des habitants de Fom Zguid (Ouarzazate) manifestent pour l'eau potable.

2 septembre, des habitants de Tirmight (Ouarzazate) manifestent pour l'eau potable.

4 septembre, marche des habitants du quartier de Taqbrin à Zaouiat Cheikh jusqu'à Beni Mellal pour exiger de l'eau et des routes.

6 septembre, rassemblement des habitants de Zaouia, à Kouch (Sidi Kacem) pour avoir de l'eau potable et protester contre les factures d'eau élevées.

11 septembre, des habitants d'Al Bor Altahtany (commune d'Aït Sedrat, région de Tinghir) manifestent pour l'eau potable et contre la marginalisation.

13 septembre, des habitants d'Aïn Blal (daïra de Beni Meskin à Al Borouj) manifestent à dos d'âne en direction de la station de traitement des eaux pour protester contre la pénurie d'eau potable.

Banderole : « Les habitants et les villages d'Aïn Blal exigent de la station de traitement des eaux du barrage de Massira l'accès à l'eau potable ».

19 septembre, à la suite de la mobilisation des habitants d'Ifran (petit Atlas, région de Guelmim) contre la mine Ouansemi, qui pompe toute l'eau, Aïcha Lablak, présidente du groupe parlementaire du PPS, pose une question écrite au ministre de l'Energie, des Mines et du Développement des mesures pour protéger l'alimentation en eau de la population.

20 septembre :

- manifestation des habitants des villages d'Ouled Tayeb (région de Sayss) en banlieue de Fès pour l'eau potable.

- manifestation des habitants d'Aït Sebaa et Ribat Al Khir (région de Sefrou) pour l'eau.

24 septembre, marche à Zagora pour l'eau au robinet, (les habitants payant une facture à l'ONEP et une seconde au camion citerne qui distribue l'eau) les forces de l'ordre interpellent 7 personnes pour « participation à une manifestation non autorisée » qui sont poursuivies en état de liberté provisoire. 8 octobre, manifestation organisée par les femmes devant le siège de la province, femmes en tête avec des bidons vides. Pas de banderoles, mais drapeaux marocains et portraits du roi. Slogans : liberté, dignité, justice sociale, slogans attaquant le gouverneur de la ville. La police interpelle 23 personnes, 11 sont en garde à vue et 8 mineurs sont placés en contrôle judiciaire. Heurts avec les manifestants. Une femme est blessée. 9 octobre, procès des personnes arrêtées le 24 septembre. 29, rassemblement de soutien à Zagora aux détenus devant le siège de l'AMDH pour exiger leur libération. Participation de plusieurs villes « Le peuple veut la libération des prisonniers ». 30, le TPI de Zagora condamne 8 manifestants de la soif (second groupe du 8 octobre) : Mohammed Zouine, Mourad Yousfi, Ibrahim Bamad et Hamza Abdelli à deux mois d'emprisonnement, Lahcen Dahani et Hamza Abdellaoui à trois mois d'emprisonnement, et Ahmad Laïchi et Hamza Al Naji à quatre mois. 9 novembre, la CA de Ouarzazate reporte le procès des sept détenus des manifestations du 8 octobre dernier, accusés d'avoir mis le feu à des biens de l'État, de rassemblement non autorisé, et d'outrage à un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions.

25 septembre, 500 lycéen.e.s de Igherm (province de Taroudant) manifestent dans leur établissement pour exiger de l'eau.

13 octobre, par crainte du cancer, des habitants de Kenitra manifestent contre la pollution.

16 octobre, des dizaines de femmes manifestent devant le pachalik d'Assa (région de Zag) contre les coupures d'eau. Fin septembre 2013, la ville d'Assa (région de Guelmin Es Smara, à majorité sahraouie) a été le théâtre d'affrontements suite à un appel des diplômés chômeurs à se soulever pour défendre les « acquis sociaux ». La section locale du PJD demande la révocation du gouverneur pour éviter un soulèvement généralisé.

17 octobre :

- les habitants d'Al Marbouh marchent à pied vers le gouvernorat de Marrakech pour exiger de l'eau potable.

- des habitants d'Al Bayada (Kalaa des Sgharna) marche jusqu'à Marrakech pour l'eau potable.

3 novembre, la secrétaire d'État chargée du développement durable décide d'installer une unité mobile de surveillance de la qualité de l'air à Kénitra.

14 novembre, manifestation des habitants des oasis de Guelmim contre les mines et pour l'eau, arborant le drapeau berbère.

15 novembre, début du sit-in illimité d'habitants de Tamtatouchte (province de Tinghir) sur le chantier du barrage de Tamtatouchte pour exiger des indemnisations pour la perte de leur propriétés. 23 décembre, les autorités préfectorales se réunissent avec des manifestants qui s'en sortent indemnisés et d'autres non, d'où le maintien du sit-in jusqu'à la fin de l'année 2017 et le blocage des travaux. Lutte soutenue par l'AMDH.

29 décembre, grève générale et manifestation des populations de Jerada, Laouinat, Touissit, Guefait, Oued El Himer, Sidi Boubker, Guenfouda, suite aux décès dans des mines de charbon le 22 de Jadouane et Houssine, y travaillant alors qu'elles sont désaffectées. Drapeaux nationaux, portraits du roi.

Avancement de la réalisation de l'« Eco cité » de Zenata, une ville nouvelle à 5 km de Casablanca prévue pour accueillir 300 000 habitants.

MAURITANIE

2015

14 mars, les habitants d'Achram (région de Tagant) et d'El Gaira (région d'Assaba) coupent la route de l'Espoir, brûlent des pneus pour protester contre la soif et les coupures d'électricité.

20 avril, les habitants de Kiffa (région d'Assaba) manifestent avec des bidons vides, alignés sur le trajet de la visite du président de la République, pour protester contre la pénurie d'eau.

21 mai, des jeunes de Kimi (département de Maktaa Lahjar, région de Brakna) manifestent pour protester contre la soif et la marginalisation. Le 16 novembre 2016, des habitants coupent la route pour protester contre l'absence de distribution d'eau alors que le réseau passe à proximité du village. Le 20, des dizaines d'habitants coupent la route de l'Espoir pour exiger de l'eau potable.

30 octobre, des habitants de Alqayra (département de Guerou) coupent la route de l'Espoir pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité. La gendarmerie disperse la manifestation et rouvre le trafic.

2016

7 mars, des habitants de Legreynatt (Seguelil, Atar) manifestent devant le siège de la région d'Adrar pour s'opposer à la mise en place d'un barrage sur leurs terres, après l'abandon d'un premier projet plus en amont en 2004 suite à l'opposition des populations. Les 27 et 28 août, ils manifestent devant le siège de la province d'Adrar pour le retrait du projet et le droit à leurs terres cultivées.

4 avril, des jeunes d'Om Aladham (commune de Hassi M'hadi, département de Timbedgha, région de Hodh Ech Chergui) manifestent devant le palais présidentiel pour exiger de l'eau potable, l'eau des puits s'avérant salée.

22 avril, des habitants du quartier « l'Ambassade » au nord de Mbaraka Oumara (département d'Atar) manifestent contre le manque d'eau. Les femmes portent des pancartes : « Le quartier l'Ambassade souffre de la pauvreté et de la soif ».

mai, lutte juridique des habitants de Tifirit (environs de Nouakchott) contre la décharge à ciel ouvert installée dans leur village.

13 mai, des habitants de Lekhdeirat (commune d'Aghoratt, département de Kiffa) coupent la route

de l'Espoir pour protester contre la soif et le manque d'électricité et d'infrastructures d'enseignement et de santé.

21 septembre, manifestation à Rosso (région du Trarza) devant la wilaya contre la mauvaise qualité de l'eau.

2 novembre, des habitants du quartier du Batwar à Nouakchott se plaignent des ordures et de la pollution, adressent des plaintes aux autorités, aux membres du Parlement, et au Président, en vain.

2017

12 janvier, un millier de personnes manifestent à Nouadhibou contre la pollution générée par les usines de farine et d'huile de poisson et appellent à une nouvelle manifestation le lendemain à l'appel de Stop Pollution Nouadhibou.

1^{er} février, des habitants de Dar Naïm (Nouakchott Nord) manifestent contre la pénurie d'eau depuis deux semaines.

14 février, deux jeunes femmes appellent à faire des selfies devant des immondices et à les publier sur leurs pages Facebook et Twitter. La campagne selfie mbalite partie de Nouakchott s'étend aux principales villes. La communauté urbaine de Nouakchott a confié la gestion des déchets à sept sociétés privées qui se partagent 30 millions de dollars.

26 février, les habitants d'Adel Bagrou (région de Hodh Ech Chergui) exigent de l'eau potable.

9 mars, manifestation de jeunes de Nema (région de Hodh Ech Chergui) devant le siège la wilaya pour exiger de l'eau potable.

16 avril, des habitants des villages situé au km 14 au nord ouest de Rosso (région de Trarza) coupent la route Nouakchott/Rosso pour réclamer de l'eau potable (l'eau est salée). La gendarmerie intervient pour rétablir le transit.

27 avril, manifestation devant le palais présidentiel à Nouakchott des habitants des villages situés sur la rive du fleuve entre Tikjikja et Rachid (Tagant) pour protester contre le projet de barrage de Hneikatt Bagdad, qui menacerait leurs palmeraies et leur survie.

Mai, manifestation des habitants de Mame (région de Hodh Chergui) avec des bidons vides pour réclamer de l'eau potable.

16 mai, manifestation des habitants de Moudjeria (région de Tagant) contre l'absence d'eau potable.

18 mai, les jeunes d'Ayoun (capitale de la région d'Hodh Al Gharbi) manifestent devant les bâtiments de l'administration pour protester contre la pénurie d'eau dans plusieurs quartiers.

18 mai, les femmes de Cheggar (département d'Aleg, région de Brakna) manifestent pour la seconde fois contre la soif, bloquent la route de l'Espoir, brûlent des pneus, jusqu'à l'intervention de la gendarmerie.

24 mai, des jeunes de Oualata manifestent devant le ministère de l'Eau à Nouackchott pour réclamer de l'eau potable.

25 mai, des jeunes de Bouhdida Aleg (Brakna) protestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable. Banderole : « La population de Boudida Aleg dit : Non, non, non à la soif ».

26 mai, des jeunes d'Atouejkjit, (commune de Makta Lahjar, région de Brakna) manifestent devant le palais présidentiel à Nouakchott pour exiger de l'eau, de l'électricité, n'ayant qu'un seul robinet d'eau (salée) dans le village depuis quarante ans. En parallèle, un rassemblement a lieu à Atouejkjit et un autre à Sangrave. 11 juillet, des jeunes d'Atouejkjit, venus avec un convoi de voitures au festival du parti de l'Union pour la République, interpellent avec des pancartes sur la question de l'eau pendant les discours des ministres et du délégués. Le 13, des habitants d'Atouejkjit, coupent la route de l'Espoir pour exiger de l'eau potable. Le 26, ils manifestent devant le palais présidentiel.

3 juillet, des habitants de Tazias se plaignent dans un manifeste du pillage des richesses notamment l'eau par la société canadienne Kinross (Canada) et du fait qu'elle n'a pas construit d'infrastructures de santé ou d'enseignement. 15 novembre, lettre ouverte du maire d'Inal (région de Dakhlet Nouadhibou) à propos des activités minières de la société à propos des rejets de cyanures utilisés pour l'extraction de l'or et le non emploi des populations locales.

31 juillet, des jeunes de Sangrave appellent au boycott du référendum sur la constitution en raison des problèmes non résolus dans la commune, comme l'eau potable, les services, la scolarisation, etc.

21 août, des habitants d'Ajoueir (département de Boutilimit) coupent la route de l'Espoir pour protester contre le manque d'eau et d'électricité.

OMAN

2016

6 avril, le conseil municipal de Mascate a reçu des plaintes d'habitants de Al Amirat à cause de la pollution de l'air due à une grande décharge près d'Al Mahaj, notamment après la pluie. La municipalité a essayé d'extraire les gaz du site, mais ils émergent encore. La direction des affaires de la santé de Mascate reconnaît que les déchets déversés sur le site pendant des années ont entraîné l'apparition de gaz méthane du site en été, occasionnant de petits incendies.

4 mai, Talib Almaamari, député de Liwa, est libéré de prison après une grâce accordée par le sultan à 3 mois de la fin de sa peine, prononcée pour sa participation en 2013 à une manifestation pour l'environnement.

22 juillet, dans la Montagne Verte, les agriculteurs se plaignent que les canaux d'irrigation traditionnels ne sont plus alimentés par les puits, les hôtels touristiques pompant la nappe phréatique, alors que le pays doit dessaler de l'eau de mer pour assurer 90 % de sa consommation.

Le 5 octobre, Saqr Balushi reçoit par téléphone une convocation des services spéciaux, section exécutive de la Sûreté intérieure, à la section d'Al Karim (gouvernorat de Mascate). Il est ex conseiller municipal de Liwa, destitué de ses fonctions après avoir participé à la manifestation pour l'environnement de 2013. Sa famille ne peut lui rendre visite et il est détenu *incommunicado*.

2017

13 février, les carrières qui opèrent dans le village de Deel al Abdusalam (gouvernorat de Saham) génèrent de la pollution par les poussières et pollution sonore. Le mouvement continu des camions sur les routes non pavées renforce le niveau de pollution. Les résidents exigent du conseil municipal la réinstallation de ces unités, évoquant des problèmes de santé notamment respiratoires et demandé le pavage des routes. Le président de la municipalité de Saham déclare que la question est examinée et qu'il alloue des citernes versant de l'eau sur les routes pour réduire les émissions de

poussière.

6 mai, bataille des employés de la réserve d'Al Wusta pour sauver l'oryx des braconniers et du pétrole (en 2007, optant pour un projet de prospection pétrolière, l'État omanais a décidé de réduire de 90 % la superficie de la réserve, inscrite depuis 1994 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO qui a alors retiré le site de sa liste, une première dans son histoire).

SAHARA OCCIDENTAL

26 mai 2017, des centaines de réfugiés sahraouis du camp de Smara (Tindouf) manifestent dans la wilaya de Smara, scandent des slogans sur la crise de l'eau potable depuis mars avec des bouteilles vides et réclament leurs droits sociaux et politiques, la justice et l'égalité. Ils refusent les propositions d'un représentant du Polisario venu sur place

SOUDAN

2015

13 janvier, discussion au parlement où plusieurs députés imputent les cas d'insuffisance rénale et de cancer à la pollution de l'eau potable ;

19 janvier, la population manifeste à Dalgo (Etat du Nord) pour exiger sous quinze jours l'arrêt des industries aurifères utilisant le cyanure ou le mercure.

3 février, des dizaines d'agriculteurs du projet « COCA » (Etat du Nord Soudan) manifestent pour la réalisation de projets d'irrigation après la sécheresse, exigent des compensations du gouvernement et annoncent pour le lendemain un sit-in devant le siège de Dalgo.

3 mars, des centaines de personnes manifestent à El Bowga (État du fleuve Nil) pour protester contre l'utilisation de substances toxiques par des sociétés aurifères. Ils ferment le grand marché, avant d'assiéger les bureaux du gouvernement.

30 mai, à Batana (État de Gedaref), des habitants en colère mettent le feu aux infrastructures d'une société de résidus miniers pour protester contre l'autorisation de construction d'une usine utilisant du cyanure dans une zone habitée et à proximité de la source de Khour Salim. Les habitants de dix villages manifestent devant le conseil législatif de la région. Selon Sudan Tribune, le ministre de la Planification urbaine aurait retiré dans la foulée l'autorisation donnée à la construction de l'usine.

10 septembre, arrestation à Afra Mall au sud de Khartoum par quatre véhicules du NISS de Hiba Abdelazim durant deux heures suite à la rédaction d'un article d'El Sudani du 2 septembre sur la pollution de l'eau du Nil Blanc à Khartoum causé par l'usine militaire Al Yarmouk, bombardée en 2012, prétendument par Israël. Saisie des exemplaires de El Sudani des 18 et 19 septembre. Le député Abdelgader Mohamed Zein attire l'attention du ministre des Infrastructures sur la question.

11 octobre 2015, les porte parole de la communauté Manaseer, victimes de la construction du barrage Merowe, menacent de cesser les négociations sur les compensations avec le gouvernement si ce dernier ne répond pas à leurs demandes car ce dernier n'aurait pas cessé de manquer à ses obligations concernant les projets de route, les expertises foncières, les arbitrages des cas litigieux et les compensations pour les lots perdus par la construction du barrage. En février 2015, les Manaseer descendent dans la rue de Makabrab (État du Fleuve Nil) pour demander à ce que soient revue la décision prise de ne verser aucune compensation pour les pertes subies par les Manaseer

en 2008. 2 décembre, manifestation à Khartoum de Manaseer de la zone de Emre contre leur situation dramatique car ils sont déplacés depuis la construction du barrage : ils demandent des équipements ; le 9, ils manifestent à nouveau pour dénoncer leur situation et exiger accès à l'eau, la santé et l'éducation. le 14, les services de sécurité arrêtent à Khartoum 12 Manaseer qui protestent contre la faiblesse des services de base dans la zone de Makabrab où ils ont été relocalisés entre 2005 et 2009. 2 mars 2017, les lésés du barrage Merowee refusent les décrets du gouvernement d'arrêter le projet agricole d'Abou Haraz.

21 octobre, manifestation d'habitants d'Al Hadida (État du Nil Oriental) devant le ministère de l'Agriculture à Khartoum contre un élevage de poules polluant et contre le Tribunal qui a ordonné sa fermeture, mais la décision n'a pas été exécutée. Le 26, ils manifestent devant le ministère de la Santé pour protester contre l'inaction des autorités face à l'élevage qui a causé des maladies et quatre décès. Pancartes : « Nos enfants respirent les odeurs létales des poules et maintenant ils meurent », « Nos pancartes sont noires en raison de la noirceur dans laquelle nous vivons ».

12 novembre, les pêcheurs de l'État de la mer Rouge rejettent un nouvel accord qui autorise la pêche à la drague égyptienne sur la côte soudanaise de la mer Rouge. Des dragues égyptiennes et d'autres gros équipements sont arrivés dans la région. S'ils sont utilisés pour la pêche, ils pourraient causer la destruction des récifs coralliens, épuiser les stocks de poissons et causer de graves dommages au milieu marin. Des experts mettent en garde contre les conséquences de la pollution de l'environnement de la côte soudanaise par une pêche aussi intense que les dragues de pêche.

14 décembre, Abuzar Ali Mohamed, secrétaire général de l'Alliance des entités Nouba est détenu au Sud de Khartoum, dans le district d'Abu Adam, pour avoir organisé un atelier contre le projet de nouveaux barrages au nord du Soudan. 21 janvier 2016, le comité contre le barrage de Kajbar dit que les forces de l'ordre et les services de renseignements ont fermé le club Almahs à Dioum à Khartoum. En novembre dernier Omar Albachir et Selman Ben Abdelaziz ont signé un accord de financement du barrage d'Al Charik et celui de Dal, de production d'électricité dans les gouvernorats du fleuve Nil et du Nord. Les manifestants y voient une guerre contre les Nubiens et la fermeture du club visait à les empêcher d'y tenir la rencontre prévue par les opposants au barrage de Kajbar. Le barrage va noyer 12 villages sur les rives est et ouest du Nil. Les services de sécurité ont convoqué la veille Imad Mirghani, avocat, président du comité anti barrage. 10 février 2016, Bakr Abdelaziz, président du Comité de défense des libertés et contre la construction de barrages au Soudan dit à Al Zaman que le Soudan va construire trois barrages avec financement saoudien et que 50 villages seront engloutis. Les 13 et 17, les Nubiens protestent dans des villes du nord pour protester contre la construction des barrages Dal et Kajbar aux deuxième et troisième cataractes. Les manifestants portent des pancartes dénonçant les barrages Dal et Kajbar et chantant des slogans anti-déplacements. Ils promettent de ne jamais quitter ou vendre la terre de leurs ancêtres et chantent : « La tragédie d'Abboud ne sera jamais répétée ». Les partis d'opposition du Soudan critiquent la construction des projets d'électricité et demandent « des études sociales, économiques et de faisabilité sur l'impact des barrages sur les habitants des zones ». L'Association des Nubiens vivant dans le nord du Soudan a averti que la construction des deux barrages éliminerait plus de 7000 ans de civilisation nubienne. Lors d'un débat à l'Université de Khartoum le 11 novembre, les membres du Comité de la jeunesse contre les barrages Kajbar et Dal soulignent qu'ils sont prêts à donner leur vie pour la survie du patrimoine nubien. »Les barrages ne seront construits que sur nos cadavres". Ils saluent l'opposition du Parti Soudanais du Congrès et le Mouvement de libération du peuple rebelle du Soudan-Nord (SPLM-N) aux barrages. Principaux projets de barrages Selon International Rivers, le gouvernement envisage de transformer le Nil, « seul territoire fertile au nord de Khartoum », en une chaîne de réservoirs d'eau. Le barrage Kajbar prévu sur la troisième cataracte créera un réservoir de 110 km carrés et générera 360 mégawatts d'électricité. Le projet déplacera plus de 10 000 personnes et submergera environ 500 sites archéologiques. Le barrage Dal

sur la deuxième cataracte aurait une capacité de 340-450 mégawatts et déplacerait au moins 5000 personnes. Une cérémonie de signature de l'accord de financement pour les barrages Kajbar, Dal et El Shireik se tient à l'hôtel El Salam Rotana à Khartoum en présence d'Omar Al Bechir. Les forces de sécurité et de police dispersent violemment le millier de manifestants qui ont rejoint les comités populaires qui s'opposent aux barrages devant l'hôtel. Parmi les neuf blessés, il y a l'ex-ministre des Affaires étrangères Ibrahim Taha Ayoub et un ex-juge de la Cour suprême. Les 30 manifestants détenus sont relâchés. Les autorités portent plainte contre les responsables des organisations qui ont participé aux manifestations. Les manifestants n'ont pu remettre un mémorandum aux investisseurs d'Arabie Saoudite dans l'hôtel, leur demandant de ne pas financer ces projets. Le 1^{er} mars, la police de Fareeg (nord Soudan) convoque cinq membres du Comité populaire supérieur contre le barrage de Kajbar pour avoir provoqué des émeutes et perturbé l'ordre public lors de la manifestation du 13 : le président du Comité, Ezzeldin Idris, le secrétaire Osman Ibrahim, le secrétaire adjoint Fegeir Nasreldin et les membres Dirar Ali Daoud et El Jeili Osman, puis les libère sous caution. 23 juillet 2017, le NISS arrête à Abri (Etat du Nord) Fikri Hassan Taha dans un café et fait une descente au domicile d'un autre militant anti barrage, Salah Abderrahmane, secrétaire du Comité populaire pour le développement et la résistance au barrage de Dal et l'arrête. Les habitants de Kajbar, Dal et El Shireig rejettent les déclarations du ministre de l'Électricité et des ressources en eau, Mutaz Musa, qui annonce la construction des barrages au cours des trois prochaines années. Les comités anti-barrages de Kajbar, Dal et El Shireig et le Comité international contre les barrages expriment dans des déclarations séparées la disposition des résidents à résister à toute tentative de construction des trois barrages. El Hassan Hashim, Secrétaire général de la société de développement nubienne et la résistance de Dam déclare que les comités commencent des consultations pour convenir d'une réponse pratique aux déclarations du ministre, soulignant une tendance à rassembler toutes les victimes de barrages dans un comité dans le processus de résistance anti-barrage. Il dit que les habitants de la région de Nubie ont eu quatre martyrs en 2007 pour le rejet de ces barrages et ont marqué leur disposition à défendre leurs terres. Il souligne le manque de faisabilité technique et économique des barrages et leur inutilité pour l'agriculture. Il explique que l'expérience du barrage de Hammadab (Merowe) est suffisante pour refuser l'établissement de barrages, notant que les régions d'Amri, Hammadab et Manasir manquent d'électricité et d'eau et souligne que les barrages ne peuvent être établis sans consentement citoyen. 14 novembre, les comités de résistance aux barrages de Kajbar et Dal remettent au Parlement et au ministre de l'Irrigation, de l'Électricité et des Ressources en eau un mémorandum.

29 décembre, les autorités locales d'Al Genina (État du Darfour Ouest) reviennent sur leur interdiction d'utiliser le bois dans les boulangeries après un conseil des ministres interdisant l'abattage d'arbres et obligeant à utiliser le gaz pour sauvegarder la forêt. Cela a eu pour effet d'augmenter le prix du charbon de bois, d'où la crise du pain : des centaines d'étudiants ont manifesté contre l'absence du pain et se sont affrontés aux forces de la Sûreté et de la police, qui ont fait usage de lacrymogènes. Blessés, dont un par balles au pied, transporté à l'hôpital.

2016

11 février, la population du Nil Blanc dénonce la décision du gouverneur, Mousa Kashare, de redistribuer des terres à Al Gazira Aba et la pollution de l'eau. Il ignore une décision de justice interdisant l'installation de zones industrielles dans les terres où il y a de l'eau. Les eaux usées brutes s'écoulant vers le Nil blanc à Khartoum (PNUE). Le gouvernement de l'État ignore une décision judiciaire qui interdit l'élimination des déchets industriels dans les cours d'eau.

17 février, manifestation pacifique dans l'État de Kassala, par des résidents qui s'opposent à la transformation de zones dans le district d'El Salam en terres d'investissement et à leur expulsion loin du centre ville. Slogans : « Non aux déménagements, non aux déplacements ». Les forces de sécurité arrêtent des manifestants.

31 mars, à d'Obeidh (Nord Kordofan) des étudiants manifestent contre la pollution de l'eau du centre Khor Taggat, qui a provoqué des diarrhées sévères chez plus de 50 étudiants. La police arrête sept étudiants et en blesse 15 autres.

17 avril, des habitants manifestent à Alliri contre le wali et l'extraction de l'or.

8 juin, des habitants de Al Fatihab (Omdourman) et d'Al Qouzat manifestent contre la coupure d'eau depuis trois jours, une semaine ou un mois selon les quartiers. La police dissout la manifestation. Ils ont recours à des barils d'eau dont le prix a monté. Les manifestants exigent l'éviction du délégué de Khartoum du à son échec à résoudre la crise. Le même jour les habitants de Jabra (sud de Khartoum) manifestent contre les coupures d'eau incessantes, brûlent des pneus sur la route menant au marché central. Ils avaient déjà manifesté dimanche dernier .

12 juillet, manifestation à Qawz (Al Ramila, Khartoum) pour la seconde fois pour protester contre la coupure d'eau. Répression de la police. ils brûlent les pneus et coupent la route, ce qui a pour effet l'afflux de charrettes et un changement de leur destination.

12 juillet, des habitants d'Aroma (État de Kassala) manifestent contre l'augmentation du prix de l'eau et les coupures incessantes devant le siège du secrétariat du gouvernement en vain.

3 septembre, des habitants des villages à l'ouest de Wagar (État de Kassala) se plaignent de l'absence d'eau potable.

17 septembre, des habitants de Halfa, Abari, Mefraka, Sai, Aboud manifestent à Sawarda (État du Nord) contre l'utilisation du cyanure dans une mine d'or près d'une station d'eau par Sawarda International Group Facility. « Arrêtez l'usage du cyanure, fermez les usines de la mort ». Le 6 février 2017, le Comité six partite (composé des villages de Sawarda, Arou, Ashimtu, Kouika, Abboud, Wawa) de protection de l'environnement annonce une manifestation au siège de l'usine de cyanure le 7 pour empêcher sa construction. Le 3 avril, un père et son fils sont blessés par les membres de la sûreté, l'incident s'est produit lorsque Mohamed Daoud Badr et son fils Waleed sont allés inspecter la station d'électricité à Sawarda après une panne de courant à 4h du matin. En approchant de la station, des membres du service de sécurité l'ont attaqué sans avertissement et ont battu Waleed. Un porte-parole d'un comité local, Ahmed Hassan, a déclaré que M. Daoud Badr avait été gravement blessé à sa main droite et conduit à l'hôpital de Dongola. Waleed, blessé, est à l'hôpital d'Abri. Le 8, le Comité six partite et le Comité nubien pour le développement et la résistance au barrage de Dal appellent à un sit-in de protestation pour chasser l'usine de la mort. Les manifestants barrent la route menant aux sites miniers et l'autoroute Dongola Halfa et coupent l'alimentation électrique de l'usine. Le préfet annonce la fermeture de l'usine d'or et son transfert, une victoire pour les manifestants (de Dongola, Karima, Karma et des personnes venues de Khartoum). Le Comité six partite avertit que si le gouvernement ne met pas en œuvre la décision, la campagne de protestation sera encore plus forte et annonce qu'un comité sera formé pour veiller au démantèlement de l'usine dans les 15 jours. Le 24, manifestation du comité six partite contre le rétropédalage du gouvernement et exigeant la mise en application des décisions. Il a reçu une déclaration des autorités selon laquelle la fermeture sera retardée et répondu écrit en insistant sur le retrait immédiat du site et teant le gouvernement de l'État entièrement responsable de tout développement à cet égard... Le 25, le comité six partite menace de reprendre la mobilisation contre l'usine aurifère de Sawarda, par tous les moyens, si l'entreprise n'est pas enlevée. 19 mai, des militants anti-cyanure à Sawarda annoncent leur refus de reprendre les négociations avec les autorités après l'expiration du délai de trois semaines pour le démantèlement du site. 25 août, le comité six partite exige le démantèlement de l'entreprise comme promis et refuse la visite des experts de la veille qui ne faisait pas partie de l'accord.

23 septembre, des habitants de Kassala nord se plaignent du survol des quartiers d'habitation par des avions chargés de produits pour les plantes et de l'extension de maladies dues aux problèmes causés aux puits non recouverts et à la nourriture. Les habitants sont prévenus par mégaphone de la mosquée par les autorités du danger, car la majorité des habitants ne suivent pas les médias.

12 octobre, les habitants de Kadugli (État du Sud Kordofan) refusent l'implantation d'une entreprise d'extraction aurifère utilisant le cyanure autorisée par le gouverneur, Aïssa Abkar, à un kilomètre d'Al Shaeer au nord de la ville. 8 novembre, des propriétaires fonciers protestent contre l'usine. L'un d'eux exige l'arrêt immédiat de la construction d'une usine qui traite le cyanure sur un terrain qu'il possède. Elle est la propriété du gouverneur, qui a initialement entrepris de construire le complexe dans une zone rurale d'Alleri. Les résidents ont refusé et le projet a été déplacé au nord d'El Shaeer. Les résidents et l'administration autochtone portent une plainte conjointe contre la construction de l'usine.

21 novembre, des citoyens d'Abu Jubeiha (Sud Kordofan) remettent au délégué de la localité un memorandum exigeant l'arrêt immédiat et inconditionnel des trois usines aurifères utilisant le cyanure à Merifein, Oum Kedada et Meridein.

22 novembre, des déplacés du camps de Sortoni à Kabkabiya (État du Nord Darfour) manifestent devant la mission de la MINUAD pour protester contre l'interdiction faite par des milices armées aux propriétaires des camions-citernes d'apporter de l'eau des puits de Kobe situés à 5 kilomètres du camp qui n'avait plus d'eau.

27 novembre, suite au décès de 36 personnes dans l'explosion la veille d'un camion de combustibles à Fadasi (gouvernorat d'Al Jazira) dont 11 enfants et 51 blessés, la population manifeste et coupe la route Khartoum/Sbah pour protester contre le retard des pompiers. Le camion appartenait à une société éthiopienne. Les maisons environnantes ont pris feu. L'hôpital de Ouad Madani a reçu environ 20 enfants dont 11 sont morts.

2017

15 janvier, des habitants de Sebu (État du Nord), rejettent une décision du gouverneur pour former un comité technique qui étudiera l'impact d'une nouvelle entreprise d'extraction d'or à Dalgo. Le Comité populaire pour la protection de l'environnement (CPPE) reste contre la construction de toute extraction d'or qui utilise le cyanure et sillonne la région avec des mégaphones, rejetant la proposition du gouverneur et exigeant un arrêt immédiat de la construction de l'usine et l'annulation de sa licence. Il appelle à des manifestations devant l'unité administrative de Sebou et menace de bloquer la route Halfa-El Saleem si les travaux de construction continuent. Le comité des jeunes contre les barrages de Dal et Kajbar et l'Union des Étudiants de l'Université de Nubie mettent en garde contre les dangers de l'utilisation du cyanure sur la vie humaine et animale. Le 16, après quatre jours de manifestation des populations de Sabu, Geddi, Fareig, Mashakeila Nauri, Charfakad, Kabbadi, Gazirat Moga et Gazira Narnarti, qui rejettent les propositions d'«enquête» formulées par le gouverneur et refusent d'envoyer leurs enfants à l'école, le gouverneur fait machine arrière et retire la licence d'exploitation de la nouvelle entreprise de Dalgo. Le 17, le gouverneur, Awad Ali, retire le permis à la société minière. Le CPPE se félicite de la décision du gouverneur.

15 janvier, manifestations à Bajun (État du sud Kordofan) contre une mine d'or utilisant du cyanure.

17 janvier, les habitants d'Abou Sarah (Etat du Nord), manifestent pour la délocalisation de l'entreprise aurifère turque TAHE International Metal Mining.Inc.

28 janvier, El Mahi Al Faki, Al Sadig Yagoub, Ahmed Boha et Khaled Madibo sont interpellés par le

NISS au marché de Al Hajez à Al Goz alors qu'ils informaient la population sur les dangers du cyanure et relâchés le lendemain après un interrogatoire.

9 février, des centaines de résidents de Kologi (localité de Talodi, État du Sud Kordofan) protestent devant le siège de la localité et le bureau de sécurité contre une usine aurifère qui utilise du cyanure. Le commissaire de Kalogi, Hassan Ahmad Badawi, répond immédiatement à leurs demandes de fermeture de l'usine aurifère. Un groupe de manifestants va à l'usine d'El Humeit pour transmettre la décision du comité local de sécurité de fermer le complexe et loue le rôle de l'administration et celui des résidents de Kalogi pour presser la fermeture. Le 25, les manifestations reprennent contre l'usine d'El Hadaf Company. Les manifestants lui donnent 72 heures pour fermer. A l'expiration du délai, des jeunes manifestent et mettent le feu aux équipements et aux véhicules, entraînant l'incendie du site et contraignant les ouvriers à fuir. Deux manifestants sont blessés lors de l'intervention des forces de police chargée de la protection de l'entreprise d'Al Tagola.

16 février, des militants portent plainte à Port Soudan contre l'utilisation de chlore périmé pour stériliser l'eau potable et les tuyauteries depuis neuf ans.

26 février :

- le président de la commission de l'énergie au Parlement annonce la création d'un atelier élargi sur les responsabilités sociales et environnementales, avec les ministères de la Santé, de l'Environnement, du Tourisme, l'Électricité, du Pétrole et de l'Énergie suite aux plaintes quotidiennes de citoyens contre les sociétés aurifères

- la population de la zone de Santrouk dans le gouvernorat d'Al Gedaref proteste contre un projet qui les prive de terres agricoles et de pêche.

18 février, les jeunes d'Abu Jubeiha (État du Sud Kordofan) donnent trois jours au délégué de la localité pour fermer l'usine d'extraction aurifère de Mardan qui utilise le cyanure.

26 février, des résidents du Kordofan, du Darfour-Est et de l'État de la Mer rouge déposent de nouvelles plaintes auprès du Parlement contre l'utilisation de mercure, de cyanure et autres substances nocives dans les domaines aurifère et pétrolier. Le député indépendant Bakri Salamah avertit d'une escalade dans le Kordofan Sud où les habitants ont brûlé des parties d'une entreprise, dit que la population n'a plus confiance dans le wali, Aïssa Adam, et demande son éviction.

19 mars, les habitants de Sodari (État du Nord Kordofan) manifestent contre l'usage du cyanure dans l'extraction de l'or. 3 avril, les habitants manifestent. Banderole : « Ensemble pour un environnement propre sur la terre des Nubiens. Non au cyanure, non aux entreprises de la mort et de la destruction ». Ils remettent un mémorandum au commissaire de Sodari demandant la fermeture du site de cyanuration de l'or dans la localité dans les 72 heures. Ils craignent la pollution des sources d'eau. Les militants condamnent le manque de développement dans le Nord Kordofan, et à Sodari en particulier. Les revenus des ressources disparaissent dans les poches des grands commerçants et des fonctionnaires. La police de Sodari (Nord Kordofan) a détenu un membre du conseil central du Parti du Congrès et un membre du comité de l'environnement, Tahani Mohammad Shouna, pendant neuf heures à l'issue des manifestations anti cyanure.

30 mars, Ibrahim Naima est conduit au NISS d'Abu Jubeiha, après que les autorités aient trouvé une déclaration appelant à la résistance armée contre des usines d'or dans la région du nord Kordofan. Naima déclare qu'il n'est pas impliqué dans la déclaration et est libéré. Le ministère des métaux a envoyé 190 policiers pour protéger les installations à Abu Jubeiha et Kologi. Dans Kologi, de nombreuses foules se sont encore rassemblées aux portes.

9 avril, le ministre des Mines affirme que 90 % des opérations d'extraction d'or en Afrique, Amérique, Chine, Australie et Canada utilisent le cyanure.

10 avril, des jeunes d'Ed Daein (État du Darfour Est) manifestent contre l'augmentation de 100 % des tarifs de l'eau..

2 mai, Al Karori, ministre des Mines, plaide pour l'utilisation de produits sûrs dans les opérations minières et conformant la réglementation aux normes internationales : « Il y a 361 entreprises minières enregistrées, toutes utilisent le cyanure ». Il plaide pour s'inspirer de l'expérience pionnière de pays qui utilisent le cyanure et l'atelier où il plaidait « Alternatives au mercure et au cyanure dans le processus minier » a conclu qu'une loi doit être promulguée pour mettre en œuvre un plan national pour la réduction de l'utilisation du mercure et la recherche de solutions de rechange sûres.

19 mai, des habitants de Mahas et Sukut manifestent à Humeid (localité de Wadi Halfa, État du Nord) contre l'implantation de deux usines d'extraction aurifère utilisant le cyanure et plantent une tente à 400 m de l'une d'elles, détenue par Al Hasour Mining Company, fondée à Khartoum en 2012. 4 juillet, des habitants de Himeid manifestent à l'appel du comité des 5 parties (villages d'El Sukout) contre Al Hasour Mining Company. Les manifestants venant de Khartoum doivent rebrousser chemin. La police disperse la manifestation.

4 juillet, le comité international pour sauver les Nubiens et contre les barrages publie un communiqué contre l'utilisation du cyanure dans l'extraction de l'or.

7 juillet, des habitants d'El Nayim de Um Keddada donnent au gouverneur du Darfour-Nord trois jours pour retirer une usine aurifère qui sera établie près d'un village. Elle a obtenu une licence des autorités de l'État. Les machines de l'usine, prévues à Um Gozein, à 30 km au nord d'El Nayim, sont arrivées et le cyanure a été stocké au centre du marché du village, sans mesures de sécurité. Le directeur administratif local nie qu'il utilise le cyanure. L'usine au nord d'El Nayim fonctionne depuis trois mois, après avoir opéré dans le sud du Kordofan d'où elle a été chassée.

8 juillet, deux personnes sont tuées et sept autres blessées dans un affrontement entre pro et anti extraction de l'or avec usage du cyanure à Merifein, au sud d'Abu Jubeiha (État du sud Kordofan). Ahmad Mukhtar, secrétaire général du Comité national pour la protection de l'environnement du Sud Kordofan, tient le gouverneur et le commissaire d'Abu Jubeiha pour responsables de la santé des habitants de Merifein et appelle à régler la question par des moyens pacifiques.

9 juillet, des dizaines de femmes d'El Mirghaniya et El Matar (État de la Mer Rouge) manifestent à Port Soudan manifestent contre les coupures répétées et prolongées de la distribution d'eau. Les manifestantes bloquent la route principale menant aux deux districts avec des pierres. Elles exigent le licenciement du directeur de la Port Sudan Water Corporation pour avoir échoué à résoudre la crise de l'eau pendant plus de trois mois. La manifestation dure deux heures jusqu'à ce que des membres de l'Administration populaire de la ville leur promettent de porter l'affaire au gouvernorat.

21 juillet, Nizzar Sabouna, militant anti cyanure, est convoqué par le NISS à Abri (État du Nord) pour avoir exhorté les parents à ne pas envoyer leurs enfants à l'école pour protester contre l'usage du cyanure.

23 juillet, 27 résidents d'Atbara et de Setit (État du Soudan oriental) sont arrêtés par le NISS dans leurs fermes au prétexte que ces dernières ont été confisquées par le ministère de l'Électricité pour le barrage de Merowe. Ils sont détenus dans la prison d'El Gedaref et leurs proches ne sont pas autorisés à leur rendre visite.

30 juillet, des militants de l'État du Nil Blanc commémorent le dixième anniversaire des événements sanglants qui avaient vu quatre tués et vingt trois blessés lorsque des habitants d'El Gutheina avaient manifesté contre l'expulsion de leurs terres par la White Nile Sugar Company. Les autorités avaient promis alors des compensations aux personnes expulsées. Ils dénoncent l'immunité des policiers et exigent que l'affaire soient exhumée.

29 août, 500 palmiers brûlent dans l'île de Saï, dans la zone de Morka (État du Nord Kordofan), soit les palmiers restants après les précédents incendies, d'origine criminelle.

9 septembre :

- des citoyens d'Oued Madani (gouvernorat d'Algazirah) se plaignent des immondices accumulés qui se mélangent à l'eau de pluie, entraînant des maladies et exigent l'intervention du gouverneur.
- les habitants, hommes femmes et enfants de la cité de l'aéroport et de la cité Almirghania à Port Soudan coupent les routes et manifestent contre les coupures d'eau.

19 octobre, des habitants de la région d'El Marakh, du village de Jabrat El Sheikh (État du Nord Kordofan) remettent un mémorandum au Gouverneur, aux ministres fédéraux de la Santé et des Minéraux et aux autorités locales pour demander le démantèlement de l'usine aurifère établie dans la zone. Ahmed Khater, Secrétaire général du comité national de défense de l'environnement, dit que le mémorandum présenté par les chefs des comités populaires, représentants de la jeunesse et notables de la tribu Kababish traite des effets négatifs des usines d'extraction d'or sur l'environnement et prévient contre les dommages prévisibles sur la production agricole, en raison de sa proximité des sources et des terres, indique que l'usine consommera beaucoup d'eau de puits de surface ce qui menacera la région de sécheresse.

20 octobre, le commissaire de Kadugli (État du Sud Kordofan) décrète l'Etat d'urgence. Il ordonne la fermeture des écoles de la ville et arrête les générateurs qui fournissent également l'électricité aux résidents. Il affecte huit fonctionnaires de la région à la capitale de l'Etat, Kadugli, afin de persuader les compagnies minières de venir travailler dans la région. Ces sociétés appartiennent généralement à des membres influents du PCN au pouvoir. 12 novembre et jours suivants, manifestations anti-cyanure à Kalogi. Après la prière du vendredi 17, des centaines de manifestants brûlent la maison du commissaire de Kalogi et des habitations. La police tire sur un étudiant qui décède à l'hôpital d'Abu Jubeiha. La manifestation part quand des douzaines d'habitants de El Tirtir et El Tadamon se rassemblent pour une veillée devant la maison du commissaire. La délégation de la Sudanese Company for Mining tient un symposium à ce moment là. Ahmed Mokhtar, Secrétaire général du comité national pour la protection de l'environnement, affirme que ce symposium veut persuader les habitants d'autoriser les compagnies minières. Les habitants de Tirtir refusent et manifestent. La délégation de la Company doit partir. Khalid Abdallah, Salim El Fadil, Hussein Ali Saleh et Khalid Sambo sont arrêtés et accusés d'avoir incité aux manifestations et emprisonnés à Kadugli. Deux responsables de la délégation, Abdallah Luka et El Toam sont démis de leur fonction dans l'attente d'une enquête pour leur rôle présumé dans la manifestation. Les détenus n'ont pas droit aux visites.

24 octobre, les habitants des quartiers « 100 », « 62 », « 63 » et « 74 » à Khartoum exigent le déplacement du dépôt d'ordures polluant.

4 novembre, La compagnie minière Leha cesse ses opérations dans la région de Baloula (État du sud Kordofan) après que des hommes armés aient ouvert le feu lors de deux attaques distinctes sur les lieux de travail de l'entreprise. Aucune victime n'est été signalée, mais tous les travailleurs ont fuit le site. La fusillade a été précédée d'un incident similaire au siège de la compagnie.

26 novembre, des habitants de Mezroub (Bara, État du Nord Kordofan) manifestent pour l'eau potable, celle des puits creusés il y a des décennies par les habitants étant polluée. Slogan : « Eau, santé, routes ».

11 décembre, manifestation contre l'activité minière aurifère à Wadi Al Allagui ; Osman Al Baker est convoqué par la police de Port Soudan. On interdit à l'activiste et aux habitants de Wadi Allagui de faire des déclarations ou d'écrire dans les médias sociaux au sujet des abus commis dans les mines et il est relâché. Mais la tribu des Bishareen continue de manifester. Le 17, lui-même et Hashim Ali,

militant contre la mine d'Um Risharish de Wadi Allagui, sont arrêtés par le NISS de Port Soudan pour leur activisme anti cyanure, détenus incommunicado et transférés à Khartoum.

SYRIE

24 mars 2015, l'association des « Créateurs du sourire » du camp d'Atma à la frontière turque, ouvert depuis 2014, lancent la campagne « Vos dons les guérissent » pour les enfants, touchés par la pollution de l'eau et atteints de maladies de peau, leishmaniose, eczéma et mycoses. (absence d'égouts, accumulation d'ordures). Janvier 2016, (Ankara a fermé le point de passage en 2015) la population des camps (60 000 personnes) manifeste contre la dégradation de leurs conditions de vie. Selon l'association Al Boustan, et le rassemblement « Travaillons ensemble à Atma », il y a 11 000 familles, des maladies, inondations, noyades, augmentation des habitants suite aux bombardements russes, chaleur, pollution, leishmaniose en été (enfants) en raison de la pollution, rupture du stock de lait. Le camp comprend 54 camps, d'où des différences d'approvisionnement ou d'aides. A Yamama Alghab, il n'y a pas d'égouts, il faut acheter la tente et louer l'emplacement.

29 mai 2016, les habitants victimes du blocus à Al Houla (banlieue de Homs) n'ont plus d'eau potable. Chaleur, maladies, hépatite A, toux aiguë, vers intestinaux. Les puits artésiens ont été bombardés. Recours à l'achat d'eau à 500 livres le mètre cube. Ce sont les enfants qui portent l'eau. Le conseil du gouvernorat avec le conseil révolutionnaire de Al Houla prend en charge la remise en état de quatre puits dans le cadre de la campagne « Pour vous » et fournir le diesel gratuitement pour résoudre la crise mais la crise ne sera pas résolue sans produits stérilisants.

TERRITOIRES OCCUPES

2015

1 septembre, des habitants d'Anabta, Kafr Ruman, Bazariya, Ramin, Burqa et Sebastia (région de Wadi Chaïr) entre Tulkarem et Naplouse, manifestent avec des élus municipaux, des représentants des factions, l'ASTM, devant le siège du conseil des ministres à Ramallah pour protester contre l'implantation d'une usine de ciment de SANAD qui relève du fonds d'investissement palestinien, qui polluera les terres agricoles et menacera leur santé. Banderole : « Notre terre, notre air, notre environnement, non à l'implantation des usines de la mort sur nos terres agricoles » Pancartes : « Mets l'usine chez toi, pas chez nous », « C'est ma terre, ce sont mes oliviers, dégage ! ».

2016

16 mai, des habitants de Qalansawe et Taïbe manifestent à l'appel du comité de l'environnement, constitué pour lutter contre les ordures, devant le dépôt d'ordures de Sharonim à l'ouest de Taïbe et exigent sa fermeture : « Non à la fabrique de la mort », « Notre vie ». Les cas de cancer sont en augmentation. Des membres de la municipalité et des militants politiques y participent : Issam Taya, Souha Daamoun et Youssef Sharif, membre du Comité de l'environnement. Selon Naghm Nasrallah, militante : « C'est pire que l'occupation, cela tue les citoyens lentement sans qu'ils le sachent ». 15 novembre, le maire de Qalansawe, appelle à manifester contre les ordures, suite à des plaintes de la partie est de la ville. Il a contacté le ministère de la Santé et a invité un délégué du ministère de l'Environnement à venir visiter les lieux. Nuages et odeurs pestilentielles. En vain, aussi il appelle à une manifestation et à une réunion en présence des médias. Le 26, manifestation à Qalansawe et Taybe qui en appelle à des solutions immédiates et non à des attermoissements face au problème des ordures en application de la loi sur l'environnement en vigueur.

La population du camp de Al Duheishah, sous responsabilité de l'UNRWA, manifeste contre la pollution depuis trois semaines de l'eau potable, coupe la route Hébron/Jérusalem. La pollution, découverte dans le quartier d'Al Oualja, s'est étendue à aux autres quartiers. Le communiqué des forces politiques et du Comité populaire, exige le remplacement du réseau d'eau, appel adressé à Mahmoud Abbas et Salem Fayyad.

Du 9 au 13 juillet, plus d'eau depuis 40 jours à Al Khader près d'Artas, où les habitants manifestent. Slogan : « Nous voulons de l'eau ». Le gouverneur de Bethléem accepte de recevoir les manifestants et leur promet que l'eau arrivera le 11, mais cela n'a pas été le cas, d'où la reprise des manifestations. Ils doivent acheter l'eau.

26 septembre, la population des villages de Baït Lid, Kur-Est et Safarin à Tulkarem s'oppose aux carrières de pierres qui détruisent leurs terres, leurs oliviers qui produisaient de l'huile. Pancartes : « Non à la destruction de l'environnement », « Non à la destruction des ressources naturelles », « Ne me laissez pas mourir à cause de la poussière des carrières », « Non à la carrière de la mort à Kur », « Protégez les humains et les arbres de la pollution et de la poussière ». Cas d'insuffisance rénale ; chaque vendredi, ils vont devant le conseil, organisent pour la première fois une manifestation à Ramallah, mais les fonctionnaires ferment les portes. ils considèrent la carrière comme un premier pas de l'occupation ; elle utilise des explosifs qui menacent les vestiges historiques. La manifestation est organisée par le Secours agricole palestinien, la société civile et les municipalités, part de Bait Lid et se termine à la carrière. Présence d'Hassen Khricha, membre du Conseil National Palestinien, qui appelle les ministères à retirer les autorisations à ces carrières.

2017

5 avril, manifestation de jeunes de Tar'an à Jérusalem, accompagnés de fonctionnaires de la commission santé de la municipalité, pour fermer l'entrée de la carrière pour empêcher la poussière et la pollution, surtout dans le quartier est. Ils bloquent l'entrée des camions avec des voitures et obligent à cesser l'activité. La veille, ils avaient manifesté à Jérusalem devant le bureau de la planification et du bâtiment pour protester contre l'extension de la carrière.

3 juin, des habitants de Deir Al Asad et Bi'ne en Galilée manifestent devant la compagnie des eaux à Sakhnine car l'eau est impropre à la consommation depuis deux semaines. Ils incriminent la Compagnie des eaux de Galilée et la Mekorot. 12 août, la population manifeste devant les bureaux de la société des eaux de Galilée à l'appel du Comité populaire contre la pollution de l'eau et exige de ne pas payer les factures des quatre mois passés. Pancartes : « L'exemption est un droit, la société des eaux de Galilée doit accepter », « Notre prochain combat sera que l'administration de la société des eaux soit dissoute et revienne à l'autorité locale », « A la société des eaux de payer les préjudices », « Que la société des eaux dégage de notre village ». Ils appellent le conseil local à la solidarité. 3 novembre, la compagnie des eaux de Galilée annonce une baisse rétroactive des factures d'eau en compensation des préjudices.

14 août, les habitants de Jadeidi Makr, manifestent devant le siège de la société d'eau Al Aïn, à Kafr Yasif, en raison de la couleur brune de l'eau potable.

29 août, des jeunes manifestent à Beith Kahel (nord ouest d'Hébron) contre l'autorisation donnée à une usine de béton (partenariat turc) de s'implanter dans la zone protégée de Wadi Al Qaf et Hassaka et s'étonnent que les ministres palestiniens donnent leur aval alors que les ministres de l'agriculture et du tourisme et l'autorité de l'environnement ont décidé d'y créer un parc national.

20 novembre, les lycéens de Bezaia (nord ouest de Naplouse) manifestent, font la grève des cours et brûlent des pneus pour protester contre les explosions d'une carrière voisine qui ont endommagé

leur lycée.

Nombreux éco-projets en Cisjordanie : Bilin (Ramallah) : parc naturel et éco-ferme de Om Sleiman, arboretum Mashjar Juthour d'Ein Qinya. Tulkarem : Hakoritna, exploitation avec système aquaponique, parc écologique. Jinsafut : deux écoles équipées de panneaux solaires, Aqqaba : première école entièrement écologique.

TUNISIE

2015

13 avril, des habitants de Sbitate (gouvernorat de Kasserine) manifestent contre la pollution de l'oued Sbiba, ayant entraîné des cas d'hépatite A chez des personnes âgées et la mort d'un lycéen de 13 ans à l'hôpital régional.

18 avril, des pêcheurs de Teboulba (gouvernorat de Monastir) manifestent contre la pollution du port où se déversent les eaux usées. L'UL de l'agriculture fait porter la responsabilité à l'ONAS.

Juin, le mouvement Stop Pollution participe au FSM à Tunis et reconduit l'organisation de la marche et du forum le 5 juin comme les années précédentes à Gabès.

5 juin, des habitants de Chanchou (gouvernorat de Gabès) coupent la route Gabès/Al Hamma pour protester contre le manque d'eau potable et d'eau d'irrigation pour quinze familles.

16 juin, manifestation contre la pollution de la briqueterie de Qalaa Sghira (gouvernorat de Sousse).

7 mai 2016, manifestation des habitants. Présence d'enfants porteurs de masques. Banderole de l'UL de l'Agriculture : « A cause de la fumée, les grenadiers et les oliviers sont morts ». Pancartes : « Stop pollution », « Ministre de l'industrie, fais appliquer la loi à Qalaa », « Les enfants de Qalaa crient au secours ». La coordination locale pour la protection de l'environnement a choisi de monter au créneau suite à l'inaction des autorités et du propriétaire de l'usine. La manifestation parcourt la ville et arrive devant l'usine. Des travailleurs de la briqueterie (plus de 600 y travaillent) sont massés à l'entrée pour exiger le maintien de leur emploi. Le service d'ordre organise un cordon entre les manifestants et les travailleurs. Le 10, communiqué « refusant la fermeture de la briqueterie, et exigeant des solutions pour arrêter la pollution » à Qalaa Sghira. 2 juin, manifestation organisée par les partis, les syndicats et la LTDH, s'adresse aux autorités locales pour mettre fin à la pollution qui atteint l'hôpital Sahloul à 300 m. 31 décembre, le propriétaire de la briqueterie porte plainte contre la coordination locale de protection de l'environnement pour utilisation de rapports aux informations falsifiées. 8 mai 2017, manifestation de porteurs de masques de protection, en soutien aux activistes devant le TPI de Sousse 2. Pancartes : « Non au recours à la justice », « Mon droit à un air pur est un droit constitutionnel », « Nous voulons seulement l'application de la loi : le déménagement de l'usine », « Nous avons confiance dans la justice ». 7 décembre, manifestation d'habitants et de membres de la société civile devant le ministère de l'Industrie.

21 juillet, la population de Sers proteste devant les sièges de la municipalité et de la délégation contre l'accumulation d'ordures, les fumées émises par les déchets, les moustiques dus aux eaux polluées du fleuve Tassa en dépit de la réalisation d'un canal d'épuration qui a coûté des milliards.

25 juillet, des habitants de Jerissa manifestent devant le siège de la délégation de Jerissa et participent à une réunion supervisée par le délégué de Qalaat Senan avec un représentant de la SONEDE du Kef, en raison des coupures d'eau.

31 juillet, des habitants de Maztouria (gouvernorat de Tataouine) bloquent la route Maztouria/Tataouine pour protester contre la coupure d'eau potable de cinq jours. Le bureau de la SONEDE annonce une solution.

19 août, les jeunes d'El Faouar en sit-in devant Perenco pour l'emploi. Les autorités régionales se sont engagées à créer une société de l'environnement afin de permettre aux jeunes de la zone d'y être recrutés, sur des fonds collectés auprès des compagnies pétrolières, outre des aides privées.

26 août, des habitants d'Al Alia (délégation de Haffouz) bloquent la route Kairouan/Haffouz pour protester contre la pénurie d'eau. La manifestation est dissoute et des jeunes sont arrêtés.

2016

13 janvier, Interpellation de Dalinda Louati, artiste de rue, alors qu'elle peint en face de/et contre la SIAPE (usine de transformation du phosphate) à Sfax. Des travailleurs de la SIAPE lui demandent de supprimer les photos qu'elle a prises de ses peintures appellent le directeur et la police. Elle est interrogée et relâchée. Le 14, manifestation contre le maintien de la SIAPE à Sfax. Le 23, la population de Mdhilla manifeste contre le transfert de l'usine de la SIAPE de Sfax dans la région de Mdhilla. Pancartes : « Touche pas à ma Tunisie », « Campagne vous nous étouffez », « Tu protestes pour tes droits, je suis avec toi, tu brûles et tu voles, je suis contre toi », « Dieu, protège la Tunisie et son peuple », « Pour le droit de mes enfants et le mien à un environnement propre ». Les manifestants qui revendiquent aussi le droit à l'emploi refusent que ce dernier soit conditionné par un renoncement au droit à vivre dans un environnement sain. Manifestation jeune et féminine. 22 février 2017, le collectif Yezzi « ça suffit », *sit-in* illimité pour la fermeture de la SIAPE en présence de partis politiques. La coordination de l'environnement de Sfax et de député (Choukri Yaïche, indépendant) de la circonscription manifestent devant le gouvernorat avec le slogan « Cela suffit de nous taire, laissez nos enfants vivre », contre la pollution due aux activités industrielles. Ils demandent l'arrêt immédiat de l'activité de la SIAPE, l'évacuation des déchets toxiques du phosphogypse, la mise en œuvre de l'ouverture de 5000 hectares pour des projets de développement agricole, industriels, de santé et touristiques à même de fournir des emplois, la lutte contre les pollueurs et les voleurs de la mer, la division de Sfax en trois gouvernorats, comme c'est le cas à Tunis. 2 mars, sit-in des travailleurs et cadres de la SIAPE, avec le SG/URT/UGTT pour exiger le maintien de l'activité et l'arrêt de la pollution.

26 janvier, manifestation des élèves de l'école primaire de Gargour (délégation d'Aqarib, gouvernorat de Sfax) contre la fermeture de leur école due à une épidémie d'hépatite C, suite aux coupures d'eau, pour réclamer des soins. Les parents refusent d'envoyer les enfants à l'école.

27 janvier, des composantes de la société civile et des membres de partis manifestent Place du peuple à Tataouine pour réclamer du travail et protester contre une décharge anarchique à Khecham Mariem. L'agence de gestion des déchets dit qu'ils sont déposés là provisoirement en provenance de Djerba.

Février, lancement d'une pétition en défense du Parc du Belvédère contre le PAU de Tunis prévoyant l'installation d'une voie express de quatre voies traversant le parc. Le projet est retiré.

18 février, manifestation des agriculteurs de Beqalta (gouvernorat de Monastir) pour l'eau d'irrigation.

26 février, des habitants de Rajish (gouvernorat de Mehdia) manifestent et coupent la circulation, pour exiger des solutions à la pollution terrestre et maritime, la réfection d'une route, l'élection d'un conseil municipal indépendant, la restitution des terres accaparées par des entrepreneurs qui avaient 5 ans pour réaliser des projets et n'ont rien fait, le dédommagement des pêcheurs lésés par le déversement par l'ONAS des égouts dans la mer, l'autorisation de barques à moteurs puisque les poissons sont loin de la côte, de l'eau dans les logements sociaux, du travail pour les chômeurs dans les entreprises de la ville et l'inscription d'un quota d'entre eux dans la future université.

Mars, Congrès national des mouvements sociaux avec création d'une coordination des mouvements socio-environnementaux.

Avril, participation de Stop Pollution de Gabès à la création d'une coalition tunisienne pour la justice environnementale. 5 juin, la LTDH, le groupe Stop pollution et la fondation Heinrich Boll organisent une rencontre environnementale à Gabès. 7 octobre, mobilisation internationale contre la pollution à Gabès, le lendemain de la mort d'Abdelkader Zidi, agent de la STEG, alors qu'il traversait la zone industrielle, décès dû à une fuite de gaz toxique de l'usine d'ammonitrate du GCT. Présence d'Abdeljabbar Rguigui, du BE/UGTT. Rassemblement d'hommage à Abdelkader Zidi en présence de la famille du défunt dans les locaux syndicaux. La section de l'UGTT se porte ponctuellement en soutien des actions de Stop Pollution. Fin octobre, une flottille partie du Nord de la Méditerranée pour assister à la COP 22 fait escale en Tunisie. Des membres de Stop pollution embarquent et participent à Marrakech à l'espace autogéré. Gabès est cité dans la déclaration finale. 11 février 2017, des militants de la société civile d'Oudhref manifestent devant le théâtre de Tunis contre la pollution causée par le GCT de Gabès et exigent l'arrêt du déversement des déchets du phosphogypse dans les eaux proches des zones habitées d'Oudhref. Le 12, Ils manifestent à Oudhref. Le 20, manifestation de militants de la société civile de Gabès devant le siège du gouvernorat pour exiger la fin du déversement des déchets du phosphogypse dans la mer. Le 23, manifestation à Gabès, à l'initiative de la société civile (15 associations) et de citoyens contre le déversement du phosphogypse, devant le siège du gouvernorat. Banderole « Pas de clientélisme, sinon pour Gabès, pas d'appartenance, sinon à Gabès ». Présence de députés du gouvernorat. 20 mars, manifestation à Chott Essalem contre le déversement du phosphogypse. « Sekker Lamsobb », soit « Fermez le déversement ». Drapeau tunisien, hymne national. 3 mai, Sekker Lamsobb organise le blocage des rails des trains acheminant le phosphate du bassin minier au GCT de Gabès. Le 6, des parents et des enfants bloquent la route menant à Gabès pour protester contre l'intoxication d'enfants au dioxyde de soufre en provenance du GCT. Le 8, des citoyens qui protestent à Bouchemma contre la pollution et les émanations toxiques du GCT renvoient le gouverneur venu discuter avec eux. Leurs revendications : la fermeture de l'usine du GCT, le recrutement de milliers de jeunes de leur localité dans les usines de la zone, le versement de sommes pour la caisse de développement local et le dédommagement des agriculteurs dont les palmeraies ont souffert de la pollution. Le 11, grève générale à Bouchemma pour protester contre la pollution. Entreprises et commerces fermés. Cas d'asphyxie chez les élèves en raison de l'émission du dioxyde de soufre du GCT. Les femmes insistent pour continuer la grève jusqu'à 18 heures et non en milieu de journée comme prévu. Banderoles : « Où est l'article 45 de la constitution ? », « Où est l'hôpital universitaire ? », « Où sont les droits des citoyens ? » 5 juin, déversement symbolique de phosphogypse devant le siège du GCT. Manifestation réclamant la suspension du déversement du phosphogypse et le droit à un environnement sain. Le 28, sit-in contre la pollution du GCT à Gabès qui dure depuis le 6 mai pour le droit à l'environnement et le droit à l'emploi. Les activités de la compagnie autrichienne OMV à Gabes sont suspendues. Les travailleurs de l'entreprise rejoignent au sit-in. Le 29, Youssef Chahed s'engage à mettre fin à la pollution industrielle en stoppant intégralement le déversement du phosphogypse dans la mer, selon un calendrier prédéterminé. Les unités de production contaminées seront démantelées et installées dans une zone industrielle loin des habitations, le tout d'ici huit ans et demi. Un comité national incluant la société civiles sera créé. Le 30, grève générale prévue, menace de bloquer le déversement, de fermer tout le complexe industriel, comme ils l'ont fait en 2013, avec le soutien des associations et collectifs locaux ; c'est la date butoir donnée au GCT (4^e entreprise nationale) pour cesser de rejeter le phosphogypse dans la mer. 200 000 personnes vivent de l'industrie du phosphate. Il existe aussi un projet à Sra Ouertane d'exploiter une mine de phosphate, qui contient de l'uranium utilisé dans l'industrie nucléaire. La marche prévue de Sekker Lamsobb (soit une vingtaine d'associations) à Chott Salem est maintenue car ils veulent une solution immédiate. L'UGTT pense que ça va dans le bon sens et veut que les travailleurs soient protégés. 5 juillet, manifestation nocturne pour refuser les rejets de phosphogypse et rappeler le droit des

populations à un environnement sain.

7 avril, la société civile et les habitants de Kasserine tirent la sonnette l'alarme sur le danger des eaux usées de la Société nationale de cellulose et de papiers d'Alfa et de l'ONAS. Rapport de l'association : plaintes des habitants de la cité Khadra.

7 avril, des agriculteurs et éleveurs de bétail de Oued Chergui (délégation de Fernana) manifestent pour protester contre la pénurie de l'eau d'irrigation, due aux travaux du barrage de Brira.

2 mai :

- appel au secours des femmes d'Essagui (délégation de Mdhilla) qui n'ont ni eau potable, ni électricité, ni dispensaire ; les hommes sont au chômage.
- des habitants de Menzel Bourguiba (gouvernorat de Bizerte) manifestent contre la pollution due au transport de la poudre de charbon de pétrole par poids lourds, déversée dans la ville, et exigent l'interdiction de la traversée de la ville et son nettoyage.

6 mai, Makram Boukadi, Président de l'Association de la protection de l'oasis de Tozeur, refuse d'être une copie des villes du bassin minier après la découverte d'un gisement de phosphate par la CPG.

18 mai, 17 techniciens du GCT de Mdhilla sont brûlés à l'acide sulfurique, l'usine était en arrêt technique pour maintenance. Les blessés n'ont été admis dans les hôpitaux que le lendemain vers 10h. L'hôpital de Gafsa n'étant pas équipé pour traiter d'accident de cette gravité, ils sont transférés à Ben Arous. L'usine est spécialisée dans la fabrication du tri-poli-phosphate de soude. Elle emploie 737 personnes exposées aux risques de brûlures cutanées et d'intoxications respiratoires. Pourquoi pas de transport aérien des blessés ? Suspension de la production de l'acide phosphorique et du triphosphate à l'usine de Mdhilla, faute de stocks, en rupture due aux mouvements sociaux, grèves et sit-in qui paralysent la production de phosphates dans le bassin minier depuis des semaines. 3 septembre, reprise de la production du phosphate après une paralysie de 5 mois. Les employés reprennent le travail après la levée du sit-in observé depuis avril par des habitants de la délégation à cause d'un conflit à caractère foncier.

2 juin, les habitants de la cité Ryadh à Bouficha coupent la route principale pour protester contre la pollution due aux gaz produits par l'usine d'aluminium. Délai de 25 jours donné au patron. Dossier transmis au ministère de la santé ; l'usine emploie 35 personnes.

8 juin, des habitants de Bir Chaaba (gouvernorat de Sfax) bloquent la route Al Hencha/Sfax pour protester contre les coupures d'eau potable.

14 juin, des habitants d'Ouled Issaoui (Om Larayess, gouvernorat de Gafsa) bloquent la route pour protester contre les coupures d'eau potable et menacent de bloquer la production de phosphate.

11 juillet :

- des habitants de la délégation de Balta Bouaoune (gouvernorat de Jendouba) coupent la route de Jendouba pendant deux heures pour exiger de l'eau.
- des habitants de Kesra (Siliana) bloquent la route le Kef/Kairouan pour protester contre la coupure d'eau potable depuis plus d'un mois.
- des habitants coupent la route Kairouan/Siliana dans la région de Zribet Sidi Morched (gouvernorat de Siliana) pour protester contre la coupure d'eau potable.

13 juillet, des manifestants coupent la route dans la région d'Al Hamra (délégation de Tibar, gouvernorat de Béja) pour protester contre la coupure d'eau potable. La garde nationale intervient.

21 juillet, les habitants de Bdoura (Sidi Hrich, gouvernorat de Gabès) bloquent la route pour

dénoncer l'absence de service de relève des poubelles et la marginalisation.

23 juillet, des habitants de Sousse coupent la route de Tunis au niveau de l'entrée de Sidi Bou Ali pour protester contre les coupures d'eau potable.

2 août, des habitants de la délégation de Ghannouch (gouvernorat de Gabès) manifestent contre la crise sanitaire et la propagation des épidémies, devant le siège du gouvernorat. Il n'y a pas d'hôpital.

8 août :

- les habitants d'Oued Ghrib (gouvernorat de Jendouba) bloquent la route Jendouba/Tabarka pour protester contre le manque d'eau depuis le début de l'été.
- manifestations pour l'eau potable à Beja et Jendouba. Les habitants de Bousalem manifestent devant le siège de la SONEDE. Pancarte : « Gouvernement de l'insulte, rends nous notre eau ».

14 août, des habitants du quartier Ennasser (délégation de Mornaguia, gouvernorat de Mannouba) bloquent la route Mejez Al Bab-Tunis pour protester contre le goût de l'eau potable.

7 septembre, appel à la grève générale à Fernana, le 9, les habitants coupent la route n°17 Jendouba/Tabarka. Le 12, tentative d'invasion de la station de distribution d'eau d'irrigation de Jantoura qui pompe l'eau du barrage Bouhartma vers plusieurs régions. Privée d'eau potable, la ville est depuis plusieurs jours paralysée, la tension monte après le décès du jeune Wissem Nasri qui s'est immolé par le feu après une dispute avec les services administratifs de la municipalité ; le délégué et le secrétaire général de la municipalité sont démis de leurs fonctions le 16.

9 septembre, des habitants d'El Maghraouia (délégation de Sidi Makhlouf, gouvernorat de Médenine) coupent la route Mareth et Al Jorf pour protester contre la coupure d'eau depuis mai, qui affecte 300 familles et bloquent la route menant aux bacs de l'île de Djerba.

10 septembre, la population de Oued Ghar (gouvernorat de Tataouine) proteste contre la pollution et le bruit venant des usines de plâtre. L'administration de l'une d'elles répond que le dynamitage est conforme aux normes, que le bruit a été suspendu et qu'un système de filtration anti poussière par arrosage a été mis en place, mais reconnaît qu'il n'est pas efficace complètement. Les manifestants s'en plaignent depuis dix ans d'allergies et d'insuffisances respiratoires. La terre est incultivable. 19 avril 2017, accord trouvé entre les protestataires et les usines de plâtre.

15 septembre, des manifestants bloquent la RN à Bouficha (gouvernorat de Sousse) pour protester contre la pollution due aux usines d'aluminium et l'indifférence des autorités locales à leurs revendications.

1^{er} octobre, des diplômés au chômage bloquent la production de phosphate à Metlaoui, un mois après un mouvement similaire. Ils bloquent les bus de transport des ouvriers et les camions de phosphate, après l'échec des négociations mercredi au ministère de l'Énergie et des Mines.

10 octobre, des agriculteurs de Bembla (gouvernorat de Monastir) poursuivent leur mouvement contre la coupure d'eau d'irrigation en bloquant le carrefour des routes Sousse/Mehdia et Monastir/Jamel avec tracteurs et pierres.

1^{er} novembre, des habitants d'Henchir Hached coupent la route Mateur/ Ghezala pour exiger de l'eau potable.

5 décembre, reportage sur une mobilisation des habitants et d'une association (ADES) à Errakha (gouvernorat de Jendouba) pour restaurer des points d'eau, dynamiser l'agriculture et éviter l'émigration des agriculteurs.

11 décembre, la LTDH et l'UGTT se rassemblent en mettant à l'honneur l'environnement à

l'occasion de la journée de la DDUH.

2017

2 janvier, des habitants de la délégation de Sejnane (gouvernorat de Bizerte) manifestent en présence d'associations et de l'UL/UGTT devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable, coupée depuis plus d'un an et se rendent au siège de la SONEDE.

17 janvier, manifestation d'agriculteurs de Beqalta (gouvernorat de Monastir), pneus brûlés, pour réclamer de l'eau d'irrigation.

8 février, les médecins du public et du privé sont en grève et manifestent pour leurs conditions de travail. Parmi la liste de leurs revendications : l'arrêt des coupures d'eau.

10 février :

- Bir Ali Ben Khelifa (gouvernorat de Sfax) manifestation d'habitants organisée par les syndicats de la santé et de l'éducation, pour le développement et l'exploitation d'un hôpital régional, après le décès (le second) d'une élève de sixième année primaire à l'hôpital Hédi Chaker à Sfax, d'une inflammation du foie due à un virus, qui touche beaucoup d'élèves, en raison de la pollution de l'eau potable. Des cadres médicaux et des élèves y participent. Ils bloquent la RN 2 Bir Ali Ben Khelifa/Sfax et brûlent des pneus. Les cours sont suspendus dans divers établissements scolaires de la délégation. Le 13, grève générale dans le secteur de l'éducation et de la santé à l'appel de l'UGTT. Et les habitants ont menacé d'une grève générale.

- à Redeyef (gouvernorat de Gafsa) blocage des routes pour empêcher les camions de phosphate de passer, sit-in devant les sièges de la municipalité, de la délégation et de la SONEDE pour protester contre le manque d'eau. Marche de la société civile de la région et annonce d'une grève générale. Après des mouvements de protestation pendant deux ans, grève générale prévue le 16 mars pour protester contre le manque d'eau et la soif, décidée par les syndicats de base de l'URT/UGTT, l'UTICA et la campagne « mutakhlisich alma' » le 2 mars. Elle est annulée le 14, après les sit-in et les manifestations devant les bureaux de la SONEDE et le siège du Gouvernorat en échange de concertations suivies de promesses de la CPG de construire de nouveaux puits et de les alimenter, de procéder à des travaux de forage et de conduites et d'utiliser les ressources en eaux de la CPG pour pallier au manque. La CPG gaspille l'eau pour laver le phosphate et pollue en retour les terres de ses déchets. Le peu d'eau qui arrive sert à laver les maisons ou les habits et elle est polluée. La population d'Al Amaïdiyya, qui souffre le plus de la soif, n'est pas convaincue par ces promesses considérées comme des manœuvres. Forte concentration en fluor de l'eau, qui intoxique l'émail des dents (fluorose dentaire), harcèlement sécuritaire du dentiste qui a parlé du problème. Radio activité des déchets phosphatés, contamination de la nappe phréatique, l'extraction se fait à la dynamite : nuages de poussière. Protestations récurrentes contre le chômage, l'Etat et la CPG accordent des emplois fictifs, mais rien ne change en profondeur.

11 mars, des habitants de Sidi Madhkour (délégation d'Al Houariya, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route pour protester contre la pollution à Ouadi Al Kara, émise par trois usines (transformation des tomates, huilerie). Pollution des eaux potables, de la terre. Enfants malades.

21 février, manifestation des habitants de la cité Elmuhiyer (délégation de Kelibia, gouvernorat de Nabeul) pour réclamer de l'eau potable.

28 mars, les habitants de Sakiet Sidi Youssef manifestent contre les coupures d'eau potable.

21 avril, tensions à la Skhira et Gargour (délégation d'Agareb) mouvement social renforcé par la situation environnementale des deux régions victimes des émissions polluantes provenant de l'usine de gaz à Gargour et des industries pétrolières à la Skhira. Les chômeurs de Gargour bloquent la route entre les gouvernorats de Sfax et Gabès.

Avril, Tunis, premier rassemblement spontané de Revolution by bike, 20 personnes.

10 avril, publication du décret N°433 au JO, qui condamne à une amende de 40 dinars tout jet d'ordures, de déchets ménagers, d'immondices divers (mégots) dans les zones publiques et privées.

17 avril, des habitants des quartiers de Zemzemi et Boulkabach construits sans autorisation après la révolution (délégation de Douar Hicher, gouvernorat de Mannouba) coupent la route « shnowa » entre les délégations de Oued Ellil et Al Basatin à Mnihla (gouvernorat de l'Ariana) pour exiger de l'eau potable.

19 avril, manifestation des habitants de Hassi Médenine devant le siège du gouvernorat pour protester contre le déversement des égouts dans leur zone.

Mai, second rassemblement de Revolution by bike, 200 personnes.

6 mai, manifestation de chômeurs pour l'emploi et le développement à Al Hama (gouvernorat de Gabes).

1^{er} juin :

- pétition des habitants de Madoura (Hammam Sayala, délégation de Beja Sud) adressée aux autorités régionales pour avoir accès à une eau potable non polluée.
- des manifestants bloquent la circulation et la production de phosphate à Mdhilla (gouvernorat de Gafsa) pour protester contre la pénurie d'eau potable à Mdhilla et Borj El Akerma. 24 juillet, des habitants ferment la délégation de Mdhilla pour protester contre le manque d'eau depuis plus de trois ans. 7 septembre, un communiqué du syndicat de base de l'enseignement secondaire de Mdhilla exige de l'eau dans tous les établissements scolaires pour la rentrée.

26 juin, Route bloquée entre Sidi Smaïl et la délégation de Tibar (gouvernorat de Beja) par les citoyens, pour protester contre l'absence d'eau potable depuis plus de deux semaines.

27 juin, des habitants de la délégation de Menzel Chaker (gouvernorat de Sfax) coupent la route au niveau d'Al Awabed pour protester contre la coupure d'eau depuis 10 jours, brûlent des pneus et exigent intervention du gouverneur de Sfax.

29 juin, des habitants d'Ouled Khelif (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Haffouz/Nasrallah pour le quatrième jour d'affilée pour exiger de l'eau potable.

30 juin, des marins pêcheurs bloquent le transit de la route 92 de Ksibet Al Mediouni pour exiger l'arrêt du déversement de l'ONAS dans la mer (mort des poissons). Les habitants manifestent aussi.

2 juillet, la population de Oued Beja (délégation de Sidi Alouane, gouvernorat de Mehdiya) coupe la route Mehdiya/El Jem, brûle des pneus pour protester contre la coupure de l'eau potable depuis une semaine. Ils ont amené des troupeaux pour montrer leur soif.

3 juillet :

- des habitants d'Al Laba (délégation de Médenine-sud) manifestent devant le siège de la SONEDE en raison des coupures d'eau.
- des habitants des quartiers Zouhour, Al Nour, Al Manar, Arkoub Mimoun et Assalam à Kasserine et des militants de la société civile manifestent devant la SONEDE contre les coupures d'eau.

6 juillet :

- des habitants de Jerba manifestent devant la SONEDE à Houmt Souk pour protester contre les coupures d'eau potable. Pancartes : « L'eau est la vie », « Pas de vie sans eau », « Où est l'eau ? »
- des habitants d'Al Mazara (délégation de Bir El Haffey, gouvernorat de Sidi Bouzid) ferment la

route 125 Sidi Bouzid/ Bir El Haffey pour protester contre la coupure d'eau potable.

- les habitants d'Aouidha Al Ghazal ferment la route Sidi Bouzid/El Brij et attaquent des voitures pour protester contre les coupures d'eau.

10 juillet, des habitants de Mtaïria (délégation de Chebika, gouvernorat de Tozeur) manifestent devant le siège de la délégation à cause des coupures d'eau.

11 juillet, la société civile et des intellectuels manifestent devant la délégation de Kalaat Senane (gouvernorat du Kef) pour protester contre le manque d'eau potable.

16 juillet, des habitants de Negga (délégation de Souk Al Ahad, gouvernorat de Kebili) manifestent devant la station de dessalement de Kebili, en raison des coupures et du goût salé de l'eau potable.

17 juillet, plus de 50 vendeurs d'eau, chômeurs des gouvernorats de Beja et Mannouba, manifestent devant le gouvernorat de Mannouba pour être autorisés à continuer leur activité, entravée par la police de l'environnement, la garde nationale, les services administratifs et les amendes.

19 juillet, des habitants de Bou Sbih (délégation de Bir El Haffey, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger l'eau potable coupée depuis 2015.

26 juillet, des habitants de Damous manifestent et coupent la route au niveau d'Oum Dhoul (délégation de Al Mida, gouvernorat de Nabeul) pour réclamer de l'eau.

7 août, des habitants de Mezraia (Jerba) manifestent contre l'assèchement des puits utilisés pour l'eau potable et l'agriculture en raison des travaux de l'usine de dessalement qui a creusé des puits très profonds asséchant les leurs. Le responsable de la SONEDE assure qu'il s'agit d'un désagrément passager. Pancartes : « La station de dessalement est là pour résoudre les problèmes pas pour les aggraver », « Nous voulons des mesures urgentes pour régler le problème de l'eau », « Mezraya est en apparence la prospérité et en réalité marginalisation et destruction ».

17 août, les habitants d'Aïn Al Baya (délégation de Fernana) manifestent et coupent la route menant à Fernana pour protester contre la pénurie d'eau depuis une semaine.

24 août, des habitants de Sbih (délégation de Skhira, gouvernorat de Sfax) bloquent la circulation de la route Sbih/La Skhira, empêchant le transport du phosphate pour protester contre la pénurie d'eau potable depuis quatre ans.

25 août, des habitants de Lessouda (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la circulation sur la route menant à Sidi Bouzid pour protester contre la pénurie d'eau depuis une semaine. Le directeur régional de la SONEDE affirme qu'il s'agit d'une avarie technique en cours de réparation.

30 août, la population de Kambout (délégation de Remada) manifeste contre la coupure d'eau potable depuis quatre jours et bloque le trafic routier.

1^{er} septembre, des habitants du Kef manifestent à l'entrée sud ouest de la ville pour protester contre la pénurie d'eau potable et coupent la route n°5. La SONEDE assure qu'il s'agit d'une panne et que l'eau sera rétablie le jour même. La manifestation reprend le lendemain et le surlendemain.

3 septembre, des habitants de Beja coupent la circulation en raison d'une coupure d'eau depuis quatre jours. Le 10, des manifestants sont convoqués par les forces de sécurité.

4 septembre, le ministère public ordonne l'arrestation d'un employé de la SONEDE de la délégation de Sakiet Sidi Youssef au Kef, après des doutes sur la rationalisation de la distribution de l'eau potable dans des zones rurales

6 septembre, des composantes de la société civile (association Atlal) de Deggache (gouvernorat de Tozeur) coupent la circulation de la RN 16 pour protester contre les coupures d'eau potable.

8 septembre, les habitants de Ghayadha manifestent devant le gouvernorat de Beja pour l'eau potable et une route.

9 septembre, des habitants de Zmertem (délégation de Dkhilet Toujane, gouvernorat de Gabes) manifestent contre la pénurie d'eau potable et confisquent le véhicule de la société des eaux. Ils rencontrent le délégué et le président de la société des eaux de Gabes et obtiennent gain de cause.

14 septembre, la population d'Al Tualbia (commune de Makarem, délégation de Sidi Bouzid est) annonce une grève illimitée à l'école Okba Ibn Nafaa en raison de l'absence d'eau potable depuis 2011.

15 septembre, manifestation des parents d'élèves à Henchir Bichi (Kairouan sud) à cause de l'absence d'eau potable à l'école.

10 octobre, des habitants de Jerba manifestent devant le siège de la délégation d'Homt Souk pour exiger de la SONEDE une solution radicale au problème de la pollution de l'eau potable.

12 octobre, la population d'Al Ayoun (gouvernorat de Kairouan) proteste contre le manque d'eau potable depuis juin.

15 octobre, sit-in devant la délégation de Mnihla (gouvernorat de l'Ariana) pour l'eau potable.

16 octobre, les habitants d'Ouled Benaoun (délégation de Qalaa Sghira, gouvernorat de Sousse) manifestent devant le gouvernorat pour l'eau potable.

18 et 19 octobre, sit-in illimité de plus de 400 habitants de Rouhia (gouvernorat de Siliana) devant la délégation sous le slogan « Sit-in contre l'obscurité et la soif » pour l'électricité et l'eau potable.

22 et 29 octobre, sit-in d'habitants et de la société civile de Bizerte pour sauver la côte contre le projet touristique de marina.

23 octobre, des habitants d'Al Amira (gouvernorat de Gabès) bloquent la route pour l'eau potable.

23 octobre, la population de Hammam Troza (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) exige de l'eau potable.

6 novembre, sit-in d'habitants de la délégation de Ghannouch (gouvernorat de Gabès) devant le siège du gouvernorat pour exiger emploi et développement, car la population (40 000 personnes) souffre de la pollution de la mer, de l'air, entraînant asthme, problèmes appareil reproductif, cancers.

8 novembre, manifestation du corps éducatif du lycée Ibn Dhiaf à La Mannouba contre la coupure d'eau depuis dix jours.

9 novembre, des habitants de Nadhour (délégation de Gafsa sud) coupent la route pour exiger de l'eau.

15 novembre, grève pour le second jour d'affilée des élèves du collège de Chabiba (gouvernorat de Gafsa) pour l'eau potable. Le 20 novembre, ils font la grève des cours.

15 novembre, à Sidine (commune de Makthar, gouvernorat de Siliana) blocage de la RN 4 pour

réclamer de l'eau potable.

25 novembre, parade de 10 km à vélo au départ de l'Ariana, organisée par Velorution Tunisie.

12 décembre, à la suite de plusieurs associations, « Sidi Bou Saïd, développement et citoyenneté » fait constater par huissier de justice des travaux de construction en cours sur un site naturel classé de Sidi Bou Saïd (délégation de Carthage, gouvernorat de Tunis). Le 14, les travaux sont stoppés.

28 décembre, manifestation devant la maison de la culture de Om Larayess pour exiger le retour de l'eau potable.

YÉMEN

2015

13 octobre, marche de jeunes d'Ibb, qui apportent de l'eau potable aux habitants de Taz, assiégés par les Houthis. La marche de l'eau est organisée par des journalistes, des militants politiques et des jeunes. Les Houthis arrêtent une trentaine d'organiseurs au siège du local.

2017

8 mars, quelques dizaines de femmes manifestent devant le siège des Nations Unies à Sanaa pour appeler au secours contre la mort lente.

18 juillet, des dizaines de femmes d'Arrawa (district d'Al Khanfir, gouvernorat d'Abyan), manifestent devant les réservoirs d'eau potable pour protester contre la pénurie. Elles barrent la route menant à Batays, bloquent le passage des camions et mettent le feu à des pneus. Pancartes : « Arrawa appelle au secours et réclame de l'eau potable, gouverneur ».

26 août, les habitants d'Al Hisn (gouvernorat d'Abyan) manifestent pour le huitième vendredi d'affilée pour protester contre le déversement des égouts dans les rues et dans leurs logements et urgent le gouverneur de leur apporter des solutions.

20 novembre, manifestation des habitants d'Al Dimna (gouvernorat de Taz) devant la délégation générale pour exiger du gouverneur la libération de prisonniers depuis quatre mois et le respect de la loi sur l'eau.

Luiza Toscani, 1^{er} avril 2018

Glossaire :

ADE : Algérienne des Eaux

AEP : Alimentation en Eau Potable

AMDH : Association Marocaine des Droits de l'Homme

APC : Assemblée populaire communale. P/APC : Président de l'APC

ASTM : Action Solidarité Tiers Monde

BE : Bureau Exécutif

BM : Banque mondiale

CA : Cour d'Appel

CADTM : Centre pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

CW : Chemin de Wilaya

CPG : Compagnie des Phosphates de Gafsa

CMDH : Centre Marocain des Droits de l'Homme

EAU : Emirats Arabes Unis
EPA : Autorité Publique de l'Environnement
FMDH : Forum Marocain des Droits de l'Homme
FFS : Front des Forces Socialistes
FSM : Forum Social Mondial
FIDA : Fond International de Développement Agricole
GCT : Groupe Chimique Tunisien
LADDH : Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme
LTDH : Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme
MAK : Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie
MINUAD : Mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour
MPA : Mouvement Populaire Algérien
MSV 96 : Mouvement Sur la Voie 96
NISS : National Intelligence and Security Service
NYT : New York Times
OCP : Office Chérifien des Phosphates
ONAS : Office National de l'Assainissement
ONEE : Office national de l'Électricité et de l'Eau potable
ONEP : Office National de l'Eau Potable
PAU : Plan d'Aménagement Urbain
PCL : Parti Communiste Libanais
PCN : Parti du Congrès National
PJD : Parti de la Justice et du Développement
PNS : Parti National Syrien
PPS : Parti du Progrès et du Socialisme
PST : Parti Socialiste des Travailleurs
RN : Route Nationale
SONEDE : Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
STEG : Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz
TA : Tribunal Administratif
TPI : Tribunal de Première Instance
UE : Union Européenne
UGTT : Union Générale Tunisienne du Travail
UL : Union Locale
URT : Union Régionale du Travail
UNRWA : United Nations Relief and Work Agency
UTICA : Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
